

JUIN-DÉCEMBRE 2006

Rébellion et répression au sud du Mexique



hors-série
28 pages
3 €



en compagnie de
L'insomniaque

LA LIBRE COMMUNE D'OAXACA



COMMUNE D'OAXACA

en compagnie de
L'insomniaque



Il était une fois, au Mexique, une ville et sa région soumises à la tyrannie meurtrière d'un gouverneur véreux. Les habitants presque unanimes décident un jour de le chasser et de faire leurs affaires eux-mêmes. Ils occupent la rue et les administrations, mettent en déroute les sbires du cacique, créent une assemblée populaire souveraine et, le temps d'un long été, s'adonnent aux plaisirs interdits de la démocratie directe. Ils veulent vivre librement et dignement, c'est-à-dire sans se plier aux diktats de la mondialisation.

Les puissants, d'abord pris de court par cette révolte qui menace de faire tâche d'huile, mettront près de six mois à reconquérir le terrain perdu par l'économie. Des gens de guerre sont dépêchés par milliers pour envahir et punir la ville insurgée. Ils appliquent de vieilles recettes : mitraille à profusion, sévices systématiques, prison et déportation. La ville est reconquise, la Commune d'Oaxaca est assommée, les séditieux sont traqués : les touristes et les businessmen vont pouvoir revenir tandis que les rebelles sont traqués et les gueux piétinés.

Mais cette révolte si persistante a su entre-temps se faire connaître : un peu partout dans le monde, des gens de cœur ont proclamé leur solidarité avec les barricadiers d'Oaxaca, faisant ça et là quelque tapage afin de gêner la répression. Un peu partout, mais trop peu en France : ici, les médias aux ordres ont passé sous silence ces événements pourtant peu ordinaires. Ici, grandes âmes et beaux esprits n'ont pipé mot pendant qu'on assassinait la liberté à Oaxaca. Par le présent fascicule, nous entendons réparer cet oubli très volontaire.

L'Insomniaque



Terreur démocratique au Mexique

Oaxaca sous la botte ?

Samedi 25 novembre : des dizaines de milliers de manifestants encerclent le centre d'Oaxaca, occupé par la police fédérale. *« Qu'ils s'en aillent ! »* est le cri unanime. Jante contre jante, des blindés chasse-barricades bloquent les accès. Sur les toits, des tireurs d'élite. Les robocops lancent des billes d'acier sur les gens. La colère enfle. Le Parlement local, la direction du tourisme et le tribunal de justice partent en fumée. Quand les leaders s'interposent, rappelant que la manif est pacifique, les émeutiers rétorquent : *« C'est le peuple qui décide ! »* Puis, alors que la foule reflue sous les gaz, les sbires du gouverneur Ulises Ruiz entrent en action. Rafales d'armes automatiques, rapts. Contrairement à l'opération policière du 27 octobre, où les gouvernements fédéral et local s'étaient partagé les tâches – aux nervis locaux de semer la terreur en tirant sur la foule, offrant ainsi à la police fédérale préventive (PFP) le prétexte pour intervenir en faisant mine de s'interposer –, ce jour-là, leur collusion saute aux yeux. Des passants sont raflés au hasard des rues par des commandos mixtes (policiers municipaux, PFP et paramilitaires en civil). Près de trois cents personnes sont enlevées/arrêtées et beaucoup subissent des tortures (tabassages, doigts brisés, viols…) pendant le transfert vers des pénitenciers du nord du pays. On est toujours sans nouvelles d'une trentaine de disparus. Le 29 novembre, les dernières barricades tombent et Radio Universidad, la voix des insurgés, cesse d'émettre. Des convois blindés sillonnent les quartiers. Les hommes armés font irruption chez les gens, sans mandat. Au même moment, sous prétexte d'un « vice de procédure », un juge libère les assassins de Brad Will, cameraman d'Indymedia New York, officialisant ainsi l'impunité.

Ce traquenard du 25 novembre visait à tétaniser le pays à la veille de l'entrée en fonctions du nouveau président, Felipe Calderón. Fox ne pouvait lâcher Ruiz, car il avait besoin du soutien de son parti, le PRI (ancien parti unique) pour adouber son dauphin, massivement contesté après la plus que probable fraude électorale du 2 juillet. L'alliance PRI-PAN est scellée dans le sang. Le 1er décembre, Calderón jure fidélité à la Constitution sous escorte militaire, au milieu d'un pugilat entre députés. Autour de lui, un cabinet de massacreurs, dont le responsable direct de la répression à Atenco à la Justice et l'ex-gouverneur du Jalisco (qui se rendit célèbre en faisant appliquer la torture à de jeunes altermondialistes en 2004) à l'Intérieur.



Le Mexique, dont la stabilité a longtemps été donnée en exemple en Amérique latine,

envahir et punir la ville insurgée. Ils appliquent de vieilles recettes : mitraille à profusion, sévices systématiques, prison et déportation. La ville est reconquise, la Commune d'Oaxaca est assommée, les séditieux sont traqués : les touristes et les businessmen vont pouvoir revenir tandis que les rebelles sont traqués et les gueux piétinés.

Mais cette révolte si persistante a su entre-temps se faire connaître : un peu partout dans le monde, des gens de cœur ont proclamé leur solidarité avec les barricadiers d'Oaxaca, faisant ça et là quelque tapage afin de gêner la répression. Un peu partout, mais trop peu en France : ici, les médias aux ordres ont passé sous silence ces événements pourtant peu ordinaires. Ici, grandes âmes et beaux esprits n'ont pipé mot pendant qu'on assassinait la liberté à Oaxaca. Par le présent fascicule, nous entendons réparer cet oubli très volontaire.

L'Insomniaque

la foule reflue sous les gaz, les sbires du gouverneur Ulises Ruiz entrent en action. Rafales d'armes automatiques, rapts. Contrairement à l'opération policière du 27 octobre, où les gouvernements fédéral et local s'étaient partagé les tâches – aux nervis locaux de semer la terreur en tirant sur la foule, offrant ainsi à la police fédérale préventive (PFP) le prétexte pour intervenir en faisant mine de s'interposer –, ce jour-là, leur collusion saute aux yeux. Des passants sont raflés au hasard des rues par des commandos mixtes (policiers municipaux, PFP et paramilitaires en civil). Près de trois cents personnes sont enlevées/arrêtées et beaucoup subissent des tortures (tabassages, doigts brisés, viols…) pendant le transfert vers des pénitenciers du nord du pays. On est toujours sans nouvelles d'une trentaine de disparus. Le 29 novembre, les dernières barricades tombent et Radio Universidad, la voix des insurgés, cesse d'émettre. Des convois blindés sillonnent les quartiers. Les hommes armés font irruption chez les gens, sans mandat. Au même moment, sous prétexte d'un « vice de procédure », un juge libère les assassins de Brad Will, cameraman d'Indymedia New York, officialisant ainsi l'impunité.

Ce traquenard du 25 novembre visait à tétaniser le pays à la veille de l'entrée en fonctions du nouveau président, Felipe Calderón. Fox ne pouvait lâcher Ruiz, car il avait besoin du soutien de son parti, le PRI (ancien parti unique) pour adouber son dauphin, massivement contesté après la plus que probable fraude électorale du 2 juillet. L'alliance PRI-PAN est scellée dans le sang. Le 1er décembre, Calderón jure fidélité à la Constitution sous escorte militaire, au milieu d'un pugilat entre députés. Autour de lui, un cabinet de massacreurs, dont le responsable direct de la répression à Atenco à la Justice et l'ex-gouverneur du Jalisco (qui se rendit célèbre en faisant appliquer la torture à de jeunes altermondialistes en 2004) à l'Intérieur.

Le Mexique, dont la stabilité a longtemps été donnée en exemple en Amérique latine, s'enfonce dans une spirale d'arbitraire et de violence d'État. L'ombre du massacre de la place des Trois-Cultures en octobre 1968 plane à nouveau sur le pays.

Une coordination d'organismes de défense des droits humains déclare : *« La torture est avérée, on ne cherche même pas à la cacher. Elle est administrée comme une leçon et sert à terroriser le mouvement social. »* La déliquescence institutionnelle est telle qu'un des premiers actes du nouveau président aura été de faire arrêter quatre négociateurs envoyés dans la capitale par l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (Appo). L'un d'eux, Flavio Sosa, un modéré au passé ambigu, aurait pourtant pu servir d'interface pour une solution pactisée du conflit. La tentation de la guerre civile est donc clairement du côté du pouvoir. *« La mafia a plus d'éthique que ce gouvernement »*, a tancé un sénateur de l'opposition.

Sous ces coups de boutoir, et après six mois de démocratie directe inventée et défendue autour des barricades, la commune d'Oaxaca s'est repliée du centre vers les quartiers, de la ville vers les montagnes, de la lumière vers une semi-clandestinité. Vers le Mexique secret et tellurique de la vieille opiniâtreté indienne. L'Appo, échaudée par la répression et par les gesticulations de la gauche parlementaire, se tourne vers les zapatistes et l'Autre Campagne, qui avaient dénoncé le leurre électoral. Malgré un état de siège de fait, un forum des peuples indigènes a réaffirmé que les communautés ne reconnaissent plus l'autorité du gouverneur et construisent un autogouvernement à partir des assemblées de villages. Dans la Sierra Juárez, une réunion de délégués zapotèques, chinantèques et mixes a débattu des modalités de cette démocratie horizontale. Comme dans l'Argentine de 2002, le fossé entre la société et l'État se creuse de jour en jour. Le gouvernement en est réduit à agir ouvertement en ennemi de la population, en machine menaçante agissant pour le compte exclusif de l'argent. Au mieux, une coquille vide ?

Nicolas Arraitz





LE 15 DE CHAQUE MOIS
EN KIOSQUE

Hors-série
janvier-février 2007

BP 70054 13192 Marseille Cedex 20
Tél.-fax-rép. : 04 91 90 25 04
info@cequilfautdetruire.org
www.cequilfautdetruire.org

Mensuel édité par l'association Le RIRe
Directeur de la publication : Nicolas Arraitz
Commission paritaire : 0902G79944
ISSN 1761-8061

Impression de ce supplément :
Le Ravin bleu, Quincy-sous-Sénart

Distribution kiosques :
Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne
Diffusion militante et librairies :
Co-errances, 45, rue d'Aubervilliers, 75018 Paris
contact@co-errances.org • www.co-errances.org

Ce hors-série a été inspiré et confectionné par L'insomniaque éditeur (43 rue de Stalingrad, Montreuil, 93100 • insomniaqueediteur.free.fr)

Remerciements au Ravin Bleu, au CSPCL et à Cybèle, Marc et Mik.

Une ville debout



Largement ignorés des médias français, les événements d'Oaxaca dévoilent la fragilité des pouvoirs établis et ouvrent aux laissés-pour-compte du monde entier de nouvelles pistes. En voici un bref récapitulatif.

OAXACA [prononcer warhaka] est la capitale (400 000 habitants) de l'État mexicain du même nom, lequel recèle de grandes richesses et une énorme pauvreté. Sur ses trois millions d'habitants, deux tiers sont des Indiens, en majorité paysans, qui appartiennent à seize groupes ethniques porteurs de traditions et de savoirs millénaires. Chaque année, poussés par la misère, quelque deux cent cinquante mille d'entre eux émigrent vers le nord du pays ou les États-Unis.



Quant à la classe dirigeante locale, elle se caractérise par son flagrant mépris des cultures ancestrales – alors même que celles-ci constituent la matière première du tourisme, l'une des principales activités économiques de l'État. L'État n'a cessé, depuis le temps de Malcolm Lowry et de B. Traven, d'être gouverné par des *políticos* extrêmement corrompus, invariablement favorables aux riches. Aujourd'hui, c'est le très impopulaire gouverneur Ulises Ruiz Ortiz (en poste depuis 2004) qui s'enrichit sur le dos de ses administrés et distribue les prébendes à ses affidés. Un de ses premiers actes en tant que gouverneur fut l'emprisonnement de dirigeants syndicaux qui s'opposaient à lui. Avant d'être gouverneur d'Oaxaca, il s'était déjà acquis une douteuse renommée par son habileté singulière à convertir l'argent public en fortune privée.

De la fronde au contrôle populaire

LE 14 JUIN 2006, le gouvernement d'Ulises se livra à une violente démonstration de force dans le centre d'Oaxaca. Le *zócalo* (place centrale) et les rues avoisinantes étaient occupées par un piquet de professeurs appartenant à la section locale du Syndicat national des travailleurs de l'Éducation. Les policiers firent usage de matraques, de gaz lacrymogènes et d'armes à feu pour les en déloger, mais en vain. L'agression entraîna des réactions de protestation non seulement du corps enseignant mais aussi d'une bonne partie de la société oaxacaine. Après l'expulsion ratée, les organisations civiques se réunirent pour former centaines de milliers de personnes. Cette lutte spontanée et autonome a duré près de six mois, plongeant les politiciens nationaux, alors en campagne électorale, dans la perplexité. Au début du mois d'octobre, les positions de l'Appo ont été sauvagement attaquées par des *sicarios* à la solde d'Ulises, multipliant les menaces, les pressions et le harcèlement, puis les agressions physiques et les enlèvements, enfin les tortures, les viols et les assassinats. Des « convois de la mort » de voitures chargées de policiers en uniforme et de nervis circulaient dans les rues et tiraient au jugé. Pour leur en interdire l'accès, les habitants des quartiers populaires ont alors dû ériger des barricades, gardées par des riverains. On en a compté jusqu'à 1 500, bloquant la circulation dans le centre, les faubourgs et les agglomérations voisines.

La riposte de l'État

LE NOUVEAU président de l'État mexicain, élu en juillet dans des conditions douteuses, a choisi la manière forte, histoire d'imposer son pouvoir aux innombrables mécontents que compte le pays et d'affirmer son machisme au sein de sa faction politique, liée au *big business* mexicain et américain. Tout indique qu'il protège Ulises et vise à détruire totalement l'Appo.

Dans les derniers jours d'octobre, plus de 3 000 agents de la Police fédérale préventive (PFP) ont pénétré dans la ville d'Oaxaca. Avec leurs casques, leurs boucliers et leurs uniformes caparaçonnés, ils ressemblaient à une masse de robots. Ils étaient appuyés par des hélicoptères et des blindés légers qui déversèrent sur les gens d'énormes quantités de gaz lacrymogènes, d'eau sous pression et de liquides extrêmement irritants. Ils déployèrent toujours plus d'efforts pour soumettre l'Appo et, surtout, terroriser la population. Les habitants ont alors construit de nouvelles barricades, destinées à protéger les espaces libérés du joug de l'État. De nombreux affrontements ont transformé la ville en un véritable champ de bataille.

misère, quelque deux cent cinquante mille d'entre eux émigrent vers le nord du pays ou les États-Unis.

Quant à la classe dirigeante locale, elle se caractérise par son flagrant mépris des cultures ancestrales – alors même que celles-ci constituent la matière première du tourisme, l'une des principales activités économiques de l'État. L'État n'a cessé, depuis le temps de Malcolm Lowry et de B. Traven, d'être gouverné par des *políticos* extrêmement corrompus, invariablement favorables aux riches. Aujourd'hui, c'est le très impopulaire gouverneur Ulises Ruiz Ortiz (en poste depuis 2004) qui s'enrichit sur le dos de ses administrés et distribue les prébendes à ses affidés. Un de ses premiers actes en tant que gouverneur fut l'emprisonnement de dirigeants syndicaux qui s'opposaient à lui. Avant d'être gouverneur d'Oaxaca, il s'était déjà acquis une douteuse renommée par son habileté singulière à convertir l'argent public en fortune privée.

De la fronde au contrôle populaire

Le 14 juin 2006, le gouvernement d'Ulises se livra à une violente démonstration de force dans le centre d'Oaxaca. Le *zócalo* (place centrale) et les rues avoisinantes étaient occupées par un piquet de professeurs appartenant à la section locale du Syndicat national des travailleurs de l'Éducation. Les policiers firent usage de matraques, de gaz lacrymogènes et d'armes à feu pour les en déloger, mais en vain. L'agression entraîna des réactions de protestation non seulement du corps enseignant mais aussi d'une bonne partie de la société oaxacaine. Après l'expulsion ratée, les organisations civiques se réunirent pour former l'« Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca » (Appo).

Dès sa première réunion, l'Appo décida que ses actions seraient menées à partir de décisions collectives et horizontales. Elle s'engagea à préserver l'autonomie des multiples organisations qui la composaient. Si sa principale revendication demeure le départ d'Ulises Ruiz, sa pratique est allée bien au-delà, formulant l'exigence qu'Oaxaca soit gouverné pour le bien de tous et pas seulement pour la prospérité des caciques. Parmi les actes de résistance de l'Appo, on compte le barrage des routes, l'occupation de bâtiments publics, parmi lesquels la Chambre des députés pendant un mois, ainsi que le siège des radios et des télévisions locales. Tout cela tandis que se prolongeait la grève des instituteurs des écoles publiques dans tout l'État.

L'Appo a suscité une immense sympathie. Les manifestations auxquelles elle a appelé et les actions qu'elle a organisées ont bénéficié de l'enthousiasme et de la force de



les chauffeurs, ... et les assassinats. Des « convois de la mort » de voitures chargées de policiers en uniforme et de nervis circulaient dans les rues et tiraient au jugé. Pour leur en interdire l'accès, les habitants des quartiers populaires ont alors dû ériger des barricades, gardées par des riverains. On en a compté jusqu'à 1 500, bloquant la circulation dans le centre, les faubourgs et les agglomérations voisines.

La riposte de l'État

Le nouveau président de l'État mexicain, élu en juillet dans des conditions douteuses, a choisi la manière forte, histoire d'imposer son pouvoir aux innombrables mécontents que compte le pays et d'affirmer son machisme au sein de sa faction politique, liée au *big business* mexicain et américain. Tout indique qu'il protège Ulises et vise à détruire totalement l'Appo.

Dans les derniers jours d'octobre, plus de 3 000 agents de la Police fédérale préventive (PFP) ont pénétré dans la ville d'Oaxaca. Avec leurs casques, leurs boucliers et leurs uniformes caparaçonnés, ils ressemblaient à une masse de robots. Ils étaient appuyés par des hélicoptères et des blindés légers qui déversèrent sur les gens d'énormes quantités de gaz lacrymogènes, d'eau sous pression et de liquides extrêmement irritants. Ils déployèrent toujours plus d'efforts pour soumettre l'Appo et, surtout, terroriser la population. Les habitants ont alors construit de nouvelles barricades, destinées à protéger les espaces libérés du joug de l'État. De nombreux affrontements ont transformé la ville en un véritable champ de bataille.

Une vague de répression féroce a suivi la prise de contrôle de la ville par les forces armées. Celles-ci, liste noire en main, arrêtent les gens chez eux ou sur leur lieu de travail et les font *disparaître*. Certains se retrouvent dans des prisons de haute sécurité, loin d'Oaxaca, où leurs proches doivent affronter un système judiciaire truffé de pièges et payer des fortunes pour arracher les leurs aux coups et à la torture. Le commandement de la police fédérale a admis que sa mission, dans l'État d'Oaxaca, consistait à occuper militairement la ville. Des délégués de l'Appo ont été arrêtés, par traîtrise, et promptement internés dans une prison de haute sécurité, alors qu'ils sortaient d'une conférence de presse où ils avaient annoncé des accords de dialogue avec le gouvernement fédéral. On compte, à ce jour, au moins quinze exécutions sommaires, deux cents arrestations, cent cinquante blessés – et plus d'une trentaine de « disparus »…

Enrique de la O

BIEN LE BONJOUR D'OAXACA

Oaxaca, lundi 2 octobre 2006

«¡No pasaran!», nous écoutons la radio rebelle, une radio commerciale prise par l'Assemblée populaire, les filles ont dormi avec cette radio allumée sous l'oreiller toute la nuit dernière, prêtes à se lever à la moindre alerte et prêtes à renouveler l'expérience cette nuit même, petits murmures dans la chambre voisine qui, finalement, m'endorment et me plongent dans un profond sommeil. […] La nuit fut chaude, l'alerte était maximale, les hommes d'affaires et les chefs d'entreprise avaient appelé à une grève de deux jours pour soutenir le gouverneur déchu : pas d'essence et fermeture des grands magasins, ils avaient même promis d'en découdre avec les insurgés – ce fut un bide complet.

L'Assemblée avait décrété l'alerte rouge. Pendant la journée, je me suis promené dans la ville rebelle, promenade des plus agréables entre les barricades et les dernières fumées des feux de la nuit. Les barricades, dressées un peu partout dans les quartiers, transformant ainsi la ville en un véritable labyrinthe, sommeillent le jour pour se réveiller le soir quand chacun est sur le qui-vive, prêt à affronter les paramilitaires et, depuis peu, l'armée, qui a pris ses quar-



Notre envoyé spécial au-dessous du volcan, tient la chronique des rêves et des révoltes d'une ville en quête de liberté et de dignité, assiégée puis envahie par les forces de la mort.

entourent la ville coloniale, l'impression change quand je me rends à des centres stratégiques comme la prison d'Ixcotel, qui se trouve tout à côté de la caserne ou

pect. Un peu avant minuit, les occupants d'une voiture et d'une camionnette ont fait feu sur une barricade du centre avant de prendre la fuite. […] À 5 heures du matin, quand les filles sont allées accompagner leur compagne, les rues, m'ont-elles rapporté, étaient totalement vides, pas âme qui vive. Ce ne fut qu'à la demie de 5 heures, quand fut décrétée la fin de l'alerte, que les premiers taxis et les premiers bus ont fait leur timide apparition ; avant, toute voiture était considérée comme suspecte. La copine va rejoindre la marche qui va traverser son *pueblo*.

La veille, elle avait, avec d'autres compagnes, dans une dramaturgie symbolique dont sont friands les Mexicains, maculé de son propre sang un portrait de pied du gouverneur honni : l'appel incessant de ce triste sire à une intervention armée ne signifie-t-il pas un bain de sang pour la population ? Je sens le gouvernement tout prêt à prendre cette mesure. Il l'aurait peut-être déjà prise si l'Assemblée populaire n'avait pas eu l'idée de sortir de la capitale de l'État et de l'État lui-même pour aller à la rencontre des Mexicains et porter ses exigences et ses valeurs dans la capitale du pays. J'ai eu le sentiment que le gouvernement avait été pris de vitesse et qu'il

prise par l'Assemblée populaire, les filles ont dormi avec cette radio allumée sous l'oreiller toute la nuit dernière, prêtes à se lever à la moindre alerte et prêtes à renouveler l'expérience cette nuit même, petits murmures dans la chambre voisine qui, finalement, m'endorment et me plongent dans un profond sommeil. [...] La nuit fut chaude, l'alerte était maximale, les hommes d'affaires et les chefs d'entreprise avaient appelé à une grève de deux jours pour soutenir le gouverneur déchu : pas d'essence et fermeture des grands magasins, ils avaient même promis d'en découdre avec les insurgés – ce fut un bide complet.

L'Assemblée avait décrété l'alerte rouge. Pendant la journée, je me suis promené dans la ville rebelle, promenade des plus agréables entre les barricades et les dernières fumées des feux de la nuit. Les barricades, dressées un peu partout dans les quartiers, transformant ainsi la ville en un véritable labyrinthe, sommeillent le jour pour se réveiller le soir quand chacun est sur le qui-vive, prêt à affronter les paramilitaires et, depuis peu, l'armée, qui a pris ses quartiers du côté de l'aéroport. J'écris « l'armée », mais je devrais dire « la police fédérale préventive » (PFP), ce sont des militaires déguisés en policiers, dressés à massacrer les gens comme à Atenco*. Les barricades, il y en a à peu près un millier, ont été d'une grande efficacité face aux opérations commandos (*los operativos*) des policiers en civil faisant feu sur la population, opérations commanditées par Ulises Ruiz Ortiz, le gouverneur assassin.

Le jour, la vie continue comme si de rien n'était, ou presque, j'ai cette impression quand je parcours les quartiers qui

* Le 4 mai 2006, la PFP s'est déchaînée contre la population de cette localité de la grande banlieue de Mexico, qui avait empêché la police locale de maltraiter des fleuristes ambulants. Bilan : deux morts, plusieurs dizaines de blessés, plus de deux cents arrestations.



Notre envoyé spécial au-dessous du volcan, tient la chronique des rêves et des révoltes d'une ville en quête de liberté et de dignité, assiégée puis envahie par les forces de la mort.

entourent la ville coloniale, l'impression change quand je me rends à des centres stratégiques comme la prison d'Ixcotel, qui se trouve tout à côté de la caserne ou comme le *zócalo*, là s'est organisée une vie à part, la vie des campements. Au *zócalo*, par exemple, les grands cafés, hôtels et restaurants pour touristes se sont éteints pour céder la place à une vie grouillante où se mêlent le petit peuple métis et les Indiens. Voilà le centre-ville qu'avait bétonné le gouverneur pour complaire aux touristes transformé en souk ! C'est un peu un monde à part, entouré de barricades. Cette fois, j'ai senti comme une fausse tranquillité, tout semblait calme mais une certaine tension était perceptible, les gens sont prêts à l'affrontement mais ils savent aussi ce qui leur en coûtera.

Cette nuit, les filles n'ont dormi que d'une oreille et que d'un œil. Avant de sombrer, j'ai entendu l'écho des pétards et des *cohetes* [fusées éclairantes], c'est ainsi que les barricades communiquent entre elles au moindre mouvement suspect de prendre la fuite. [...] À 5 heures du matin, quand les filles sont allées accompagner leur compagne, les rues, m'ont-elles rapporté, étaient totalement vides, pas âme qui vive. Ce ne fut qu'à la demie de 5 heures, quand fut décrétée la fin de l'alerte, que les premiers taxis et les premiers bus ont fait leur timide apparition ; avant, toute voiture était considérée comme suspecte. La copine va rejoindre la marche qui va traverser son *pueblo*.

La veille, elle avait, avec d'autres compagnes, dans une dramaturgie symbolique dont sont friands les Mexicains, maculé de son propre sang un portrait de pied du gouverneur honni : l'appel incessant de ce triste sire à une intervention armée ne signifie-t-il pas un bain de sang pour la population ? Je sens le gouvernement tout prêt à prendre cette mesure. Il l'aurait peut-être déjà prise si l'Assemblée populaire n'avait pas eu l'idée de sortir de la capitale de l'État et de l'État lui-même pour aller à la rencontre des Mexicains et porter ses exigences et ses valeurs dans la capitale du pays. J'ai eu le sentiment que le gouvernement avait été pris de vitesse et qu'il hésite maintenant à prendre cette mesure extrême, qui risquerait d'isoler encore plus, au sein de la population mexicaine, un futur président, Felipe Calderón, dit Fecal, dont la légitimité est loin d'être acquise.

Felipe Calderón, dans sa lutte pour le pouvoir, a fait alliance avec le PRI *, le parti du gouverneur d'Oaxaca, et ce parti défend son gouverneur contre vents et marées : que deviendrait l'État s'il ne mettait pas au pas la population ? Et puis avec le pillage des richesses que représente le

* Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), autoritaire et clientéliste, a monopolisé le pouvoir de 1930 à 2000, avant de le céder aux businessmen pro-américains du Parti d'action nationale (PAN) auquel appartiennent le président sortant, Vicente Fox, et son successeur, Felipe Calderón, élu grâce à la fraude. Ulises Ruiz, gouverneur PRI de l'État d'Oaxaca est le prototype du cacique autocratique et corrompu.



Plan Puebla-Panama*, le PRI et, avec lui, Ulises Ruiz ne sont pas prêts à abandonner une telle aubaine de se remplir les poches. La menace est donc bien réelle. Cependant, le recours à la force, qui susciterait une forte mobilisation de la société civile, profiterait à son concurrent et opposant dans la course au pouvoir, Lopez Obrador, dit Amlo. Le gouvernement doit résoudre la quadrature du cercle, et il ne faut pas oublier qu'il ne suffit pas de prendre la ville, il y aura nécessairement de féroces résistances dans l'ensemble de l'État. Le rejet d'un pouvoir prédateur par la population indigène et métisse est un fait indubitable.

Le gouvernement a cherché à diviser le mouvement en s'appuyant sur la partie molle de l'Assemblée populaire, les dirigeants de la section locale, dite XXII, du syndicat des enseignants : il a donné satisfaction à toutes leurs revendications et il a même proposé plus d'argent qu'ils n'en demandaient au départ ; heureusement, cette tentative de subornation a été dénoncée et la base de la section XXII ainsi que l'Assemblée populaire

tance. Le peuple d'Oaxaca est très bien organisé et très déterminé.

La nuit du 30 septembre au 1er octobre a été particulièrement tendue, les policiers ou paramilitaires seraient intervenus sur une barricade située sur Santa Lucia del Camino, la rue qui mène au local du Conseil des maîtres indiens et à celui du Cipo RFM. C'était une barricade isolée et il n'y a pas beaucoup de barricades dans ce secteur de Santa Lucia, pour quelle raison ? Pour répondre à une telle question, il faudrait connaître l'histoire de cette *colonia* [faubourg construit pas ses habitants), qui semble être bien contrôlée par le PRI. L'école primaire avait même ouvert ses portes quand je suis passé par là vendredi dernier ! Nous venons d'apprendre qu'un jeune venait d'être enlevé dans la cité universitaire, il s'agit de Pedro Garcia, coordinateur entre l'Assemblée et l'Université, un appel est lancé par la radio rebelle pour retrouver la voiture, une camionnette noire et les ravisseurs. La radio aux mains des insurgés joue un grand rôle dans la vie des habitants, qui, grâce à elle, sont au courant de ce qui se passe et peu-

Devant la radio, une place assez large est ainsi dégagée et il y a du monde, ceux qui ont passé la nuit déjeunent à une table sur tréteaux, il y a toute une cuisine installée sous des bâches. Une des filles reconnaît un de ses oncles, ce qui nous a permis, la confiance établie, de bavarder. L'oncle semble fatigué et éprouvé par cette nuit difficile et crispante qui a suivi le passage des hélicoptères de la marine. Il ne croit pas à une intervention de l'armée dans l'immédiat – cette fois il s'agit bien de l'armée avec tout son fournitment –, du moins, pas avant le mercredi 3 octobre, date fixée par le gouvernement fédéral pour une rencontre, qui se veut décisive, avec le magistère (l'espagnol revitalise de vieux mots de la langue française peu utilisés) et l'Assemblée populaire. L'Assemblée et les enseignants hésitent à reprendre les négociations depuis le refus de destituer Ulises Ruiz. Ce soudain déploiement des forces armées précise l'ultimatum du gouvernement : ou vous venez à la table des négociations et négociez, ou on envoie la troupe.

Nous apprenons que des avions de transport de troupes ont atterri la veille à l'aéroport d'Oaxaca avec une dizaine d'hélicoptères et que l'infanterie de marine a débarqué avec armes et bagages à Huatulco et Salina Cruz, deux ports de la côte pacifique. Des tanks et des véhicules tout-terrain occupent les routes principales qui mènent à Oaxaca. Face à ce déploiement de force, la première réaction des insurgés est la rage, *« Viens ici,* cabrón *! je t'attends. »* Et puis ils ont pensé à renforcer la communication avec le reste du pays : d'un côté, ils ont lancé un appel aux Mexicains à venir comme observateurs et témoins ; de l'autre, ils ont demandé aux leurs d'aller renforcer la marche qui se dirige sur Mexico. La communication contre la force brute.

Nous passons au centre-ville où arrive une manifestation de ceux qui travaillent dans les hôpitaux, ils chantent avec

Plan Puebla-Panama*, le PRI et, avec lui, Ulises Ruiz ne sont pas prêts à abandonner une telle aubaine de se remplir les poches. La menace est donc bien réelle. Cependant, le recours à la force, qui susciterait une forte mobilisation de la société civile, profiterait à son concurrent et opposant dans la course au pouvoir, Lopez Obrador, dit Amlo. Le gouvernement doit résoudre la quadrature du cercle, et il ne faut pas oublier qu'il ne suffit pas de prendre la ville, il y aura nécessairement de féroces résistances dans l'ensemble de l'État. Le rejet d'un pouvoir prédateur par la population indigène et métisse est un fait indubitable.

Le gouvernement a cherché à diviser le mouvement en s'appuyant sur la partie molle de l'Assemblée populaire, les dirigeants de la section locale, dite XXII, du syndicat des enseignants : il a donné satisfaction à toutes leurs revendications et il a même proposé plus d'argent qu'ils n'en demandaient au départ ; heureusement, cette tentative de subornation a été dénoncée et la base de la section XXII ainsi que l'Assemblée populaire ont réagi rapidement en exigeant, avant toute négociation, le départ d'Ulises Ruiz. […]

Quatre hélicoptères de la marine viennent de survoler la ville à basse altitude, la réaction est immédiate, les gens dressent des barricades, s'emparent des bus et surtout communiquent immédiatement entre eux. Ils sont prêts à résister, la radio rebelle lance des appels au calme, pour l'instant pas d'actions spontanées, restons organisés et agissons selon une stratégie d'ensemble, le comité de défense a été constitué pour cela, pour coordonner les activités de résistance. Le peuple d'Oaxaca est très bien organisé et très déterminé.

La nuit du 30 septembre au 1er octobre a été particulièrement tendue, les policiers ou paramilitaires seraient intervenus sur une barricade située sur Santa Lucia del Camino, la rue qui mène au local du Conseil des maîtres indiens et à celui du Cipo RFM. C'était une barricade isolée et il n'y a pas beaucoup de barricades dans ce secteur de Santa Lucia, pour quelle raison ? Pour répondre à une telle question, il faudrait connaître l'histoire de cette *colonia* [faubourg construit pas ses habitants), qui semble être bien contrôlée par le PRI. L'école primaire avait même ouvert ses portes quand je suis passé par là vendredi dernier ! Nous venons d'apprendre qu'un jeune venait d'être enlevé dans la cité universitaire, il s'agit de Pedro Garcia, coordinateur entre l'Assemblée et l'Université, un appel est lancé par la radio rebelle pour retrouver la voiture, une camionnette noire et les ravisseurs. La radio aux mains des insurgés joue un grand rôle dans la vie des habitants, qui, grâce à elle, sont au courant de ce qui se passe et peuvent réagir rapidement et de façon unitaire. La première chose que fera le pouvoir quand il cherchera à reprendre la ville sera de la bâillonner grâce aux techniques modernes de brouillage.

Ce matin, je suis passé voir cette radio, bien protégée par un ensemble de barricades – bus et camionnettes appartenant au gouvernement mis en travers des rues, pneus dégonflés et couverts de slogans contre Ulises, fil de fer barbelés, sacs de sable, grillages bien amarrés – se succédant les unes derrières les autres dans les rues y menant, créant ainsi des sortes de sas. Des troncs d'arbre encore fumants forment l'avant-garde de ce système de protection. Des gens sont installés derrière les barricades sous des toiles imperméables, ils viennent de relever ceux de la nuit, des femmes brodent, des hommes jouent aux cartes ou bavardent assis sur le trottoir les jambes tendues.

[…] déploiement des forces armées précise l'ultimatum du gouvernement : ou vous venez à la table des négociations et négociez, ou on envoie la troupe.

Nous apprenons que des avions de transport de troupes ont atterri la veille à l'aéroport d'Oaxaca avec une dizaine d'hélicoptères et que l'infanterie de marine a débarqué avec armes et bagages à Huatulco et Salina Cruz, deux ports de la côte pacifique. Des tanks et des véhicules tout-terrain occupent les routes principales qui mènent à Oaxaca. Face à ce déploiement de force, la première réaction des insurgés est la rage, « *Viens ici,* cabrón *! je t'attends.* » Et puis ils ont pensé à renforcer la communication avec le reste du pays : d'un côté, ils ont lancé un appel aux Mexicains à venir comme observateurs et témoins ; de l'autre, ils ont demandé aux leurs d'aller renforcer la marche qui se dirige sur Mexico. La communication contre la force brute.

Nous passons au centre-ville où arrive une manifestation de ceux qui travaillent dans les hôpitaux, ils chantent avec enthousiasme : « *Ya cayó, ya cayó, Ulises, ya cayó !* » [Il est tombé, Ulises, il est déjà tombé], ils portent des pancartes, dont une guillotine avec la tête coupée du sire. J'ai trouvé le centre comme dans l'expectative après cette alerte rouge de la nuit, un peu comme un matin de cuite. Nous retrouvons des copains et nous nous sentons intégrés, une copine se spécialise même dans le repérage de *las orejas* (les oreilles), elle n'est pas la seule à les avoir repérées et bientôt une commission va leur demander des comptes. Nous rencontrons une ancienne voisine et amie qui habite au centre et qui nous raconte la nuit tragique du 14 juin, elle nous parle avec chaleur de la solidarité montrée par les habitants, qui ont ouvert leurs portes aux instits poursuivis par les flics et qui se sont joints ensuite aux maîtres d'école, une fois la surprise passée, pour repousser les forces de l'ordre.

---

* Ce plan, dicté par les États-Unis, coordonne des programmes agricoles, énergétiques, commerciaux et industriels visant à l'intégration économique d'une vaste zone incluant l'Amérique centrale et le sud du Mexique. Voir *Hommes de Maïs, cœurs de braise*, L'insomniaque, 2002.

Chronologie

22 mai 2006 – 70 000 instituteurs de l'État d'Oaxaca se mettent en grève. Le centre de la capitale de cet État est occupé par 20 000 grévistes et leurs familles, qui campent autour du *zócalo* (place principale de la ville) ; ils occupent 56 rues avoisinantes.

1er juin – Blocage de l'aéroport d'Oaxaca par un millier de maîtres d'école de la section XXII du SNTE (syndicat national des travailleurs de l'éducation)

2 juin – Manifestation de 80 00 personnes. Face au déploiement de 1 500 agents de la police fédérale préventive (PFP) à la périphérie de la ville, les grévistes forment des groupes de sécurité et installent des barrages dans les rues du centre.

6 juin – Manifestation de 130 000 personnes ; blocages d'autoroutes ; occupation du rectorat.

14 juin – 2 000 policiers attaquent à l'aube le campement. Un hélicoptère accompagne l'assaut en arrosant la place centrale de gaz de combat (60 blessés). Trois heures plus tard, les instituteurs, soutenus par la population, reprennent le contrôle de la ville.

16 juin – *Megamarcha* à Oaxaca de près de 300 000 personnes pour réclamer la démission du gouverneur Ulises Ruiz.

17 juin – Création formelle de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (Appo) par des habitants de la ville et les instituteurs en grève, qui exigent la destitution du gouverneur et intensifient les blocages.

Fin juin – Les occupations de mairies des localités environnantes se multiplient (au moins 25 en date du 22 juin), suivies de l'expulsion des maires et de l'élection de conseils. On ferme les administrations et on réquisitionne les véhicules officiels.

28 juin – Nouvelle « mégamarche » qui voit des centaines de milliers de manifestants converger vers le centre d'Oaxaca.

2 juillet – Élections présidentielles. Le PRI, parti du gouverneur Ulises Ruiz, est balayé dans les urnes. Il monnaie son soutien au candidat de droite, Felipe Calderón. Le candidat du parti de gauche

Un dimanche, dans une ville insurgée, il n'y a pas un seul flic visible à la ronde et les voitures en profitent pour passer allégrement au feu rouge, et nous, « piétons de l'histoire », nous devons redoubler d'attention.

Avec la présence de l'armée (3 000 hommes) et de la police fédérale préventive (ils sont 4 000 dans les environs immédiats de la ville), les troupes de choc du PRI, qui se sentent désormais protégées, en profitent : deux membres de l'Assemblée viennent d'être pris à partie à la sortie de la ville et sauvagement frappés, ils ont été attachés à un poteau et la bande à Ulises Ruiz se préparait à les brûler vifs quand les gens ont pu intervenir et les sauver. La radio vient de lancer un appel afin que la barricade de ce quartier éloigné soit renforcée, une autre nuit d'alerte commence… Un avion espion survole la ville en rase-mottes, tous feux de signalisation éteints. Les gens commencent à réagir en le visant avec des fusées quand la radio leur dit que c'est inutile et qu'ils feraient mieux de faire de la fumée afin de le gêner dans ses repérages, ce qu'ils font. […]



Oaxaca, jeudi 5 octobre 2006

TOUJOURS le poker menteur entre le gouvernement et l'Appo, j'ai le sentiment que les habitants de la ville ont pris la mesure des événements et, dans ce bras de fer, trouvé la position qui convient : attendre et garder son calme. Ni impatience ni affolement, beaucoup de monde la journée sur le *zócalo* avec, tous les jours, le prétexte à une manifestation, qui se déroule selon des règles immuables et bien rodées. Sur le *zócalo* règne une bonne ambiance. La nuit est désormais plus tranquille après l'alerte rouge de la semaine dernière. Inutile d'être sur la brèche 24 heures sur 24 et de s'épuiser à

sieurs cordons de policiers. Elle est prête à recevoir son contingent d'insurgés. Le jeune a été enlevé par la police préventive ou plutôt par l'intelligence militaire. Il semble que se prépare une répression sélective avec, comme à Atenco, l'enfermement des principaux leaders.

Antonino est une commune proche d'Oaxaca, elle a rejeté son président municipal qui était du parti mafieux d'Ulises Ruiz. La bande de l'ancien maire s'est repliée avec l'ancienne police municipale. Au cours d'une ronde nocturne des *topiles* [gardiens des rues] mis en place par la nouvelle Assemblée communale, l'ancienne police, armée jusqu'aux dents, est intervenue pour intimider les *topiles*, qui ne portaient pas d'armes, et a tué l'un d'eux. Les habitants de la commune ont été tout retournés par cette agression meurtrière. C'est là que l'expression « se sentir désarmé » prend tout son sens. Le ministère public venu pour enquête s'est rangé, comme toujours, du côté de l'ancien maire appartenant au PRI, ce sont ceux qui se font assassiner qui, aux yeux de la justice, font figure de délinquants…



Oaxaca, vendredi 13 octobre 2006

LA JOURNÉE D'HIER a connu pas mal de péripéties et pour un néophyte dans mon genre, il n'est pas toujours facile de se repérer dans des informations parfois contradictoires. J'ai souvent le sentiment d'avoir affaire à deux mondes parallèles : l'un, officiel, qui nous parvient à travers les moyens de communication de masse ; l'autre, réel, mais traversé de courants et de forces dont l'importance relative n'est pas toujours facile à mesurer. L'officiel est occupé à cacher la situation réelle aux yeux des téléspectateurs et compte sur la force de cette propagande, il y met le prix, pour limiter et même éteindre à la longue, l'incendie qui s'est déclaré à

14 juin – 2 000 policiers attaquent à l'aube le campement. Un hélicoptère accompagne l'assaut en arrosant la place centrale de gaz de combat (60 blessés). Trois heures plus tard, les instituteurs, soutenus par la population, reprennent le contrôle de la ville.

16 juin – *Megamarcha* à Oaxaca de près de 300 000 personnes pour réclamer la démission du gouverneur Ulises Ruiz.

17 juin – Création formelle de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (Appo) par des habitants de la ville et les instituteurs en grève, qui exigent la destitution du gouverneur et intensifient les blocages.

Fin juin – Les occupations de mairies des localités environnantes se multiplient (au moins 25 en date du 22 juin), suivies de l'expulsion des maires et de l'élection de conseils. On ferme les administrations et on réquisitionne les véhicules officiels.

28 juin – Nouvelle « mégamarche » qui voit des centaines de milliers de manifestants converger vers le centre d'Oaxaca.

2 juillet – Élections présidentielles. Le PRI, parti du gouverneur Ulises Ruiz, est balayé dans les urnes. Il monnaie son soutien au candidat de droite, Felipe Calderón. Le candidat du parti de gauche PRD, Lopez Obrador, qui était favori, dénonce une fraude et mobilise ses partisans dans tout le pays pour que sa victoire soit reconnue.

15 juillet – L'Appo organise le boycott du festival de la Guelaguetza (qui attire chaque année à Oaxaca des pléthores de touristes), qui est annulé. Une Guelaguetza populaire et gratuite est autoorganisée.

23 juillet – Manifestation à la suite du mitraillage de Radio Universidad par des nervis à la solde d'Ulises. Six paysans sont placés en garde à vue. Après les avoir libérés, la foule saccage le commissariat et danse dans la rue.

Fin juillet – Blocage des centres administratifs, législatifs et judiciaires de la ville (secrétariat des finances ; tribunal pénal ; etc.). Blocage de trois routes fédérales desservant d'autres régions. Le gouverneur d'Oaxaca et son cabinet se retranchent dans un hôtel au nord de la ville.

de signalisation éteints. Les gens commencent à réagir en le visant avec des fusées quand la radio leur dit que c'est inutile et qu'ils feraient mieux de faire de la fumée afin de le gêner dans ses repérages, ce qu'ils font. […]



Oaxaca, jeudi 5 octobre 2006

TOUJOURS le poker menteur entre le gouvernement et l'Appo, j'ai le sentiment que les habitants de la ville ont pris la mesure des événements et, dans ce bras de fer, trouvé la position qui convient : attendre et garder son calme. Ni impatience ni affolement, beaucoup de monde la journée sur le *zócalo* avec, tous les jours, le prétexte à une manifestation, qui se déroule selon des règles immuables et bien rodées. Sur le *zócalo* règne une bonne ambiance. La nuit est désormais plus tranquille après l'alerte rouge de la semaine dernière. Inutile d'être sur la brèche 24 heures sur 24 et de s'épuiser à attendre l'affrontement.

Une radio qui n'était plus utilisable a été abandonnée hier, les barricades qui la défendaient ont été levées et les insurgés sont allés renforcer d'autres endroits stratégiques. Le même jour s'est constitué un campement *« pour la dignité et contre la répression »* qui représente en quelque sorte la société civile d'Oaxaca, des gens sans qualité, qui ne sont ni maîtres d'école ni membres des associations (qui, avec la section XXII, forment l'Assemblée populaire), par contre nous y trouvons des organisations non gouvernementales des droits de l'homme. Son idée est d'ouvrir et d'offrir des refuges aux insurgés quand interviendra l'armée.

Pedro Garcia, ce jeune qui avait été enlevé, se trouve dans la prison de Tlacolula, à une cinquantaine de kilomètres de la ville, c'est une vaste prison avec très peu de prisonniers mais bien protégée par plu-

ministère public venu pour enquête s'est rangé, comme toujours, du côté de l'ancien maire appartenant au PRI, ce sont ceux qui se font assassiner qui, aux yeux de la justice, font figure de délinquants…



Oaxaca, vendredi 13 octobre 2006

LA JOURNÉE D'HIER a connu pas mal de péripéties et pour un néophyte dans mon genre, il n'est pas toujours facile de se repérer dans des informations parfois contradictoires. J'ai souvent le sentiment d'avoir affaire à deux mondes parallèles : l'un, officiel, qui nous parvient à travers les moyens de communication de masse ; l'autre, réel, mais traversé de courants et de forces dont l'importance relative n'est pas toujours facile à mesurer. L'officiel est occupé à cacher la situation réelle aux yeux des téléspectateurs et compte sur la force de cette propagande, il y met le prix, pour limiter et même éteindre à la longue, l'incendie qui s'est déclaré à Oaxaca. Tous les moyens de communication, c'est-à-dire de propagande, jouent avec conviction leur rôle de pompiers. Quelle est cette situation qui épouvante à ce point l'État mexicain ? […]

Ce n'est pas une situation insurrectionnelle proprement dite, avec carabines et chevaux, et pourtant elle tourne autour d'une conviction clé : le peuple doit pouvoir révoquer à tout instant celui qu'il a élu (quand l'« autorité » n'accomplit pas, ou mal, la tâche pour laquelle elle a été choisie). Idée simple mais forte, surtout dans les communautés indiennes. Cette idée aussi solide qu'un grain de sable est en train de mettre en porte-à-faux (et à mal) tous les rouages et roueries du monde politique. Où va-t-on si les gens commencent à prendre le contrôle de toute la vie politique du pays ? […]

C'est cette idée qui explique l'obsession des gens vis-à-vis du départ d'Ulises

Ruiz Ortiz (URO). L'État ne peut pas la satisfaire et il cherche avec anxiété des alliés au sein du mouvement, quitte à payer le prix fort. Quant à l'intervention armée, elle ne pourra avoir lieu qu'à partir du moment où l'État aura rompu l'unité du mouvement autour de l'idée que celui-ci défend. Une intervention prématurée des forces de l'ordre entraînerait alors une situation insurrectionnelle, ce que craint le gouvernement fédéral, ne sachant pas où cela le mènerait.

Une partie du syndicat des enseignants cherche à négocier, et les résultats des négociations, les avantages obtenus, sont présentés chaque soir avec tambours et trompettes à la télé : la reprise des cours est pour demain… Mais le lendemain les négociateurs doivent admettre qu'ils n'ont pas obtenu le départ d'URO et que la reprise des cours n'est donc pas pour demain. Et puis, entre-temps, des policiers en civil à la solde du gouverneur ont tiré sur les gens, ils se sont même fait photographier à leur insu arme au poing… Photos et liste des noms de la flicaille dans *Noticias*, le journal du coin, qui a eu maille à partir avec le gouverneur dès l'installation de ce dernier au pouvoir. Ce genre de nouvelle met à mal tous les efforts de conciliation.

Le gouvernement fédéral (j'ajoute fédéral un peu inutilement, il n'y a plus de gouvernement de l'État d'Oaxaca depuis l'intervention policière du 14 juin) avait donc convoqué, il y a quelques jours, pour une table ronde, ce qu'il avait appelé les représentants de la société *oaxaqueña*, il avait seulement oublié 70 % de la population, les Indiens, sans compter tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans l'Église, les partis politiques, les syndicats et les associations patronales. En fait, le gouvernement avait convoqué l'oligarchie locale, qui, en général, réclamait à cor et à cri l'intervention de l'armée.

Une autre rencontre pour le dialogue a eu lieu hier, convoquée par différents

Oaxaca, vendredi 27 octobre 2006

EN CETTE FIN de semaine, la situation est un peu délicate. Hier, les maîtres d'école ont voté à une confortable majorité (30 000 pour, 20 000 contre), la reprise des classes pour ce lundi, 30 octobre. Ce n'est pas un résultat surprenant, même si les irréductibles ont pu être déçus. Tout ce mois d'octobre a été un mois d'usure et de tension continue, chaque semaine commençait par la menace – soit de la part du gouvernement fédéral, soit de la part d'Ulises Ruiz Ortiz, dit URO – d'une reprise imminente de la ville par les forces armées. La mobilisation était importante, mais défensive, elle ne débouchait pas sur des initiatives qui auraient permis de donner de l'ampleur au mouvement. La marche sur Mexico, il y a environ un mois, a été une excellente initiative, car elle a permis de faire connaître la commune d'Oaxaca ; pourtant, après un accueil chaleureux, elle s'est éteinte devant le Sénat, qui est tout de même resté sur ses positions de départ. L'occupation des rues devant la Chambre haute n'a rien donné et le soutien de la part des habitants de la capitale, bien que réel, est resté dans les limites de l'acceptable. Finalement, ce *plantón* [occupation de l'espace public] a accouché d'une grève de la faim dans l'hémicycle Benito Juarez, ce qui reste, à mon sens, l'expression tragique d'une impuissance.

Il est assez dur pour les instits de reprendre les cours sans avoir obtenu de la part des instances gouvernementales la destitution d'URO. Ulises Ruiz va peut-être être écarté du pouvoir et il ne reviendra pas à la tête de l'État d'Oaxaca, mais ce sera une décision prise par son propre parti. La reprise des cours a le goût amer d'une défaite, et l'occupation totale de la ville, le blocage des voies de communication et la grève générale pour aujourd'hui, vendredi, me fait l'effet d'un baroud d'honneur avant la retraite. Le moment est critique et les forces de la réaction, qui avaient repris pied grâce à l'immobilisme de l'Assemblée, occupée à faire face au recul et, dans certains cas à la trahison, d'une grande partie des enseignants, commencent à se manifester. Radio Universidad, qui reste la seule radio de l'Assemblée populaire, mais qui s'écoute bien pour l'instant, vient en ce moment même, de lancer un appel, elle est attaquée par des groupes armés. Elle nous apprend aussi qu'une personne qui avait quitté la barricade *del Rosario*, venait d'être enlevée par des sicaires, quelqu'un a pu prendre une vidéo de l'enlèvement et les gens ont pu mettre des noms sur les tueurs à gages.

[…] Il existe une polarisation dans la ville d'Oaxaca entre les *colonias* populaires (pas toutes, certaines sont toujours contrôlées par le PRI), où la détermination est forte et où les barricades marquent le territoire d'une collectivité en lutte, et les quartiers des « bureaucrates » (fonctionnaires) qui forment la classe moyenne et qui se sont débilités assez rapidement. Les *colonias* en lutte (elles sont tout de même nombreuses) constituent incontestablement les points forts de l'Assemblée populaire. Ces *colonias* me semblent difficiles à prendre par les forces armées, d'autant que le pouvoir ne se trouve pas en face d'une catégorie sociale particulière, qu'il peut toujours calomnier au nom de l'intérêt général, mais bien de l'ensemble des habitants d'un quartier.

L'autre point fort reste l'initiative d'un congrès pour former une Assemblée constituante, qui se tiendra les 10 et 11 novembre, elle est soutenue, cette initiative, par le travail de réflexion des tables de discussion et de dialogue pour la démocratie, dont la deuxième assemblée plénière s'est tenue ce jeudi face à l'ancien couvent de Santo Domingo. Elle s'est terminée par les « actes » ou résolutions de Santo Domingo. Premiers pas vers la mise en place d'un contre-pouvoir s'appuyant sur une relation horizontale entre les habitants ? Les premières

policiers en civil à la solde du gouverneur ont tiré sur les gens, ils se sont même fait photographier à leur insu arme au poing… Photos et liste des noms de la flicaille dans *Noticias*, le journal du coin, qui a eu maille à partir avec le gouverneur dès l'installation de ce dernier au pouvoir. Ce genre de nouvelle met à mal tous les efforts de conciliation.

Le gouvernement fédéral (j'ajoute fédéral un peu inutilement, il n'y a plus de gouvernement de l'État d'Oaxaca depuis l'intervention policière du 14 juin) avait donc convoqué, il y a quelques jours, pour une table ronde, ce qu'il avait appelé les représentants de la société *oaxaqueña*, il avait seulement oublié 70 % de la population, les Indiens, sans compter tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans l'Église, les partis politiques, les syndicats et les associations patronales. En fait, le gouvernement avait convoqué l'oligarchie locale, qui, en général, réclamait à cor et à cri l'intervention de l'armée.

Une autre rencontre pour le dialogue a eu lieu hier, convoquée par différents secteurs de la population et les associations indigènes. Elle s'est donné pour tâche de faire un bilan de la situation sociale et de définir un nouveau contrat social (vive Rousseau !), un nouveau pacte entre tous les peuples et secteurs qui composent la société, fondé sur les revendications et les aspirations légitimes de tous. Ce qui signifie réfléchir à une nouvelle Constitution et élaborer le contenu et les termes de cette nouvelle Constitution pour Oaxaca (cela dira quelque chose à ceux qui sont proches de l'Autre Campagne zapatiste). Le travail a commencé dès l'après-midi et se prolongera sans doute sur plusieurs semaines, à travers plusieurs étapes entre tables de dialogue, forums, assemblées plénières.



tant, après un accueil chaleureux, elle s'est éteinte devant le Sénat, qui est tout de même resté sur ses positions de départ. L'occupation des rues devant la Chambre haute n'a rien donné et le soutien de la part des habitants de la capitale, bien que réel, est resté dans les limites de l'acceptable. Finalement, ce *plantón* [occupation de l'espace public] a accouché d'une grève de la faim dans l'hémicycle Benito Juarez, ce qui reste, à mon sens, l'expression tragique d'une impuissance.

Il est assez dur pour les instits de reprendre les cours sans avoir obtenu de la part des instances gouvernementales la destitution d'URO. Ulises Ruiz va peut-être être écarté du pouvoir et il ne reviendra pas à la tête de l'État d'Oaxaca, mais ce sera une décision prise par son propre parti. La reprise des cours a le goût amer d'une défaite, et l'occupation totale de la ville, le blocage des voies de communication et la grève générale pour aujourd'hui, vendredi, me fait l'effet d'un baroud d'honneur avant la retraite. Le moment est critique et les forces de la réaction, qui avaient repris pied grâce à

(fonctionnaires) qui forment la classe moyenne et qui se sont débilités assez rapidement. Les *colonias* en lutte (elles sont tout de même nombreuses) constituent incontestablement les points forts de l'Assemblée populaire. Ces *colonias* me semblent difficiles à prendre par les forces armées, d'autant que le pouvoir ne se trouve pas en face d'une catégorie sociale particulière, qu'il peut toujours calomnier au nom de l'intérêt général, mais bien de l'ensemble des habitants d'un quartier.

L'autre point fort reste l'initiative d'un congrès pour former une Assemblée constituante, qui se tiendra les 10 et 11 novembre, elle est soutenue, cette initiative, par le travail de réflexion des tables de discussion et de dialogue pour la démocratie, dont la deuxième assemblée plénière s'est tenue ce jeudi face à l'ancien couvent de Santo Domingo. Elle s'est terminée par les « actes » ou résolutions de Santo Domingo. Premiers pas vers la mise en place d'un contre-pouvoir s'appuyant sur une relation horizontale entre les habitants ? Les premières

Les armes des pauvres.



Début août – 2 000 femmes armées de casseroles occupent le siège local de la radio-télévision officielle. Meurtre de trois Indiens de l'Appo. Arrestation de deux leaders de l'Appo. Trois instituteurs sont enlevés et torturés dans un commissariat. Les moyens de communication sont aux mains des insurgés, leur permettant de réagir très rapidement aux initiatives répressives.

Mi-août – Les agressions et menaces contre les membres de l'Appo se multiplient. Les travailleurs de la santé se mettent en grève. Blocages des routes et des banques. L'administration est paralysées. En réponse, les nervis enlèvent des activistes, qu'on retrouvera plus tard dans de lointaines prisons, ayant subi sévices et tortures.

16 août – Les organisations patronales supplient le président Fox d'intervenir, parlant de « dégâts économiques à effet domino ».

20 août – Des nervis attaquent le quotidien local Noticias, qui soutient le mouvement.

21 août – Des paramilitaires expulsent les occupants de la télé officielle (un mort). Dans les heures qui suivent, l'Appo occupe douze radios commerciales.

22 août – Un « convoi de la mort » parcourt les rues et tire sur les radios occupées : deux morts.

25 août – Après que la ministre de la Justice a accusé l'Appo d'être un mouvement de guérilla urbaine, de bien mystérieux « guérilleros » distribuent des tracts soutenant le mouvement... Effet immédiat : l'armée se déploie autour d'Oaxaca afin d'intimider les assemblées villageoises affiliées à l'Appo.

23 août – Des centaines de barricades se dressent pour empêcher les tueurs de circuler. Le 36e bataillon d'infanterie de Veracruz débarque à Oaxaca.

1er septembre – Nouvelle mégamanif. « Les rues puent la sueur d'Indien et le graffiti anarcho-punk », écrit un journaliste de la presse aux ordres.

4 septembre – Échec du déménagement de l'administration Ruiz à Juchitán. Sous la pression de la rue, le maire de la localité

conclusions des tables m'ont paru le fruit d'un véritable dialogue au cours duquel les gens ont cherché à s'écouter, même si les conclusions et les résolutions ne sont pas toujours « révolutionnaires », en tout cas elles ont trouvé dans l'assemblée un certain consensus. Cette assemblée (un peu plus de mille personnes) m'a paru moins enthousiaste, les chœurs et les slogans ne se sont pas fait entendre comme à l'accoutumée, elle semble avoir saisi l'enjeu de son travail et les obstacles qui se dressent devant elle, et qu'elle devra affronter dans un très proche avenir.

Hier soir, nous sommes passés devant la Radio de la *Ley*, qui était tenue par les maîtres d'école et qui avait fini par connaître des problèmes de transmission, des barricades impressionnantes la protégeaient jusqu'alors, bus et camions mis en travers des rues, sacs de sable, il y avait même au-dessus d'une barricade, en avant-garde, une Vierge de Guadalupe... Le matin même, il y avait encore une foule nombreuse d'instits qui discutaient le coup dans les rues, le soir, plus rien, les maîtres d'école avaient déserté les lieux, des sacs de sable éventrés et des cendres encore fumantes. Avaient-ils rejoint le *zócalo* où tout alentour nous avons trouvé une foule compacte, protégée de l'orage qui menaçait par les fameuses bâches en plastique ? [...]



Cette journée d'arrêt *[le 28 octobre]* de toute activité a été particulièrement meurtrière, trois, peut-être quatre, morts et un grand nombre de blessés par balles – ou comment se défend la dignité de tout un peuple. Les barricades dans les *colonias* et sur toutes les voies d'accès au centre-ville ont bien tenu malgré les escadrons de la mort et surtout les troupes de choc de policiers municipaux

sont les municipalités des environs, encore contrôlées par le PRI, le parti révolutionnaire institutionnel d'Ulises Ruiz, qui ont recruté et armé ces tueurs et qui sont directement responsables des violences et des assassinats. La municipalité de Santa Lucia del Camino où un jeune journaliste nord-américain, Brad Will, d'Indymédia a trouvé la mort, et la municipalité de Santa Maria Coyotepec, où il y eut deux morts et dix-huit blessés, ont joué un rôle déterminant dans cet affrontement contre les membres de l'Assemblée populaire. L'ambassadeur des États-Unis ment en parlant d'un échange de coups de feu. Rueda Pacheco, dirigeant du syndicat enseignant, ment en parlant de groupes violents et en se gardant bien de dire d'où viennent les tueurs. L'État a désormais le prétexte qu'il attendait pour rétablir l'ordre et l'État de droit, comme il dit si bien. Ulises Ruiz joue-t-il son va-tout dans une ultime confrontation meurtrière ou a-t-il l'aval de l'État pour provoquer des morts en vue de l'intervention de l'armée et de la police fédérale préventive ?

L'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca n'a pas jusqu'à présent répondu à la provocation en s'armant, ce qui justifierait l'envoi des troupes, et c'est les mains nues qu'elle garde les barricades et qu'elle fait face, avec une vaillance admirable, aux escadrons de la mort et aux sbires du PRI. Les familles ou les amis restent auprès des blessés et veillent à ce qu'ils soient soignés par des médecins et transportés par les ambulances rouges de l'Appo, les ambulances de la protection civile sont fliquées et l'hôpital n'est pas sûr. [...]

Les disparitions sont nombreuses, la personne qui avait été enlevée ce matin a été retrouvée en prison. Heureusement Radio Universidad fonctionne, ce qui permet de coordonner les mouvements, de renforcer une barricade qui montre des signes de faiblesse par exemple, de prévenir de la venue des troupes de

20 août – Des nervis attaquent le quotidien local Noticias, qui soutient le mouvement.

21 août – Des paramilitaires expulsent les occupants de la télé officielle (un mort). Dans les heures qui suivent, l'Appo occupe douze radios commerciales.

22 août – Un « convoi de la mort » parcourt les rues et tire sur les radios occupées : deux morts.

25 août – Après que la ministre de la Justice a accusé l'Appo d'être un mouvement de guérilla urbaine, de bien mystérieux « guérilleros » distribuent des tracts soutenant le mouvement… Effet immédiat : l'armée se déploie autour d'Oaxaca afin d'intimider les assemblées villageoises affiliées à l'Appo.

23 août – Des centaines de barricades se dressent pour empêcher les tueurs de circuler. Le 36e bataillon d'infanterie de Veracruz débarque à Oaxaca.

1er septembre – Nouvelle mégamanif. « Les rues puent la sueur d'Indien et le graffiti anarcho-punk », écrit un journaliste de la presse aux ordres.

4 septembre – Échec du déménagement de l'administration Ruiz à Juchitán. Sous la pression de la rue, le maire de la localité déclare le gouverneur persona non grata. À Oaxaca, l'Appo déclare que désormais, c'est un gouvernement populaire qui

barricade, en avant-garde, une Vierge de Guadalupe… Le matin même, il y avait encore une foule nombreuse d'instits qui discutaient le coup dans les rues, le soir, plus rien, les maîtres d'école avaient déserté les lieux, des sacs de sable éventrés et des cendres encore fumantes. Avaient-ils rejoint le *zócalo* où tout alentour nous avons trouvé une foule compacte, protégée de l'orage qui menaçait par les fameuses bâches en plastique ? […]



CETTE JOURNÉE d'arrêt *[le 28 octobre]* de toute activité a été particulièrement meurtrière, trois, peut-être quatre, morts et un grand nombre de blessés par balles – ou comment se défend la dignité de tout un peuple. Les barricades dans les *colonias* et sur toutes les voies d'accès au centre-ville ont bien tenu malgré les escadrons de la mort et surtout les troupes de choc de policiers municipaux en civil, fortement armés face à des gens qui les affrontaient avec des pierres. Ce joue-t-il son va-tout dans une ultime confrontation meurtrière ou a-t-il l'aval de l'État pour provoquer des morts en vue de l'intervention de l'armée et de la police fédérale préventive ?

L'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca n'a pas jusqu'à présent répondu à la provocation en s'armant, ce qui justifierait l'envoi des troupes, et c'est les mains nues qu'elle garde les barricades et qu'elle fait face, avec une vaillance admirable, aux escadrons de la mort et aux sbires du PRI. Les familles ou les amis restent auprès des blessés et veillent à ce qu'ils soient soignés par des médecins et transportés par les ambulances rouges de l'Appo, les ambulances de la protection civile sont fliquées et l'hôpital n'est pas sûr. […]

Les disparitions sont nombreuses, la personne qui avait été enlevée ce matin a été retrouvée en prison. Heureusement Radio Universidad fonctionne, ce qui permet de coordonner les mouvements, de renforcer une barricade qui montre des signes de faiblesse par exemple, de prévenir de la venue des troupes de choc. Ainsi s'est organisé tout un réseau d'entraides : les habitants de Saachila, une commune en résistance, se sont regroupés pour envoyer des équipes afin de prêter main-forte aux habitants d'Oaxaca ; à San Bartolo Coyotepec, les habitants se sont retrouvés pour venir en aide à leurs voisins de Santa Maria Coyotepec, et des membres de l'Appo de Santa Maria, menacés, ont pu se réfugier dans des maisons de San Bartolo. […]

C'est le matin, j'apprends qu'Abascal, le ministre de l'Intérieur, vient de donner l'ordre à la troupe d'intervenir. La complicité entre le gouverneur tueur et le gouvernement fédéral est donc bien une complicité objective, l'assassin avait l'aval de l'État pour lancer ses troupes de choc contre les habitants. La ville est bien décidée à résister et toutes les voies d'accès sont hermétiquement fermées par des barricades.



La veille [le 28 octobre] fut une journée d'interrogations, d'hésitations, d'incertitudes et d'initiatives contradictoires. L'Appo, en accord avec la section XXII du syndicat des enseignants, avait décrété pour vendredi une journée d'arrêt général, vingt-quatre heures d'interruption complète de l'activité. Malgré l'intervention des sicaires des municipalités contrôlées par le PRI, les barricades ont tenu bon. À la fin de ces 24 heures, c'est-à-dire ce samedi matin, les rues du centre tenues par les enseignants étaient presque vides, et le *zócalo* avait un côté retour des classes et fin des vacances. La nuit avait été difficile. Peu à peu cependant la place centrale allait se repeupler, des gens étaient venus de Puebla apporter leur soutien à l'Assemblée populaire et différentes personnes venaient à tour de rôle apporter leur témoignage ou leur encouragement au micro de l'Appo installé en haut du kiosque, mais cela ne suffisait pas à relancer l'enthousiasme, les gens étaient inquiets et ils allaient et venaient comme des âmes en peine. L'Assemblée populaire devait se réunir mais le local de la section XXII n'était pas disponible (ou le lui avait-on refusé ?), elle s'est rabattue sur un local de la faculté qui se trouve au centre, mais on lui mettait des bâtons dans les roues, tout cela dans un climat de méfiance, de doute et de fatigue et sous la menace imminente de l'intervention de la police fédérale.

Au début de la soirée nous parvenaient de différentes sources des mots d'ordre contradictoires : rejoindre les barricades de la périphérie et s'opposer autant que faire se peut au passage de l'armée, ou abandonner les trois entrées de la ville pour se concentrer sur le *zócalo*, ou encore « résister pacifiquement » à l'arrivée de la police fédérale. En fait rien n'était clairement décidé et la réplique était laissée à l'initiative de chacun. L'opposition entre l'Appo et le syndicat des maîtres d'école devenait de plus en plus criante et le divorce semblait consommé police militaire et le personnel de l'Agence fédérale d'investigation (AFI), 120 personnes, dont le travail consiste à emprisonner les gens soupçonnés d'appartenir à des groupes radicaux et tous ceux qui sont considérés comme des leaders. Il faut ajouter les forteresses que sont les camions « chasse barricades », qui ressemblent à des chasse-neige, les canons à eau (l'eau contient un produit chimique qui cause des démangeaisons et brûle la peau), les camions de transport d'hommes de troupe armés, six hélicoptères. Cette nouvelle armada pénétrait dans la ville par trois voies, une qui venait d'Etla, l'autre de l'aéroport et qui allait passer par la cité universitaire, la dernière venait de Tule. Les habitants se sont soulevés. C'est le fait marquant de cette journée. Ils n'ont pas pu s'opposer totalement à l'entrée des troupes, mais ils ont crié leur indignation, leur répulsion, leur rejet et mis en évidence un fait tout simple, mais qui échappe à l'entendement du pouvoir, que cette ville d'Oaxaca est leur ville. Les troupes occupent le *zócalo*, et le *zócalo*, qui était plein de vie, est désormais un désert où fument les carcasses de voitures, la vie est ailleurs, autour du *zócalo*, dans les quartiers qui se sont organisés pour faire face à cet état de siège, partout où ne se trouve pas l'armée. Mais revenons au déroulement chronologique des événements.

Au début, les gens n'ont pas cherché l'affrontement. Aux barricades, des femmes ont même donné à boire et à manger à ces gamins « robocops » qui étaient debout bien avant l'aube et dont certains tombaient d'inanition à leurs pieds : *« Tu manges et tu retournes d'où tu viens, tu n'as rien à faire ici. »* Mais, quand les robocops ont commencé à chercher à détruire leurs barricades et à pénétrer sur leur territoire, les habitants des quartiers populaires ont commencé à crier leur indignation et leur colère, nous pouvions sentir cette colère grandir peu à peu, et ils ont reçu la troupe à coups de cailloux. La troupe avançait inexorablement mais tégiques comme le pont sur l'Atoyac et à la cité universitaire, où se sont regroupées les forces de la résistance (au moment où j'écris, la cité universitaire n'est pas encore prise et la radio libre, Radio Universidad, fonctionne encore).

Pendant que la troupe convergeait inéluctablement vers le *zócalo*, les habitants des autres quartiers étaient à l'heure au rendez-vous de la manifestation. On n'a pas vu cette manifestation à la télévision et pourtant elle était impressionnante. Cette marche sur le *zócalo*, que l'on cache soigneusement, marque un tournant, et beaucoup ont pris la mesure de l'événement. C'était la marche des habitants de la ville, du populo venu d'un peu partout, la plupart en famille, ce dimanche après-midi, pour manifester leur indignation. Pas de militants, absence du syndicat des enseignants, quelques maîtres d'école venus à titre individuel, très peu nombreux, quelques membres de la coalition des maîtres indigènes, absence des groupes politiques habituels de gauche ou d'extrême gauche, cette marche en a surpris plus d'un.

Elle a atteint la place publique en même temps que l'armée, allait-elle pouvoir entrer sur le *zócalo* entre les voitures qui brûlaient, la fumée noire et âcre des pneus en flamme, les grenades lacrymogènes des robocops, les hélicoptères en rase-mottes et le tir, disait-on, des snipers ? Après quelques hésitations, des informations et des mots d'ordre contradictoires, la manifestation a pénétré dans la place. L'armée barrait deux rues d'accès, mais les gens ont pu aller et venir sur *leur* place qu'ils avaient reconquise pour un temps. Après leur tour de place, le défi aux robocops et les rencontres, ils retournaient tranquillement chez eux comme l'on revient d'une *feria*, un dimanche soir, l'âme apaisée. Une des filles a rencontré trois voisines de son quartier (la *colonia* Los Volcanes), qui nous ont invités à passer la nuit avec elles… sur leurs barricades, il va y avoir

au micro de l'Appo installé en haut du kiosque, mais cela ne suffisait pas à relancer l'enthousiasme, les gens étaient inquiets et ils allaient et venaient comme des âmes en peine. L'Assemblée populaire devait se réunir mais le local de la section XXII n'était pas disponible (ou le lui avait-on refusé ?), elle s'est rabattue sur un local de la faculté qui se trouve au centre, mais on lui mettait des bâtons dans les roues, tout cela dans un climat de méfiance, de doute et de fatigue et sous la menace imminente de l'intervention de la police fédérale.

Au début de la soirée nous parvenaient de différentes sources des mots d'ordre contradictoires : rejoindre les barricades de la périphérie et s'opposer autant que faire se peut au passage de l'armée, ou abandonner les trois entrées de la ville pour se concentrer sur le *zócalo*, ou encore « résister pacifiquement » à l'arrivée de la police fédérale. En fait rien n'était clairement décidé et la réplique était laissée à l'initiative de chacun. L'opposition entre l'Appo et le syndicat des maîtres d'école devenait de plus en plus criante et le divorce semblait consommé avec la désertion du corps enseignant. Inutile dans de telles conditions d'engager un combat inégal pour se retrouver derrière les barreaux et perdre l'avancée sociale que représente l'Assemblée populaire. Les gens avaient en leur for intérieur décidé de se replier. C'est donc dans une place ouverte au vent froid de la nuit que les quelques irréductibles venus pour en découdre ont écouté, les larmes aux yeux, les conclusions de l'Assemblée : résister, comme toujours, aux provocations des paramilitaires mais, le matin venu, ne pas chercher à s'affronter à l'armée. Une manifestation était prévue le lendemain à 14 heures, qui devait partir du monument de Benito Juarez à la sortie d'Oaxaca pour se diriger vers le *zócalo*.

Le dimanche au matin, les troupes de la police fédérale préventive (PFP) ont commencé à se déployer, environ 4 500 hommes, auxquelles s'étaient joints la

dence un fait tout simple, mais qui échappe à l'entendement du pouvoir, que cette ville d'Oaxaca est leur ville. Les troupes occupent le *zócalo*, et le *zócalo*, qui était plein de vie, est désormais un désert où fument les carcasses de voitures, la vie est ailleurs, autour du *zócalo*, dans les quartiers qui se sont organisés pour faire face à cet état de siège, partout où ne se trouve pas l'armée. Mais revenons au déroulement chronologique des événements.

Au début, les gens n'ont pas cherché l'affrontement. Aux barricades, des femmes ont même donné à boire et à manger à ces gamins « robocops » qui étaient debout bien avant l'aube et dont certains tombaient d'inanition à leurs pieds : *« Tu manges et tu retournes d'où tu viens, tu n'as rien à faire ici. »* Mais, quand les robocops ont commencé à chercher à détruire leurs barricades et à pénétrer sur leur territoire, les habitants des quartiers populaires ont commencé à crier leur indignation et leur colère, nous pouvions sentir cette colère grandir peu à peu, et ils ont reçu la troupe à coups de cailloux. La troupe avançait inexorablement mais péniblement, elle se trouvait même arrêtée et en difficulté sur certains points stra-

très peu nombreux, quelques membres de la coalition des maîtres indigènes, absence des groupes politiques habituels de gauche ou d'extrême gauche, cette marche en a surpris plus d'un.

Elle a atteint la place publique en même temps que l'armée, allait-elle pouvoir entrer sur le *zócalo* entre les voitures qui brûlaient, la fumée noire et âcre des pneus en flamme, les grenades lacrymogènes des robocops, les hélicoptères en rase-mottes et le tir, disait-on, des snipers ? Après quelques hésitations, des informations et des mots d'ordre contradictoires, la manifestation a pénétré dans la place. L'armée barrait deux rues d'accès, mais les gens ont pu aller et venir sur *leur* place qu'ils avaient reconquise pour un temps. Après leur tour de place, le défi aux robocops et les rencontres, ils retournaient tranquillement chez eux comme l'on revient d'une *feria*, un dimanche soir, l'âme apaisée. Une des filles a rencontré trois voisines de son quartier (la *colonia* Los Volcanes), qui nous ont invités à passer la nuit avec elles… sur leurs barricades, il va y avoir du monde, nous ont-elles affirmé, pour la levée de la croix du maître d'école



administrera la ville et les communes de l'État d'Oaxaca solidaires du mouvement.

Mi-septembre – Les cérémonies patriotiques officielles commémorant l'indépendance du Mexique sont annulées à Oaxaca. Les défilés militaires sont remplacés par quatre marches populaires convergeant vers le *zócalo*.

21 septembre – 5 000 personnes entament une marche « pour la dignité des peuples d'Oaxaca » jusqu'à Mexico, à 500 km de distance.

24 septembre – Des policiers en civil attaquent avec une extrême brutalitéles membre de l'Appo qui occupaient le luxueux hôtel Camino Real.

25 septembre – Le porte parole du PRI déclare devant le Sénat que la seule issue au conflit est l'usage de la force et que cette pratique est utilisée par les grandes démocraties. Il cite en exemple la Grande-Bretagne et la France…

28 septembre – L'Appo décrète l'alerte maximale face aux agressions armées qui ont eu lieu en différents points de la ville et décide le blocage de tous les accès à la ville.

30 septembre – Les hélicoptères de la marine survolent Oaxaca ; des troupes débarquent à Salina Cruz et Huatulco

3 octobre – Plusieurs campements de membres de l'Appo sont attaqués. Des hélicoptères survolent la ville en permanence.

9 octobre – La marche pour la dignité des peuples d'Oaxaca arrive à Mexico, devant le Sénat. Des milliers de citadins, d'enseignants et de membres d'organisations sociales envahissent les rues en solidarité avec les gens d'Oaxaca.

14 octobre – Des hommes armés ouvrent le feu sur une barricade : un mort. Dans les jours qui suivent, les attaques nocturnes des barricades se poursuivent.

19 octobre – le gouvernement fédéral refuse de démettre le gouverneur Ulises Ruiz. La population d'Oaxaca riposte par une immense marche de protestation.

20 octobre – Le secrétaire de la section XXII du syndicat des enseignants annonce la reprise du travail dans les écoles. Il est

don Panfilo, tombé il y a neuf jours sous les balles des tueurs à gages d'Ulises Ruiz.

Durant toute la nuit du dimanche au lundi, la cité universitaire a tenu bon.

Lundi 30 octobre : l'Appo – mais cette fois avec la participation active de la section XXII du syndicat des enseignants, qui a senti passer derrière ses oreilles le souffle chaud du mépris de toute une population – a de nouveau convoqué à une manifestation. Trois marches étaient prévues qui, partant de trois points différents, devaient converger sur le centre. Il y avait du monde, beaucoup d'enseignants cette fois-ci. J'ai aussi rencontré des habitants de la commune libre de Saachila, solidement armés de gourdins.

Il a été décidé d'occuper indéfiniment la place Santo Domingo, à une centaine de mètres, à peine, du *zócalo*, jusqu'au départ du gouverneur honni ; celui-ci a pu réintégrer ses bureaux protégés par plus de 4 000 hommes de troupe. Aussitôt, comme par miracle, à l'heure de la *comida*, des plats sont apparus, apportés par les gens du coin. De même que les journalistes, les politiques proche du gouvernement central – excepté Fox dont les discours sont toujours aussi décalés par rapport à la réalité, il parle par exemple de retour à la paix sociale quand on voit une place désertée, occupée par l'armée avec des restes de voitures encore fumantes – ont pris la mesure de l'échec fracassant de cette intrusion de la police fédérale préventive et de cette politique *del garrote*, comme s'ils avaient été incapables, ces politiciens, tant leur penchant pour la force est élevé, de tirer la leçon du 14 juin.

Durant la nuit du lundi au mardi, la cité universitaire a tenu bon. Les morts, (un enfant de douze ans a été tué par balles) et les blessés sont trop nombreux ainsi que les disparus et les emprisonnés, pour une opération lamentable vouée dès le début à l'échec.

Nous sommes le mercredi soir *[1er novembre]*, nous pensions aller « monter la garde » au camp retranché, qui défend Radio Universidad au sein de la cité universitaire. Après réflexion, nous n'allons pas nous y rendre, c'est fort Alamo et, en plus, cette cité universitaire est une véritable nasse ; j'ai horreur de me sentir ainsi pris au piège. Nous ne sommes pas les seuls à prendre, ou à avoir pris, cette décision, d'autres se sont rendu compte du danger que représente cette cité universitaire complètement close. À l'extérieur, les habitants ont dressé des barricades, mais la cité est vaste et n'est protégée que sur deux côtés, pourtant ce n'est que de l'extérieur que l'on peut espérer, non pas arrêter, mais ralentir, freiner, l'avancée de l'armée et laisser le temps aux gens de la radio de s'échapper. Je pense que c'est finalement ce qui va se passer, les Mexicains (les gens du peuple, s'entend) choisissent en général la solution la plus rationnelle.

Nous irons à Santo Domingo qui est toujours occupé par les membres de l'Assemblée populaire, avec une présence remarquée des maîtres d'école, lesquels sont venus contre l'avis de leur direction syndicale. Ils ont le sourire, les yeux clairs et brillants de ceux qui ont su garder leur dignité. La direction syndicale non seulement a apporté la division au sein de l'Assemblée, mais elle est devenue l'ennemie déclarée de tous ceux qui l'ont critiquée et mise en cause […]. Il y avait bien 3 000 personnes qui occupaient ainsi l'espace devant le couvent des dominicains ce matin. De Santo Domingo, nous pourrons toujours nous rendre aux abords de la cité universitaire si la situation là-bas devient critique.

Au cours de son avancée, l'armée a perquisitionné – sans mandat, évidemment – un grand nombre d'habitations (une cinquantaine) et arrêté plus d'une trentaine (sans doute beaucoup plus avec les disparitions) de personnes. Elle a

28 septembre – L'Appo décrète l'alerte maximale face aux agressions armées qui ont eu lieu en différents points de la ville et décide le blocage de tous les accès à la ville.

30 septembre – Les hélicoptères de la marine survolent Oaxaca; des troupes débarquent à Salina Cruz et Huatulco

3 octobre – Plusieurs campements de membres de l'Appo sont attaqués. Des hélicoptères survolent la ville en permanence.

9 octobre – La marche pour la dignité des peuples d'Oaxaca arrive à Mexico, devant le Sénat. Des milliers de citadins, d'enseignants et de membres d'organisations sociales envahissent les rues en solidarité avec les gens d'Oaxaca.

14 octobre – Des hommes armés ouvrent le feu sur une barricade: un mort. Dans les jours qui suivent, les attaques nocturnes des barricades se poursuivent.

19 octobre – le gouvernement fédéral refuse de démettre le gouverneur Ulises Ruiz. La population d'Oaxaca riposte par une immense marche de protestation.

20 octobre – Le secrétaire de la section XXII du syndicat des enseignants annonce la reprise du travail dans les écoles. Il est désavoué par la base qui conteste le décompte des votes en faveur de la reprise.

26 octobre – La guerre de l'information se poursuit: des radios proches des insurgés sont brouillées par les autorités tandis qu'apparaît une nouvelle radio, Radio Ciudadana, appelant à la répression, au lynchage et à la délation.

27 octobre – Tirs de nervis du PRI sur des barricades: 4 morts (dont un journaliste américain, Brad Will) et 26 blessés.

28 octobre – Le gouvernement mexicain lance un ultimatum à l'Appo pour enlever les barricades. L'Appo rejette l'ultimatum. La présidence mexicaine, au nom «de l'État de droit» mobilise plus de 4 000 soldats de l'armée de terre et de la marine, de la police fédérale en différents endroits de l'État d'Oaxaca.

29 octobre – 4 500 policiers pénètrent dans Oaxaca et occupent le *zócalo*, après avoir détruit les barricades qui l'encerclaient depuis 150 jours. Ils font usage de

pu réintégrer ses bureaux protégés par plus de 4 000 hommes de troupe. Aussitôt, comme par miracle, à l'heure de la *comida*, des plats sont apparus, apportés par les gens du coin. De même que les journalistes, les politiques proche du gouvernement central – excepté Fox dont les discours sont toujours aussi décalés par rapport à la réalité, il parle par exemple de retour à la paix sociale quand on voit une place désertée, occupée par l'armée avec des restes de voitures encore fumantes – ont pris la mesure de l'échec fracassant de cette intrusion de la police fédérale préventive et de cette politique *del garrote*, comme s'ils avaient été incapables, ces politiciens, tant leur penchant pour la force est élevé, de tirer la leçon du 14 juin.

Durant la nuit du lundi au mardi, la cité universitaire a tenu bon. Les morts, (un enfant de douze ans a été tué par balles) et les blessés sont trop nombreux ainsi que les disparus et les emprisonnés, pour une opération lamentable vouée dès le début à l'échec.



ce qui va se passer, les Mexicains (les gens du peuple, s'entend) choisissent en général la solution la plus rationnelle.

Nous irons à Santo Domingo qui est toujours occupé par les membres de l'Assemblée populaire, avec une présence remarquée des maîtres d'école, lesquels sont venus contre l'avis de leur direction syndicale. Ils ont le sourire, les yeux clairs et brillants de ceux qui ont su garder leur dignité. La direction syndicale non seulement a apporté la division au sein de l'Assemblée, mais elle est devenue l'ennemie déclarée de tous ceux qui l'ont critiquée et mise en cause […]. Il y avait bien 3 000 personnes qui occupaient ainsi l'espace devant le couvent des dominicains ce matin. De Santo Domingo, nous pourrons toujours nous rendre aux abords de la cité universitaire si la situation là-bas devient critique.

Au cours de son avancée, l'armée a perquisitionné – sans mandat, évidemment – un grand nombre d'habitations (une cinquantaine) et arrêté plus d'une trentaine (sans doute beaucoup plus avec les disparitions) de personnes. Elle a l'ordre d'appréhender tous ceux qui font l'objet d'un mandat d'arrêt, plus de 200



personnes pour l'instant, mais le nombre d'arrestations augmente tous les jours. Aujourd'hui, elle a repris deux barricades importantes, Brenamiel, qui se trouvait à l'entrée nord d'Oaxaca, le long du *rio* Atoyac, et celle du Canal 9. Nous avons appris qu'elle avait reçu l'ordre de perquisitionner la cité universitaire, malgré l'opposition clairement exprimée du recteur (cela mérite d'être signalé) ; ce ne sera sans doute pas pour ce soir. Dans les jours qui viennent, la police fédérale va chercher à détruire une par une les dernières barricades, puis elle va occuper, par des rondes continuelles, toute la ville. Elle n'occupera pas si facilement le cœur des habitants.

Aujourd'hui, 1er novembre, c'est la fête des Morts et l'Assemblée a, hélas, beaucoup de morts récents à fêter. La coutume consiste à dresser un autel avec des berceaux faits de palmes et de fleurs. [...] À Oaxaca, les autels sont renommés pour leur débauche de fleurs et de fruits, ils sont en général à trois étages où sont exposées les offrandes pour les morts qui vont venir au cours de la nuit du 1er au 2 novembre : du tabac, un verre de mescal, des fruits, des petites têtes de mort en sucre, des épis de maïs et, surtout, le pain des morts, c'est un pain fait spécialement pour eux et que l'on mangera le lendemain en buvant le fameux chocolat bien mousseux d'Oaxaca.

Ce matin, nous nous sommes rendus à Santa Lucia, à la barricade où a été tué le jeune reporter Brad Will. Les habitants de ce quartier populaire lui rendaient hommage, ils ont dressé un autel à un coin de rue, proche du lieu où il est tombé, lieu-dit le *Ferrocaril*, une ligne de chemin de fer partageant l'avenue en deux. La mort nous a laissé en mémoire une chaussure au milieu de l'asphalte, les jeunes du quartier ont fermé un grand espace avec des bougies autour de cette chaussure et ils ont écrit le nom de Bradley Will en lettres dorées avec des étoiles. Les familles se sont ensuite retrouvées



police. Les habitants du quartier se sont mis à l'œuvre, pas tous, des familles du parti du gouverneur déchu ont soulevé des objections, ce qui a entraîné de fortes discussions entre voisins, finalement notre parti l'a emporté et les familles récalcitrantes sont rentrées s'enfermer chez elles. Le matin, de bonne heure, vers 7 heures, des gens du PRI étaient passés en camionnette aux abords de l'université et avaient tiré en direction de la radio, nous avons retrouvé 24 douilles de différents calibres.

Des carcasses de voitures, et même la carcasse d'un camion, ont été soulevées et transportées à la force des poignets au pied des gendarmes mobiles. Les habitants et les jeunes de l'université allaient faire feu, c'est le cas de le dire, de tout bois – et, pourrions-nous ajouter, de tout véhicule avec cependant une prédilection pour les bus. Trois autobus de Montoya, un faubourg assez éloigné, sont venus nous prêter main-forte. À leur arrivée, les passagers ont pris les clés et ont dit aux chauffeurs : *« Les bus ne sont pas à vous, donc on vous les prend, on vous rendra les clés plus tard. »* Les bus ont servi de barricades, une des tactiques consiste aussi à mettre le feu à un bus et à le lancer ainsi, tout enflammé, sur les forces de police. À la fin de l'affrontement, nous avons vu les chauffeurs partir avec les clés, mais sans leurs bus.

Nous avons fait de belles rencontres : des mères de famille, des personnes âgées, des gens simples, sans parler des jeunes et des gamins, tous sur le pied de guerre, et ils allaient être toujours là aux moments les plus durs et les plus critiques, quand les hélicoptères nous bombardaient avec des grenades de gaz lacrymogène... La bataille a duré sept heures. Des équipes médicales étaient présentes avec du vinaigre, du Coca-Cola et de l'eau, le vinaigre pour respirer sous les gaz lacrymogènes, le Coca pour s'en

[…] À Oaxaca, les autels sont renommés pour leur débauche de fleurs et de fruits, ils sont en général à trois étages où sont exposées les offrandes pour les morts qui vont venir au cours de la nuit du 1er au 2 novembre : du tabac, un verre de mescal, des fruits, des petites têtes de mort en sucre, des épis de maïs et, surtout, le pain des morts, c'est un pain fait spécialement pour eux et que l'on mangera le lendemain en buvant le fameux chocolat bien mousseux d'Oaxaca.

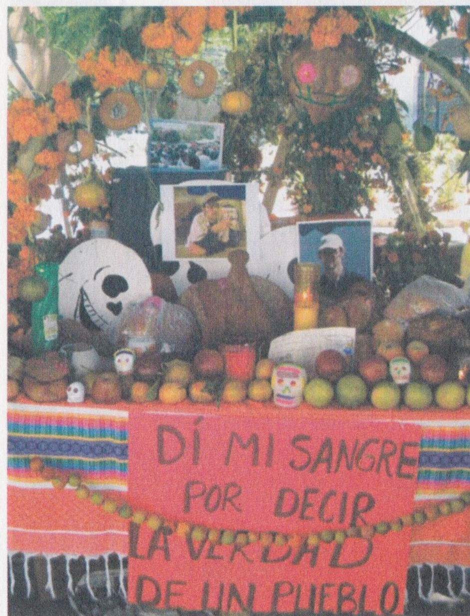
Ce matin, nous nous sommes rendus à Santa Lucia, à la barricade où a été tué le jeune reporter Brad Will. Les habitants de ce quartier populaire lui rendaient hommage, ils ont dressé un autel à un coin de rue, proche du lieu où il est tombé, lieu-dit le *Ferrocaril*, une ligne de chemin de fer partageant l'avenue en deux. La mort nous a laissé en mémoire une chaussure au milieu de l'asphalte, les jeunes du quartier ont fermé un grand espace avec des bougies autour de cette chaussure et ils ont écrit le nom de Bradley Will en lettres dorées avec des étoiles. Les familles se sont ensuite retrouvées pour une oraison publique autour de l'autel qu'elles lui avaient élevé.

Je reprends cette chronique deux jours plus tard, nous sommes maintenant vendredi soir. Jeudi, au matin, nous avons été appelés en renfort pour protéger Radio Universidad, les troupes de la police fédérale venaient de prendre la barricade de la Glorieta Cinco Señores, qui protégeait la cité universitaire. La radio poussait son cri d'alarme et lançait un appel au peuple d'Oaxaca : *« Nous sommes menacés, venez en grand nombre, ne restez pas chez vous, venez défendre votre radio ! »* […]

Nous sommes arrivés assez tôt et nous avons pu contourner, avec l'aide des habitants des quartiers environnants, les flics qui occupaient los Cinco Señores pour nous trouver au pied de l'université. Il fallait renforcer les barricades existantes et en élever d'autres à des points stratégiques afin de ralentir les forces de police. Les habitants du quartier se sont mis à l'œuvre, pas tous, des familles du parti du gouverneur déchu ont soulevé des objections, ce qui a entraîné de fortes discussions entre voisins, finalement notre parti l'a emporté et les familles récalcitrantes sont rentrées s'enfermer chez elles. Le matin, de bonne heure, vers 7 heures, des gens du PRI étaient passés en camionnette aux abords de l'université et avaient tiré en direction de la radio, nous avons retrouvé 24 douilles de différents calibres.

Des carcasses de voitures, et même la carcasse d'un camion, ont été soulevées et transportées à la force des poignets au pied des gendarmes mobiles. Les habitants et les jeunes de l'université allaient faire feu, c'est le cas de le dire, de tout bois – et, pourrions-nous ajouter, de tout véhicule avec cependant une prédilection pour les bus. Trois autobus de Montoya, un faubourg assez éloigné, sont venus nous prêter main-forte. À leur arrivée, les passagers ont pris les clés et ont dit aux chauffeurs : *« Les bus ne sont pas à vous, donc on vous les prend, on vous rendra les clés plus tard. »* Les bus ont servi de barricades, une des tactiques consiste aussi à mettre le feu à un bus et à le lancer ainsi, tout enflammé, sur les forces de police. À la fin de l'affrontement, nous avons vu les chauffeurs partir avec les clés, mais sans leurs bus.

Un autel pour Brad Will.



Nous avons fait de belles rencontres : des mères de famille, des personnes âgées, des gens simples, sans parler des jeunes et des gamins, tous sur le pied de guerre, et ils allaient être toujours là aux moments les plus durs et les plus critiques, quand les hélicoptères nous bombardaient avec des grenades de gaz lacrymogène… La bataille a duré sept heures. Des équipes médicales étaient présentes avec du vinaigre, du Coca-Cola et de l'eau, le vinaigre pour respirer sous les gaz lacrymogènes, le Coca pour s'en asperger, ce qui a pour effet d'atténuer rapidement les brûlures du gaz – on peut employer aussi de l'eau sucrée, mais les gens ici préfèrent le Coca, et l'eau pure pour les yeux.

Les jeunes ont fait preuve d'une vaillance et d'une imagination à toute épreuve : bazookas improvisés avec des tubes de PVC, bouteilles de gaz enflammées, je vous assure qu'une grande bouteille de gaz, comme ils ont ici, au milieu de la rue fait le vide autour d'elle, aussi bien du côté de la police que des assaillants. Ils ont aussi des fusées, sans parler du traditionnel cocktail Molotov ; j'ai pu apprécier leur habileté à la fronde, la pierre atteint une vitesse, une hauteur et une distance impressionnantes.

Offensive, repli, offensive…, vers trois heures nous avons ressenti comme un petit relâchement, le combat semblait se déplacer vers les rues adjacentes, on

canons à eau corrosive; de gaz de combat et d'armes à feu. L'Appo doit se retrancher sur la place Santo Domingo.

2 novembre – La PFP tente d'occuper à l'aube le campus universitaire d'où émet Radio Universidad, la dernière voix de l'Appo. Les membres de l'Appo et la population d'Oaxaca repoussent l'assaut, au terme d'une bataille de 7 heures.

5 novembre – Mégamarche pour réclamer le départ de la PFP et dénoncer les innombrables exactions qui accompagnent son intervention.

10 novembre – Malgré la pression policière, 600 délégués participent au congrès constitutif de l'Appo:

19 novembre – Marche des femmes pour dénoncer les agressions sexuelles commises par les policiers. La PFP répond en arrosant la marche d'eau pimentée.

20 novembre – Plus de 150 communautés des environs d'Oaxaca se constituent en Assemblée des peuples zapotèque, mixe et chinantèque et élisent 24 délégués au congrès de l'Appo. La PFP réprime violemment une marche pacifique pour célébrer l'anniversaire de la révolution mexicaine. Dans les jours qui suivent, de nombreux jeunes étudiants sont torturés par des policiers masqués durant plusieurs heures.

21 novembre – Un commando d'hommes masqués provoque un incendie dans le campement central de l'Appo sur la place Santo Domingo.

25 novembre – Nouvelle mégamarche à Oaxaca, férocement réprimée, qui se solde par des dizaines de blessés (dont au moins 20 par balles), une centaine d'arrestations et une dizaine de «disparitions». Divers édifices gouvernementaux sont incendiés. Le surlendemain 141 personnes supposées membres de l'Appo sont arrêtées et poursuivies pour ces faits. Cinq étrangers sont expulsés, dont une jeune française, Sarah, fallacieusement accusée «d'avoir volé puis incendié une motocyclette des forces spéciales de la police».

27 novembre – 147 personnes dont 40 femmes sont transférées vers une prison de haute sécurité au nord du Mexique, où elles sont placées à l'isolement total. La

annonçait à la radio une série d'arrestations, j'ai pensé que les flics nous encerclaient et que je devais trouver un moyen de sortir de cet encerclement si je ne voulais pas me faire expulser du pays. Nous avons offert notre aide à un groupe médical qui avait une camionnette transporant du Coca-Cola et du vinaigre sur le front, mais le front reculait au fur et à mesure que nous avancions, la troupe battait en retraite et finalement nous nous sommes retrouvés tous sur la Glorieta Cinco Señores, et les gens venaient de partout. Les habitants d'Oaxaca venaient de remporter la victoire sur 4000 hommes de troupe, les hélicoptères ont fait un dernier passage pour lancer quelques grenades et ils sont partis.

Réduit à ma portion de quartier, pour ne pas dire de rue, entre la cité universitaire et le bataillon de flics, je n'avais aucune vision d'ensemble. En fait, les habitants, qui peu à peu arrivaient par vagues sur les lieux, à l'appel de la radio, ne purent passer le barrage des policiers qui tenaient les cinq avenues, bientôt ceux-ci se sont trouvés pris en tenaille, les arrivants ont commencé à dresser des barricades et à s'affronter aux forces de police, et ils étaient de plus en plus nombreux. Au bout de quelques heures, la police fédérale préventive a commencé à manquer de munitions et les canons à eau se sont trouvés vides. Elle a été débordée par le nombre. La seule solution qui lui restait était de faire feu sur la foule qui l'entourait, mais elle a choisi de battre en retraite. La victoire revient au peuple d'Oaxaca qui s'est mobilisé pour défendre sa radio.

Depuis le début nous avons affaire à une révolte sociale, qui émerge des profondeurs de la société, et tout l'appareil d'État est en train de se fissurer sous la poussée de cette force. Ces deux mobilisations populaires, celle de dimanche et celle de jeudi, ont pallié l'absence, pour ne pas dire la trahison, de la section XXII, et l'Assemblée s'est trou-

DIMANCHE 5 NOVEMBRE, le départ de la marche avait lieu à Viguera, petite municipalité qui se trouve à l'entrée d'Oaxaca et à environ 12 kilomètres du centre; là, sur la route qui vient de Mexico se dresse la statue de Benito Juarez. La marche s'est ébranlée, il était un peu plus de 10 heures du matin.

« ¡ Hombro con hombro, codo con codo, la Appo, la Appo, la Appo, somos todos ! » (Épaule contre épaule, coude contre coude, l'Appo, l'Appo, nous sommes tous l'Appo !) Le Comité des familles et des amis des disparus, des assassinés et des prisonniers politiques a pris la tête de la marche, venaient ensuite, se tenant par le bras, les membres de la direction provisoire de l'Assemblée populaire, puis les autorités municipales de la Sierra Juarez avec les bâtons de commandement enrubannés que leur a confiés l'assemblée du village. Et puis le fleuve s'est écoulé, puissant, énorme, tranquille, sur la route à quatre voies qui conduit à Oaxaca. Tout devant, en haut d'une perche, se balance la maquette en carton d'un tank chasse-barricade de la police fédérale préventive, avec dans la coupole le pantin d'un policier anti-émeute tout harnaché.

« ¡ Se ve, se nota, en Oaxaca no hay derota ! » Plus de deux kilomètres et demi de long, sans musique ni fanfares, mais avec des slogans repris à tue-tête sur un ton chantant, toujours; pas de haut-parleurs, mais des pancartes brandies au bout d'un bâton, des gens d'humble condition, ni riches ni puissants, ont arpenté l'asphalte d'un pas alerte et soutenu. […]

¡Que sube, que baja, Oaxaca no se raja ! (Qu'il monte, qu'il descende, Oaxaca ne se dégonfle pas !) Le long de la route, des gens nous offraient des oranges, de l'eau fraîche, des tortillas, du pain, des mandarines, et le fleuve humain a pénétré dans la ville, resserré comme un torrent immobile, bouillonnant, dans les rues trop étroites (en haut des murs, aux

Assemblée des peuples zapotèque, mixe et chinantèque et élisent 24 délégués au congrès de l'Appo. La PFP réprime violemment une marche pacifique pour célébrer l'anniversaire de la révolution mexicaine. Dans les jours qui suivent, de nombreux jeunes étudiants sont torturés par des policiers masqués durant plusieurs heures.

21 novembre – Un commando d'hommes masqués provoque un incendie dans le campement central de l'Appo sur la place Santo Domingo.

25 novembre – Nouvelle mégamarche à Oaxaca, férocement réprimée, qui se solde par des dizaines de blessés (dont au moins 20 par balles), une centaine d'arrestations et une dizaine de « disparitions ». Divers édifices gouvernementaux sont incendiés. Le surlendemain 141 personnes supposées membres de l'Appo sont arrêtées et poursuivies pour ces faits. Cinq étrangers sont expulsés, dont une jeune française, Sarah, fallacieusement accusée « d'avoir volé puis incendié une motocyclette des forces spéciales de la police ».

27 novembre – 147 personnes dont 40 femmes sont transférées vers une prison de haute sécurité au nord du Mexique, où elles sont placées à l'isolement total. La police et l'armée patrouillent dans toute la ville ; des listes de suspects circulent.

29 novembre – La dernière barricade, celle de *cinco señores*, qui protégeait le campus, est évacuée par les activistes.

1er décembre – Investiture officielle du nouveau président de la république, Felipe Calderón. L'Appo décide de reprendre les négociations avec le gouvernement pour obtenir la démission du gouverneur et la libération des prisonniers.

4 décembre – Arrestation traîtresse à Mexico de 4 représentants de l'Appo (dont Flavio Sosa, le plus connu de ses porte-parole) qui y avaient été invités pour négocier avec le nouveau gouvernement.

10 décembre : Mégamarche pacifique. Les mots d'ordre sont la destitution d'URO, le retrait des forces de l'ordre et la libération de prisonniers politiques et la réapparition des 120 « disparus ».

Depuis, l'ordre règne à Oaxaca, mais le feu couve encore sous la cendre…

vision d'ensemble. En fait, les habitants, qui peu à peu arrivaient par vagues sur les lieux, à l'appel de la radio, ne purent passer le barrage des policiers qui tenaient les cinq avenues, bientôt ceux-ci se sont trouvés pris en tenaille, les arrivants ont commencé à dresser des barricades et à s'affronter aux forces de police, et ils étaient de plus en plus nombreux. Au bout de quelques heures, la police fédérale préventive a commencé à manquer de munitions et les canons à eau se sont trouvés vides. Elle a été débordée par le nombre. La seule solution qui lui restait était de faire feu sur la foule qui l'entourait, mais elle a choisi de battre en retraite. La victoire revient au peuple d'Oaxaca qui s'est mobilisé pour défendre sa radio.

Depuis le début nous avons affaire à une révolte sociale, qui émerge des profondeurs de la société, et tout l'appareil d'État est en train de se fissurer sous la poussée de cette force. Ces deux mobilisations populaires, celle de dimanche et celle de jeudi, ont pallié l'absence, pour ne pas dire la trahison, de la section XXII, et l'Assemblée s'est trouvée toute revigorée, ce qui est bon signe pour le congrès constituant qui doit se tenir les 10, 11 et 12 novembre. Ce n'est qu'une victoire dans une guerre sociale qui promet d'être longue.

Déjà le lendemain, c'est-à-dire aujourd'hui, à 6 h 50 du matin, des escadrons de la mort dans un style commando ont tiré avec des armes de gros calibre sur les installations de la radio. Une grande manifestation est prévue dimanche prochain avec l'arrivée de trois caravanes venant du Nord, du Centre et du Sud. Les caravanes, qui ne pourront entrer, dresseront une barricade à l'endroit même où elles seront arrêtées, cette proposition fut faite à l'Assemblée cet après-midi. À dimanche !



fleuve s'est écoulé, puissant, énorme, tranquille, sur la route à quatre voies qui conduit à Oaxaca. Tout devant, en haut d'une perche, se balance la maquette en carton d'un tank chasse-barricade de la police fédérale préventive, avec dans la coupole le pantin d'un policier anti-émeute tout harnaché.

« ¡ Se ve, se nota, en Oaxaca no hay derota ! » Plus de deux kilomètres et demi de long, sans musique ni fanfares, mais avec des slogans repris à tue-tête sur un ton chantant, toujours ; pas de haut-parleurs, mais des pancartes brandies au bout d'un bâton, des gens d'humble condition, ni riches ni puissants, ont arpenté l'asphalte d'un pas alerte et soutenu. […]

¡Que sube, que baja, Oaxaca no se raja! (Qu'il monte, qu'il descende, Oaxaca ne se dégonfle pas !) Le long de la route, des gens nous offraient des oranges, de l'eau fraîche, des tortillas, du pain, des mandarines, et le fleuve humain a pénétré dans la ville, resserré comme un torrent immobile, bouillonnant, dans les rues trop étroites (en haut des murs, aux fenêtres, sur les terrasses, les gens nous acclamaient), pour finalement se déverser sur la place Santo Domingo et s'écouler dans les rues environnantes.

¡Oaxaca no es cuartel, fuera ejercito de el! (Oaxaca n'est pas une caserne, que s'en aille l'armée !) Pourtant l'armée était bien là, qui avait transformé le *zócalo* en camp retranché. Plusieurs rouleaux de fil de fer barbelé tranchant comme des rasoirs en barraient l'accès, une rue était même barrée par un haut mur d'acier, les camions tanks, les canons à eau étaient prêts à entrer en action, en haut, sur les terrasses des maisons autour de la place, les vigiles observaient avec angoisse cette déferlante qui arrivait vers eux. Quelques échauffourées commençaient d'ailleurs, quand l'animatrice, désormais célèbre, de Radio Universidad, une femme assez âgée, est intervenue pour calmer le jeu, et les jeunes avec

leurs foulards, sortis de la marche et tout prêts à en découdre, les durs à cuire et les irréductibles l'ont écoutée.

Ce mouvement social se veut pacifique, il est l'expression d'une volonté populaire face à un pouvoir totalitaire et despotique. Ce mouvement entend substituer à un rapport vertical, une relation horizontale : *« Eux, ils ont les armes, nous, nous avons la raison et la raison doit triompher de la force. »* C'est une insurrection pacifique. La lutte devant l'université fut une lutte de résistance, la défense opiniâtre d'une liberté. L'armée pouvait venir à bout des *bombas molotof* et des *cohetes*, mais pas des gens qui sont descendus dans la rue avec un seul mot d'ordre : *« À bas le tyran ! »*

Pourtant la lutte ne peut se circonscrire à la chute du tyran. Derrière ce mot d'ordre se trouve l'exigence d'un changement de régime : substituer à un régime autoritaire, un gouvernement véritablement démocratique, selon le modèle des communautés indiennes, où les « autorités » sont désignées pour accomplir ou veiller à l'accomplissement des initiatives prises par l'assemblée du village. Le congrès constituant de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca, qui se tiendra à partir du 10 novembre, devra définir les statuts, les principes, le programme et les objectifs de l'Assemblée. Il élira le Conseil des peuples d'Oaxaca et approuvera un plan d'action. Il analysera les contextes international, national et régional ainsi que la crise des institutions pour entreprendre une réforme de l'État pour Oaxaca. Il y discutera les caractéristiques du nouveau gouvernement, de la nouvelle Constituante et de la nouvelle Constitution. Vaste projet, mais qui prend forme peu à peu, déjà les tables pour le dialogue et les premières résolutions dites de Santo Domingo avaient abordé ces thèmes et ébauché une réflexion. […]

Jusqu'à présent, l'Assemblée populaire repose sur les pratiques ancestrales des communautés indiennes : les « autorités » indigènes, civiles, humanitaires comme la Ligue mexicaine des droits de l'homme (Limedh), des autorités municipales, des délégués syndicaux, des étudiants, des partis politiques comme celui de Flavio Sosa (Nueva Alianza), le Parti ouvrier socialiste (POS), le Parti communiste mexicain, des organisations comme le Front populaire révolutionnaire (FPR), le Comité de défense des droits du peuple (Codep)… Ce côté hétéroclite constitue à la fois la faiblesse et la force de l'Appo. Force, car il conduit pour l'instant l'Assemblée à chercher le consensus, les divergences idéologiques sont mises de côté dans la recherche d'un « dénominateur commun » ; faiblesse car il peut laisser trop de marge de manœuvre à la direction, qui en profitera nécessairement.

Ce dimanche matin, un étudiant, Marcos Manuel Sánchez Fernández, a été grièvement blessé par des groupes paramilitaires. Il était 6 h 45 quand des personnes fortement armées sont arrivées à bord de plusieurs véhicules et ont fait feu à partir d'endroits différents en direction de la cité universitaire et de la barricade de Cinco Señores.



Oaxaca, le mardi 14 novembre 2006

LE CONGRÈS constituant de l'Assemblée s'est ouvert le vendredi 10 novembre. Il avait pour but de définir, autour de trois thèmes de discussion, les perspectives, les principes, le programme et le plan d'action, à court, moyen et long termes, de l'Assemblée, puis de désigner les membres qui formeront le conseil de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca. […]

Trois jours plus tard, le lundi 13, à 4 heures du matin, après d'âpres disputes, interrompues par des discours de soutien venus de toute part, la recherche opiniâtre du consensus et quelques tentatives



Selon la pancarte, le minsitre de l'Intérieur mexicain mange des saints et chie des diables…





autoritaire, un gouvernement véritablement démocratique, selon le modèle des communautés indiennes, où les « autorités » sont désignées pour accomplir ou veiller à l'accomplissement des initiatives prises par l'assemblée du village. Le congrès constituant de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca, qui se tiendra à partir du 10 novembre, devra définir les statuts, les principes, le programme et les objectifs de l'Assemblée. Il élira le Conseil des peuples d'Oaxaca et approuvera un plan d'action. Il analysera les contextes international, national et régional ainsi que la crise des institutions pour entreprendre une réforme de l'État pour Oaxaca. Il y discutera les caractéristiques du nouveau gouvernement, de la nouvelle Constituante et de la nouvelle Constitution. Vaste projet, mais qui prend forme peu à peu, déjà les tables pour le dialogue et les premières résolutions dites de Santo Domingo avaient abordé ces thèmes et ébauché une réflexion. […]

Jusqu'à présent, l'Assemblée populaire repose sur les pratiques ancestrales des communautés indiennes : les « autorités » désignées obéissent aux décisions prises par l'assemblée communautaire, ce que les zapatistes traduisent par *« mandar obedeciendo »* (commander en obéissant). Ce n'est pas si facile et je vois bien que certaines personnes de la direction provisoire suivent leur propre ligne de conduite ou celle de leur parti. Quoi qu'il en soit, cette façon de faire s'appuie sur des traditions sociales ou culturelles fortes, celle du *tequio*, qui est une forme de travail bénévole, communautaire et solidaire et celle de la *guelaguetza*, mot zapotèque qui signifie « art de donner » et qui recouvre l'ensemble des échanges festifs. Tout ce mouvement de résistance sociale a pu s'organiser, se construire, se maintenir et durer grâce à ces deux coutumes : activité bénévole et solidaire, appui matériel et alimentaire de la part de la population.

L'Assemblée est bien hétéroclite : elle draine des organisations les plus diverses,

militaires. Il était 6 h 45 quand des personnes fortement armées sont arrivées à bord de plusieurs véhicules et ont fait feu à partir d'endroits différents en direction de la cité universitaire et de la barricade de Cinco Señores.



Oaxaca, le mardi 14 novembre 2006

LE CONGRÈS constituant de l'Assemblée s'est ouvert le vendredi 10 novembre. Il avait pour but de définir, autour de trois thèmes de discussion, les perspectives, les principes, le programme et le plan d'action, à court, moyen et long termes, de l'Assemblée, puis de désigner les membres qui formeront le conseil de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca. […]

Trois jours plus tard, le lundi 13, à 4 heures du matin, après d'âpres disputes, interrompues par des discours de soutien venus de toute part, la recherche opiniâtre du consensus et quelques tentatives de manipulation, le Congrès avait atteint ses objectifs.

Le congrès s'est tenu dans une salle des sports, surchauffée en milieu d'après-midi, froide la nuit, qui se trouve à la sortie de la ville. Les délégués des sept régions de l'État d'Oaxaca et des différents secteurs de la société composant l'Assemblée formaient le corps du congrès, 800 au début, un peu plus de mille sur la fin, ils avaient un carton orange et eux seuls avaient le droit de vote, puis venaient les invités munis d'un carton jaune (les invités avaient le droit à la parole, mais non au vote) et la presse, autre carton, qui a dû sortir dès le commencement des débats. Interdiction était faite de sortir avant la fin des débats, sauf pour les invités, qui, dans ce cas, ne pouvaient pas revenir. L'alcool et les armes à feu étaient interdits, ainsi que les appareils photo. Un comité de vigilance

mange des saints et chie des diables…









L'APPO

À la suite de l'envoi des forces de police le matin du 14 juin contre les enseignants en grève, qui manifestaient depuis le mois de mai, la population de la ville d'Oaxaca a pris spontanément le parti des maîtres d'école. C'est en grande partie avec l'aide des habitants du centre que ces derniers purent se remettre de l'attaque surprise des flics et reprendre l'offensive, infligeant à la police de l'État d'Oaxaca une défaite dont elle a mis des mois à se remettre. À la suite de cet affrontement ont eu lieu deux manifestations, qui ont regroupé plusieurs centaines de milliers d'habitants. Peu à peu les gens ont commencé à s'organiser.

Le 23 juin, les délégués des *colonias* (faubourgs créés par les habitants eux-mêmes), des associations civiles, culturelles, des groupes indiens (par exemple, le Conseil des anciens de Yalalag, le Service communautaire Ñuu Savi, Union des communautés et peuples indigènes Chontales, ou l'Union des femmes Yalatèques…), des représentants des communes du vaste État d'Oaxaca (plus de cent *municipio* se sont libérés à cette occasion, de la tutelle du PRI), des artistes, des enseignants, des groupes politiques de gauche et d'extrême gauche, des étudiants, des individus sans qualité particulière, des libertaires, des syndicats (de la santé, par exemple) et, bien entendu la section locale, dite XXII, du syndicat de l'éducation se sont réunis en assemblée pour

veillait au bon respect des règles et cherchait à éviter l'infiltration de gens indésirables. Au dernier jour, nous avons été retardés par la découverte de faux délégués, qui avaient présenté une « feuille de route » suspecte. En général, les gens, par délégation, se connaissaient, et il était difficile de se glisser à l'intérieur d'une délégation sans soulever des interrogations. Certains délégués, venus des régions, ont apporté leurs couvertures et dormaient sur place. Petits déjeuners, repas du midi et du soir étaient prévus, en outre les habitants des quartiers et des barricades apportaient à manger dans des camionnettes ou des autos particulières, qu'ils distribuaient à l'heure de la *comida.* Le repas de midi se faisait dehors sous un soleil assassin et la file était interminable.

Les Indiens, les jeunes et les femmes étaient un peu perdus dans un monde d'hommes, d'adultes et de métis. J'ajouterai que le monde paysan était sous-représenté au profit du corps enseignant. Pourtant, ces minorités issues des *colonias,* des barricades et des communautés villageoises vont marquer d'un esprit nouveau l'Assemblée populaire face aux traditions de lutte des militants marxistes, qui constituaient tout de même le gros morceau de l'Assemblée. Durant toute la durée du congrès, ces deux formes de pensée vont s'affronter, mais aussi s'écouter, pour finir par conclure une sorte d'alliance, un pacte provisoire : les militants ayant parfois été sensibles à ce qui constitue le fondement de l'Assemblée et lui donne un sens, la communauté ; les jeunes libertaires, les habitants des quartiers populaires et des villages reconnaissant, semble-t-il, la capacité d'organisation et de convocation des militants issus des formes historiques de la « lutte des classes ». En fin de compte, ce que cherche l'Autre Campagne zapatiste, l'alliance entre le mouvement indien et les forces d'opposition au monde capitaliste, semble se concrétiser ici avec l'Appo.



descend de Santo Domingo au *zócalo.* De ce point, ils asticotent les flics, qui, de leur côté, répliquent en lançant des grenades lacrymogènes ; les autres rues d'accès sont mal protégées si bien que les forces ennemies peuvent nous prendre à revers, c'est d'ailleurs ce qui se passe à un moment donné, ce n'est heureusement qu'un commando d'une vingtaine d'individus, qui tirent à bout portant avec leurs fusils lance-grenades et puis se replient, quelques blessés. Des secours se sont formés spontanément, des familles sont venues avec tout le matériel et proposent des tampons de vinaigre, du Coca-Cola et de l'eau pour les yeux. Des équipes médicales sont en place. Les jeunes ne sont pas en position de force et ils n'ont pas une vue stratégique qui leur permettrait de coordonner leurs mouvements, ils en ont conscience, déjà toute une équipe est partie renforcer la barricade de Cinco Señores dangereusement laissée sans protection.

Ce qui me paraît préoccupant est l'attitude des membres du conseil présents, au lieu de prendre le parti des jeunes, ils ont commencé à parler de provocations, de manifestation pacifique – nous connaissons tous ce genre de discours – pour ensuite donner l'ordre du repli. La réponse ne s'est pas fait attendre : *« Comment, vous, qui représentez d'une certaine manière le peuple, osez parler de provocations… quand vous devriez être en première ligne pour le défendre contre les exactions des forces d'occupation, les jeunes font ce travail, alors respectez-les et ne les accusez pas d'être des provocateurs ! »* Si tous ceux qui ont des ambitions politiques, forts de leur posi-

regroupé plusieurs centaines de milliers d'habitants. Peu à peu les gens ont commencé à s'organiser.

Le 23 juin, les délégués des *colonias* (faubourgs créés par les habitants eux-mêmes), des associations civiles, culturelles, des groupes indiens (par exemple, le Conseil des anciens de Yalalag, le Service communautaire Ñuu Savi, Union des communautés et peuples indigènes Chontales, ou l'Union des femmes Yalatèques…), des représentants des communes du vaste État d'Oaxaca (plus de cent *municipio* se sont libérés à cette occasion, de la tutelle du PRI), des artistes, des enseignants, des groupes politiques de gauche et d'extrême gauche, des étudiants, des individus sans qualité particulière, des libertaires, des syndicats (de la santé, par exemple) et, bien entendu la section locale, dite XXII, du syndicat de l'éducation se sont réunis en assemblée pour désigner les membres d'une commission provisoire négociatrice. Cette commission, comme son nom l'indique, est chargée d'entreprendre les négociations avec le gouvernement fédéral (pour l'Assemblée, le gouvernement de l'État d'Oaxaca n'existe plus), elle doit continuellement rendre compte des négociations à l'Assemblée populaire, qui, en retour, lui dicte ses volontés.

Face aux dirigeants syndicaux proches des partis, qui ont cherché à passer outre aux décisions de l'Assemblée, la base ne s'est pas laissé faire. […]

Il faut comprendre que la ville n'a pas été ébranlée dans ses fondements par l'absence et le non-fonctionnement des

d'hommes, d'adultes et de métis. J'ajouterai que le monde paysan était sous-représenté au profit du corps enseignant. Pourtant, ces minorités issues des *colonias*, des barricades et des communautés villageoises vont marquer d'un esprit nouveau l'Assemblée populaire face aux traditions de lutte des militants marxistes, qui constituaient tout de même le gros morceau de l'Assemblée. Durant toute la durée du congrès, ces deux formes de pensée vont s'affronter, mais aussi s'écouter, pour finir par conclure une sorte d'alliance, un pacte provisoire : les militants ayant parfois été sensibles à ce qui constitue le fondement de l'Assemblée et lui donne un sens, la communauté ; les jeunes libertaires, les habitants des quartiers populaires et des villages reconnaissant, semble-t-il, la capacité d'organisation et de convocation des militants issus des formes historiques de la « lutte des classes ». En fin de compte, ce que cherche l'Autre Campagne zapatiste, l'alliance entre le mouvement indien et les forces d'opposition au monde capitaliste, semble se concrétiser ici avec l'Appo. Cette union ne se fait pas sans grincements de dents, torsions et contorsions, ce qui donne à l'Assemblée une tournure complexe et parfois ambiguë. Elle est populaire, ce qui convient à l'esprit marxiste et léniniste, mais elle est aussi l'Assemblée des peuples d'Oaxaca, ce qui lui donne un tout autre esprit. […]



Oaxaca le 22 novembre 2006

LA SITUATION est critique du côté du *zócalo*, la manifestation de ce jour, 20 novembre, vient de s'affronter à la police fédérale préventive qui garde l'endroit. […]

Ce sont surtout des jeunes qui harcèlent les forces militaires, ils ont dressé une belle barricade avec les matériaux d'un immeuble en construction dans la rue qui

vinaigre, du Coca-Cola et de l'eau pour les yeux. Des équipes médicales sont en place. Les jeunes ne sont pas en position de force et ils n'ont pas une vue stratégique qui leur permettrait de coordonner leurs mouvements, ils en ont conscience, déjà toute une équipe est partie renforcer la barricade de Cinco Señores dangereusement laissée sans protection.

Ce qui me paraît préoccupant est l'attitude des membres du conseil présents, au lieu de prendre le parti des jeunes, ils ont commencé à parler de provocations, de manifestation pacifique – nous connaissons tous ce genre de discours – pour ensuite donner l'ordre du repli. La réponse ne s'est pas fait attendre : *« Comment, vous, qui représentez d'une certaine manière le peuple, osez parler de provocations… quand vous devriez être en première ligne pour le défendre contre les exactions des forces d'occupation, les jeunes font ce travail, alors respectez-les et ne les accusez pas d'être des provocateurs ! »* Si tous ceux qui ont des ambitions politiques, forts de leur posi-



veillait au bon respect des règles et cherchait à éviter l'infiltration de gens indésirables. Au dernier jour, nous avons été retardés par la découverte de faux délégués, qui avaient présenté une « feuille de route » suspecte. En général, les gens, par délégation, se connaissaient, et il était difficile de se glisser à l'intérieur d'une délégation sans soulever des interrogations. Certains délégués, venus des régions, ont apporté leurs couvertures et dormaient sur place. Petits déjeuners, repas du midi et du soir étaient prévus, en outre les habitants des quartiers et des barricades apportaient à manger dans des camionnettes ou des autos particulières, qu'ils distribuaient à l'heure de la *comida*. Le repas de midi se faisait dehors sous un soleil assassin et la file était interminable.

Les Indiens, les jeunes et les femmes étaient un peu perdus dans un monde d'hommes, d'adultes et de métis. J'ajouterai que le monde paysan était sous-représenté au profit du corps enseignant. Pourtant, ces minorités issues des *colonias*, des barricades et des communautés villageoises vont marquer d'un esprit nouveau l'Assemblée populaire face aux traditions de lutte des militants marxistes, qui constituaient tout de même le gros morceau de l'Assemblée. Durant toute la durée du congrès, ces deux formes de pensée vont s'affronter, mais aussi s'écouter, pour finir par conclure une sorte d'alliance, un pacte provisoire : les militants ayant parfois été sensibles à ce qui constitue le fondement de l'Assemblée et lui donne un sens, la communauté ; les jeunes libertaires, les habitants des quartiers populaires et des villages reconnaissant, semble-t-il, la capacité d'organisation et de convocation des militants issus des formes historiques de la « lutte des classes ». En fin de compte, ce que cherche l'Autre Campagne zapatiste, l'alliance entre le mouvement indien et les forces d'opposition au monde capitaliste, semble se concrétiser ici avec l'Appo.



descend de Santo Domingo au *zócalo*. De ce point, ils asticotent les flics, qui, de leur côté, répliquent en lançant des grenades lacrymogènes ; les autres rues d'accès sont mal protégées si bien que les forces ennemies peuvent nous prendre à revers, c'est d'ailleurs ce qui se passe à un moment donné, ce n'est heureusement qu'un commando d'une vingtaine d'individus, qui tirent à bout portant avec leurs fusils lance-grenades et puis se replient, quelques blessés. Des secours se sont formés spontanément, des familles sont venues avec tout le matériel et proposent des tampons de vinaigre, du Coca-Cola et de l'eau pour les yeux. Des équipes médicales sont en place. Les jeunes ne sont pas en position de force et ils n'ont pas une vue stratégique qui leur permettrait de coordonner leurs mouvements, ils en ont conscience, déjà toute une équipe est partie renforcer la barricade de Cinco Señores dangereusement laissée sans protection.

Ce qui me paraît préoccupant est l'attitude des membres du conseil présents, au lieu de prendre le parti des jeunes, ils ont commencé à parler de provocations, de manifestation pacifique – nous connaissons tous ce genre de discours – pour ensuite donner l'ordre du repli. La réponse ne s'est pas fait attendre : *« Comment, vous, qui représentez d'une certaine manière le peuple, osez parler de provocations… quand vous devriez être en première ligne pour le défendre contre les exactions des forces d'occupation, les jeunes font ce travail, alors respectez-les et ne les accusez pas d'être des provocateurs ! »* Si tous ceux qui ont des ambitions politiques, forts de leur position au sein du conseil, continuent à se manifester de cette manière autoritaire bien des gens des barricades et des quartiers vont se sentir rejetés ou écartés et ne vont plus participer à l'Assemblée. Un divorce, en ce moment, me paraît prématuré car il laisserait le champ libre aux politiques et mettrait un terme à la commune d'Oaxaca.

Fin de cette grande parenthèse, qui est celle de l'action un après-midi à Oaxaca, et revenons à l'analyse *[des conclusions]* du congrès, qui est, elle aussi, pleine d'enseignements. […]

Je rappelle ici brièvement les principes généraux de l'Assemblée : communalité, démocratie participative ou démocratie directe, plébiscite et référendum, révocation des mandats, non réélection, probité et transparence, équité du genre, égalité et justice, service (*mandar obedeciendo*), unité (les partis politiques apportent la division), autonomie (respect de l'autonomie des communautés, des groupes et des associations), consensus (décisions prises par consensus), la critique et l'autocritique, inclusion et respect de la diversité, discipline et respect mutuel, solidarité internationale, mouvement anticapitaliste, anti-impérialiste et antifasciste, mouvement social pacifique.

Avec ces principes comme base, il fut décidé que l'instance suprême des décisions sera l'Assemblée de l'État d'Oaxaca. Cette Assemblée au niveau de l'État d'Oaxaca, ou Assemblée *estatale*, devra être soutenue et nourrie par les assemblées des peuples, des régions et des secteurs, constituant ainsi l'Assem-

rai que le monde paysan était sous-représenté au profit du corps enseignant. Pourtant, ces minorités issues des *colonias*, des barricades et des communautés villageoises vont marquer d'un esprit nouveau l'Assemblée populaire face aux traditions de lutte des militants marxistes, qui constituaient tout de même le gros morceau de l'Assemblée. Durant toute la durée du congrès, ces deux formes de pensée vont s'affronter, mais aussi s'écouter, pour finir par conclure une sorte d'alliance, un pacte provisoire : les militants ayant parfois été sensibles à ce qui constitue le fondement de l'Assemblée et lui donne un sens, la communauté ; les jeunes libertaires, les habitants des quartiers populaires et des villages reconnaissant, semble-t-il, la capacité d'organisation et de convocation des militants issus des formes historiques de la « lutte des classes ». En fin de compte, ce que cherche l'Autre Campagne zapatiste, l'alliance entre le mouvement indien et les forces d'opposition au monde capitaliste, semble se concrétiser ici avec l'Appo. Cette union ne se fait pas sans grincements de dents, torsions et contorsions, ce qui donne à l'Assemblée une tournure complexe et parfois ambiguë. Elle est populaire, ce qui convient à l'esprit marxiste et léniniste, mais elle est aussi l'Assemblée des peuples d'Oaxaca, ce qui lui donne un tout autre esprit. […]



Oaxaca le 22 novembre 2006

LA SITUATION est critique du côté du *zócalo*, la manifestation de ce jour, 20 novembre, vient de s'affronter à la police fédérale préventive qui garde l'endroit. […]

Ce sont surtout des jeunes qui harcèlent les forces militaires, ils ont dressé une belle barricade avec les matériaux d'un immeuble en construction dans la rue qui les yeux. Des équipes médicales sont en place. Les jeunes ne sont pas en position de force et ils n'ont pas une vue stratégique qui leur permettrait de coordonner leurs mouvements, ils en ont conscience, déjà toute une équipe est partie renforcer la barricade de Cinco Señores dangereusement laissée sans protection.

Ce qui me paraît préoccupant est l'attitude des membres du conseil présents, au lieu de prendre le parti des jeunes, ils ont commencé à parler de provocations, de manifestation pacifique – nous connaissons tous ce genre de discours – pour ensuite donner l'ordre du repli. La réponse ne s'est pas fait attendre : *« Comment, vous, qui représentez d'une certaine manière le peuple, osez parler de provocations… quand vous devriez être en première ligne pour le défendre contre les exactions des forces d'occupation, les jeunes font ce travail, alors respectez-les et ne les accusez pas d'être des provocateurs ! »* Si tous ceux qui ont des ambitions politiques, forts de leur posi-

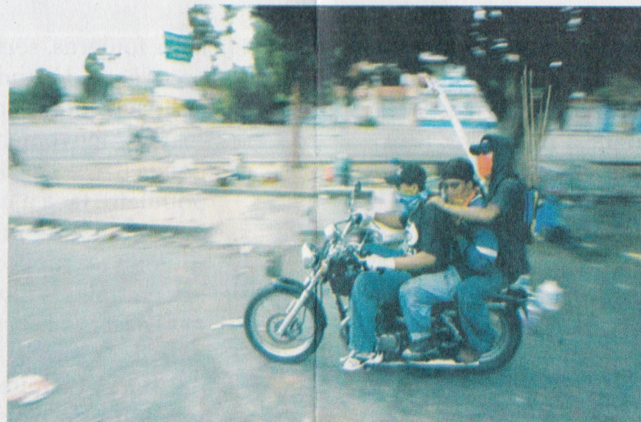
nalité, démocratie participative ou démocratie directe, plébiscite et référendum, révocation des mandats, non réélection, probité et transparence, équité du genre, égalité et justice, service (*mandar obedeciendo*), unité (les partis politiques apportent la division), autonomie (respect de l'autonomie des communautés, des groupes et des associations), consensus (décisions prises par consensus), la critique et l'autocritique, inclusion et respect de la diversité, discipline et respect mutuel, solidarité internationale, mouvement anticapitaliste, anti-impérialiste et antifasciste, mouvement social pacifique.

Avec ces principes comme base, il fut décidé que l'instance suprême des décisions sera l'Assemblée de l'État d'Oaxaca. Cette Assemblée au niveau de l'État d'Oaxaca, ou Assemblée *estatale*, devra être soutenue et nourrie par les assemblées des peuples, des régions et des secteurs, constituant ainsi l'Assem-

La marche du 5 novembre.



descend de Santo Domingo au *zócalo*. De ce point, ils asticotent les flics, qui, de leur côté, répliquent en lançant des grenades lacrymogènes ; les autres rues d'accès sont mal protégées si bien que les forces ennemies peuvent nous prendre à revers, c'est d'ailleurs ce qui se passe à un moment donné, ce n'est heureusement qu'un commando d'une vingtaine d'individus, qui tirent à bout portant avec leurs fusils lance-grenades et puis se replient, quelques blessés. Des secours se sont formés spontanément, des familles sont venues avec tout le matériel et proposent des tampons de vinaigre, du Coca-Cola et de l'eau pour les yeux. Des équipes médicales sont en place. Les jeunes ne sont pas en position de force et ils n'ont pas une vue stratégique qui leur permettrait de coordonner leurs mouvements, ils en ont conscience, déjà toute une équipe est partie renforcer la barricade de Cinco Señores dangereusement laissée sans protection.



Ce qui me paraît préoccupant est l'attitude des membres du conseil présents, au lieu de prendre le parti des jeunes, ils ont commencé à parler de provocations, de manifestation pacifique – nous connaissons tous ce genre de discours – pour ensuite donner l'ordre du repli. La réponse ne s'est pas fait attendre : *« Comment, vous, qui représentez d'une certaine manière le peuple, osez parler de provocations… quand vous devriez être en première ligne pour le défendre contre les exactions des forces d'occupation, les jeunes font ce travail, alors respectez-les et ne les accusez pas d'être des provocateurs ! »* Si tous ceux qui ont des ambitions politiques, forts de leur position au sein du conseil, continuent à se manifester de cette manière autoritaire bien des gens des barricades et des quartiers vont se sentir rejetés ou écartés et ne vont plus participer à l'Assemblée. Un divorce, en ce moment, me paraît prématuré car il laisserait le champ libre aux politiques et mettrait un terme à la commune d'Oaxaca.

Fin de cette grande parenthèse, qui est celle de l'action un après-midi à Oaxaca, et revenons à l'analyse *[des conclusions]* du congrès, qui est, elle aussi, pleine d'enseignements. […]

Je rappelle ici brièvement les principes généraux de l'Assemblée : communalité, démocratie participative ou démocratie directe, plébiscite et référendum, révocation des mandats, non réélection, probité et transparence, équité du genre, égalité et justice, service (*mandar obedeciendo*), unité (les partis politiques apportent la division), autonomie (respect de l'autonomie des communautés, des groupes et des associations), consensus (décisions prises par consensus), la critique et l'autocritique, inclusion et respect de la diversité, discipline et respect mutuel, solidarité internationale, mouvement anticapitaliste, anti-impérialiste et antifasciste, mouvement social pacifique.

Avec ces principes comme base, il fut décidé que l'instance suprême des décisions sera l'Assemblée de l'État d'Oaxaca. Cette Assemblée au niveau de l'État d'Oaxaca, ou Assemblée *estatale*, devra être soutenue et nourrie par les assemblées des peuples, des régions et des secteurs, constituant ainsi l'Assemblée des assemblées. Face à la cri actuelle de la démocratie représentativ le congrès de l'Appo a revendiqué assumé les formes concrètes de la dém cratie directe.

L'Appo, malgré la présence de dél gués venus des communes avoisinante a été jusqu'à présent un mouveme essentiellement urbain, dominé par l groupes politiques de la gauche trac tionnelle surtout d'obédience marxist léniniste ; les familles et les jeunes venu des barricades ont rompu les schém des « avant-gardes » dogmatiques ouvert de nouveaux espaces à l'intérieu des luttes populaires. Jusqu'à la derniè minute, les délégués indiens ont hésité s'intégrer au conseil ; la participatio massive et spontanée des habitants d quartiers, des *colonias* et des barricade la barricade définissant à la fois un terr toire et une communauté, les a amenés faire le pas. La figure centrale de l'A semblée, reflétant l'esprit et l'expérienc communautaire, a fini par s'impose malgré toutes les ambiguïtés qui ont p surgir au cours des débats. […]

L'inévitable opposition entre la vert calité de la gauche traditionnelle et l'h rizontalité de la cosmovision indienn n'est pas résolue pour autant, c'est un question qui reste en suspens ; même l'apport des Indiens a ouvert l'horizo du congrès, l'esprit politique reste bie présent :

[…] *« Il s'agit d'adopter le modèle bo vien d'inclure les indigènes dans la dispu pour le pouvoir politique »* (Flavio Sosa, qu se rêve en futur Evo Morales !).

C'est cet esprit qui va se faire entendr pour réserver 40 places au conseil au enseignants de la section XXII, alors qu la plupart avaient déserté le Congrè pour admettre les adhérents du PRI Parti de la révolution démocratique qu soutient Lopez Obrador, et d'autres pa tis de gauche. C'est encore lui qui v chercher à accaparer les commission que les hommes politiques jugent impo

La marche du 5 novembre

les yeux. Des équipes médicales sont en place. Les jeunes ne sont pas en position de force et ils n'ont pas une vue stratégique qui leur permettrait de coordonner leurs mouvements, ils en ont conscience, déjà toute une équipe est partie renforcer la barricade de Cinco Señores dangereusement laissée sans protection.

Ce qui me paraît préoccupant est l'attitude des membres du conseil présents, au lieu de prendre le parti des jeunes, ils ont commencé à parler de provocations, de manifestation pacifique – nous connaissons tous ce genre de discours – pour ensuite donner l'ordre du repli. La réponse ne s'est pas fait attendre : *« Comment, vous, qui représentez d'une certaine manière le peuple, osez parler de provocations… quand vous devriez être en première ligne pour le défendre contre les exactions des forces d'occupation, les jeunes font ce travail, alors respectez-les et ne les accusez pas d'être des provocateurs ! »* Si tous ceux qui ont des ambitions politiques, forts de leur posi-

nalité, démocratie participative ou démocratie directe, plébiscite et référendum, révocation des mandats, non réélection, probité et transparence, équité du genre, égalité et justice, service (*mandar obedeciendo*), unité (les partis politiques apportent la division), autonomie (respect de l'autonomie des communautés, des groupes et des associations), consensus (décisions prises par consensus), la critique et l'autocritique, inclusion et respect de la diversité, discipline et respect mutuel, solidarité internationale, mouvement anticapitaliste, anti-impérialiste et antifasciste, mouvement social pacifique.

Avec ces principes comme base, il fut décidé que l'instance suprême des décisions sera l'Assemblée de l'État d'Oaxaca. Cette Assemblée au niveau de l'État d'Oaxaca, ou Assemblée *estatale*, devra être soutenue et nourrie par les assemblées des peuples, des régions et des secteurs, constituant ainsi l'Assem-

La marche du 5 novembre.



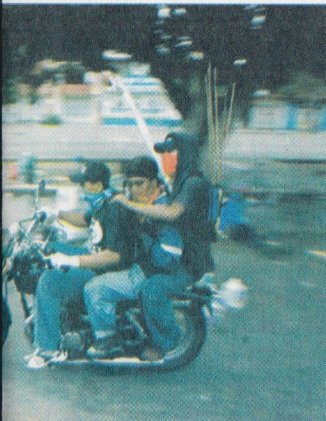
faire le pas. La figure centrale de l'A semblée, reflétant l'esprit et l'expérienc communautaire, a fini par s'impos malgré toutes les ambiguïtés qui ont p surgir au cours des débats. […]

L'inévitable opposition entre la vert calité de la gauche traditionnelle et l'h rizontalité de la cosmovision indienn n'est pas résolue pour autant, c'est un question qui reste en suspens ; même l'apport des Indiens a ouvert l'horizo du congrès, l'esprit politique reste bie présent :

[…] *« Il s'agit d'adopter le modèle bo vien d'inclure les indigènes dans la dispu pour le pouvoir politique »* (Flavio Sosa, q se rêve en futur Evo Morales !).

C'est cet esprit qui va se faire entendr pour réserver 40 places au conseil au enseignants de la section XXII, alors qu la plupart avaient déserté le Congrè pour admettre les adhérents du PRI Parti de la révolution démocratique q soutient Lopez Obrador, et d'autres pa tis de gauche. C'est encore lui qui v chercher à accaparer les commission que les hommes politiques jugent impo tantes, et à en écarter les délégués de quartiers ou les jeunes des dernières ba ricades. Il y a 23 commissions, le conseillers, nommés pour deux ans, do vent s'intégrer à chacune d'elles et y rem plir leur fonction selon le principe du se vice communautaire : commissions d'o ganisation, de liaison et de relations, d presse et d'information, juridique, d sécurité, de finance, d'éducation, de cu ture, de santé intégrale, des droits d l'homme, des affaires administratives…

Le congrès s'est terminé par le ritue de la prise de fonction des conseillers (*l toma de protesta*). Alors qu'il devait êtr confié à Felipe Martínez Soriano, ex-rec teur de l'université d'Oaxaca, ancien lea der guérillero du Procup (maintenan dissous), proche du FPR, il fut finale ment confié au président de la commu nauté de San Juan Tobaa de la régio Soogocho de la Sierra Norte, le Zapo



tion au sein du conseil, continuent à se manifester de cette manière autoritaire bien des gens des barricades et des quartiers vont se sentir rejetés ou écartés et ne vont plus participer à l'Assemblée. Un divorce, en ce moment, me paraît prématuré car il laisserait le champ libre aux politiques et mettrait un terme à la commune d'Oaxaca.

Fin de cette grande parenthèse, qui est celle de l'action un après-midi à Oaxaca, et revenons à l'analyse *[des conclusions]* du congrès, qui est, elle aussi, pleine d'enseignements. […]

Je rappelle ici brièvement les principes généraux de l'Assemblée : communalité, démocratie participative ou démocratie directe, plébiscite et référendum, révocation des mandats, non réélection, probité et transparence, équité du genre, égalité et justice, service (*mandar obedeciendo*), unité (les partis politiques apportent la division), autonomie (respect de l'autonomie des communautés, des groupes et des associations), consensus (décisions prises par consensus), la critique et l'autocritique, inclusion et respect de la diversité, discipline et respect mutuel, solidarité internationale, mouvement anticapitaliste, anti-impérialiste et antifasciste, mouvement social pacifique.

Avec ces principes comme base, il fut décidé que l'instance suprême des décisions sera l'Assemblée de l'État d'Oaxaca. Cette Assemblée au niveau de l'État d'Oaxaca, ou Assemblée *estatale*, devra être soutenue et nourrie par les assemblées des peuples, des régions et des secteurs, constituant ainsi l'Assemblée des assemblées. Face à la crise actuelle de la démocratie représentative, le congrès de l'Appo a revendiqué et assumé les formes concrètes de la démocratie directe.

L'Appo, malgré la présence de délégués venus des communes avoisinantes, a été jusqu'à présent un mouvement essentiellement urbain, dominé par les groupes politiques de la gauche traditionnelle surtout d'obédience marxiste-léniniste ; les familles et les jeunes venus des barricades ont rompu les schémas des « avant-gardes » dogmatiques et ouvert de nouveaux espaces à l'intérieur des luttes populaires. Jusqu'à la dernière minute, les délégués indiens ont hésité à s'intégrer au conseil ; la participation massive et spontanée des habitants des quartiers, des *colonias* et des barricades, la barricade définissant à la fois un territoire et une communauté, les a amenés à faire le pas. La figure centrale de l'Assemblée, reflétant l'esprit et l'expérience communautaire, a fini par s'imposer malgré toutes les ambiguïtés qui ont pu surgir au cours des débats. […]

L'inévitable opposition entre la verticalité de la gauche traditionnelle et l'horizontalité de la cosmovision indienne n'est pas résolue pour autant, c'est une question qui reste en suspens ; même si l'apport des Indiens a ouvert l'horizon du congrès, l'esprit politique reste bien présent :

[…] *« Il s'agit d'adopter le modèle bolivien d'inclure les indigènes dans la dispute pour le pouvoir politique »* (Flavio Sosa, qui se rêve en futur Evo Morales !).

C'est cet esprit qui va se faire entendre pour réserver 40 places au conseil aux enseignants de la section XXII, alors que la plupart avaient déserté le Congrès, pour admettre les adhérents du PRD, Parti de la révolution démocratique qui soutient Lopez Obrador, et d'autres partis de gauche. C'est encore lui qui va chercher à accaparer les commissions, que les hommes politiques jugent impor-tèque Melitón Bautista. Il a expliqué ce que signifie pour un Indien recevoir de l'assemblée communautaire le bâton de commandement, l'engagement qu'il implique auprès de toute la communauté. Il a raconté sa trajectoire, le parcours de tous les échelons des charges communautaires, toute une vie consacrée au service des siens, de son peuple, un honneur, un prestige et une dignité.

Ce matin, à l'aube, des groupes paramilitaires sont intervenus à Santo Domingo et ont tiré plusieurs coups de feu avec des armes de gros calibres. Deux arrestations à la barricade de Cinco Señores.



Oaxaca le 24 novembre 2006

Nous avions noté dans notre compte rendu sur le congrès que les délégués de la Sierra Norte, conséquents avec leurs pratiques communautaires, n'avaient pas désigné leurs représentants au conseil de l'Appo à la fin du congrès, laissant ce soin à l'Assemblée régionale. Cette Assemblée s'est tenue à Guelatao ce dimanche 19 novembre. San Pablo Guelatao est le village natal de Benito Juarez. Nous pouvons visiter sa maison ou plutôt la reconstitution de sa maison natale, modeste cahute d'adobe (brique d'argile durcie au soleil) au sol en terre battue, qui se dresse auprès d'un petit lac aux rives boisées et fleuries. L'endroit est agréable dans les contreforts de la Sierra Norte dite aussi Sierra Juarez, à une heure de route d'Oaxaca.

Il fait froid ce dimanche matin dans la montagne et il brouillasse, heureusement la tradition des Indiens veut que le village qui reçoit offre, avant toute réunion, le petit déjeuner, puis ensuite le déjeuner et parfois le souper, c'est que les gens viennent de loin, certains sont partis à 2 heures ou 3 heures du matin, ce sont

La marche du 5 novembre

nalité, démocratie participative ou démocratie directe, plébiscite et référendum, révocation des mandats, non réélection, probité et transparence, équité du genre, égalité et justice, service (*mandar obedeciendo*), unité (les partis politiques apportent la division), autonomie (respect de l'autonomie des communautés, des groupes et des associations), consensus (décisions prises par consensus), la critique et l'autocritique, inclusion et respect de la diversité, discipline et respect mutuel, solidarité internationale, mouvement anticapitaliste, anti-impérialiste et antifasciste, mouvement social pacifique.

Avec ces principes comme base, il fut décidé que l'instance suprême des décisions sera l'Assemblée de l'État d'Oaxaca. Cette Assemblée au niveau de l'État d'Oaxaca, ou Assemblée *estatale*, devra être soutenue et nourrie par les assemblées des peuples, des régions et des secteurs, constituant ainsi l'Assem-

La marche du 5 novembre.



faire le pas. La figure centrale de l'Assemblée, reflétant l'esprit et l'expérience communautaire, a fini par s'imposer malgré toutes les ambiguïtés qui ont pu surgir au cours des débats. […]

L'inévitable opposition entre la verticalité de la gauche traditionnelle et l'horizontalité de la cosmovision indienne n'est pas résolue pour autant, c'est une question qui reste en suspens ; même si l'apport des Indiens a ouvert l'horizon du congrès, l'esprit politique reste bien présent :

[…] *« Il s'agit d'adopter le modèle bolivien d'inclure les indigènes dans la dispute pour le pouvoir politique »* (Flavio Sosa, qui se rêve en futur Evo Morales !).

C'est cet esprit qui va se faire entendre pour réserver 40 places au conseil aux enseignants de la section XXII, alors que la plupart avaient déserté le Congrès, pour admettre les adhérents du PRD, Parti de la révolution démocratique qui soutient Lopez Obrador, et d'autres partis de gauche. C'est encore lui qui va chercher à accaparer les commissions, que les hommes politiques jugent importantes, et à en écarter les délégués des quartiers ou les jeunes des dernières barricades. Il y a 23 commissions, les conseillers, nommés pour deux ans, doivent s'intégrer à chacune d'elles et y remplir leur fonction selon le principe du service communautaire : commissions d'organisation, de liaison et de relations, de presse et d'information, juridique, de sécurité, de finance, d'éducation, de culture, de santé intégrale, des droits de l'homme, des affaires administratives…

Le congrès s'est terminé par le rituel de la prise de fonction des conseillers *(la toma de protesta)*. Alors qu'il devait être confié à Felipe Martínez Soriano, ex-recteur de l'université d'Oaxaca, ancien leader guérillero du Procup (maintenant dissous), proche du FPR, il fut finalement confié au président de la communauté de San Juan Tobaa de la région Soogocho de la Sierra Norte, le Zapo-

NOUS AVIONS noté dans notre compte rendu sur le congrès que les délégués de la Sierra Norte, conséquents avec leurs pratiques communautaires, n'avaient pas désigné leurs représentants au conseil de l'Appo à la fin du congrès, laissant ce soin à l'Assemblée régionale. Cette Assemblée s'est tenue à Guelatao ce dimanche 19 novembre. San Pablo Guelatao est le village natal de Benito Juarez. Nous pouvons visiter sa maison ou plutôt la reconstitution de sa maison natale, modeste cahute d'adobe (brique d'argile durcie au soleil) au sol en terre battue, qui se dresse auprès d'un petit lac aux rives boisées et fleuries. L'endroit est agréable dans les contreforts de la Sierra Norte dite aussi Sierra Juarez, à une heure de route d'Oaxaca.

Il fait froid ce dimanche matin dans la montagne et il brouillasse, heureusement la tradition des Indiens veut que le village qui reçoit offre, avant toute réunion, le petit déjeuner, puis ensuite le déjeuner et parfois le souper, c'est que les gens viennent de loin, certains sont partis à 2 heures ou 3 heures du matin, ce sont des hôtes que l'on respecte, on prend soin d'eux, comme eux prendront soin de nous, et cet accueil attentionné et aimable est propice au développement heureux du débat : un petit verre de mescal pour réchauffer l'esprit, la musique des bandas mixes et zapotèques pour réchauffer le cœur, puis un *caldo de pollo* (bouillon de poule) pour réchauffer l'âme… et nous voilà d'attaque pour participer, comme invités, à l'Assemblée régionale des peuples mixe, zapotèque et chinantèque de la Sierra Juarez.

Les réunions sont toujours très formelles et elles se déroulent entre un début et une fin qui sont clairement marqués par quelques phrases conventionnelles, qui précisent l'heure d'ouverture et l'heure de la conclusion. Toute assemblée digne de ce nom commence par un petit rituel, c'est Juana Vázquez, la linguiste zapotèque que nous connaissons,

institutions gouvernementales. La vie était même plus passionnante et agréable – c'est une ville touristique et les touristes l'ont désertée, ce qui a entraîné une perte des profits de l'industrie touristique et de ses satellites. Mais les marchés étaient approvisionnés, les magasins étaient ouverts, les transports publics fonctionnaient, les restaurants et les cafés étaient ouverts, on y dépensait son argent… Seulement la ville était en alerte, des barricades aux entrées d'Oaxaca obligeaient à de longs détours et parfois, en alerte maximale, l'entrée de la ville était interdite ou très difficile. Les barricades dans les *colonias* et aux endroits stratégiques étaient en général ouvertes la journée, sauf celles protégeant la radio communautaire, le *zócalo*, le siège de l'Assemblée ou des bâtiments publics désaffectés comme le tribunal, le siège du gouvernement, etc. Ces barricades ont été dressées spontanément par les habitants des *colonias* pour se protéger des opérations commandos des escadrons de la mort.

La commission de sécurité a été constituée sur le modèle des *topiles*, (la police communautaire telle qu'elle existe dans le Guerrero ou au Chiapas parmi les zapatistes). Ces derniers ont été désignés, ou plutôt acceptés (la plupart étant volontaires) par l'Assemblée. Les délinquants étaient remis à l'Appo, qui, en général, après leur avoir expliqué la situation, les condamnait à un travail d'intérêt collectif, comme balayer les rues. Quand il s'agit d'un assassin,

qui est chargée d'évoquer les esprits des ancêtres qui nous accompagneront durant les débats et les délibérations. Participent à cette Assemblée les principales autorités (environ 150) de 42 communes indiennes de la Sierra Norte. Elle est chargée de désigner les 24 conseillers qui la représenteront auprès du conseil de l'Assemblée populaire.

Avant de lancer les discussions, l'Assemblée va écouter un certain nombre d'interventions. En tant que membre du conseil, Zenén Bravo fait un bref compte rendu des conclusions auxquelles est parvenu le congrès : les méfaits de l'impérialisme qui se traduit dans la région par le Plan Puebla-Panama, les méfaits du totalitarisme politique qui s'exprime par la non-séparation des pouvoirs, le pouvoir exécutif commandant au législatif et au judiciaire. Il précise ensuite que l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca est l'organe suprême des prises de décisions avec un fonctionnement démocratique communautaire : *« Qu'Oaxaca arrive à avoir dans un futur proche un pouvoir différent, non celui des seigneurs de potence et de coutelas (*señores de horca y cuchillo*) qui nous gouvernent maintenant, mais un modèle inspiré de la communauté indigène, car là se trouve l'embryon de la vraie démocratie. »* […]

Au cours du débat qui suit, plusieurs grands axes vont apparaître. La revendication de l'autonomie communale et, avec elle, le rejet de tous les partis politiques revient souvent sur le tapis. […]

L'idée de constituer formellement une Assemblée régionale des peuples de la Sierra Norte prend corps peu à peu : *« Nous devons une chose à URO (Ulises Ruiz Ortiz), il nous a secoué la tête et il nous a réunis ; pour la première fois nous sommes ensemble, les quatre districts de la Sierra. »* Il s'agit de reconstituer l'unité régionale à partir des assemblées communautaires et en relation avec les associations d'immigrés qui se trouvent aux États-Unis, dans la capitale de l'État ou du pays. Il faut profiter de cette occasion unique, avance donc la constitution formelle de l'Assemblée des peuples mixe, zapotèque et chinantèque de la Sierra Juarez, premier pas, mais un pas très important à mon sens, vers l'unité des peuples indiens de l'État d'Oaxaca, qui comprend, je le rappelle, seize peuples indigènes. Les délégués au conseil seront désormais responsables devant cette Assemblée et devront défendre le droit à la libre détermination et à l'autonomie des peuples, « avec conviction » est-il précisé.

La journée est déjà bien avancée et nous avons sauté le repas de midi, la nuit s'est installée dans la bruine et le froid. Chaque secteur de la montagne se réunit pour nommer ses représentants au conseil *estatal*, en tout 24 conseillers. Après le discours d'investiture, au cours duquel un ancien rappelle le sens de leur charge, l'Assemblée passe à la discussion d'un plan d'actions. Plusieurs propositions sont retenues, dont celle d'une déclaration publique, ce sera la « Déclaration de Guelatao », lue et discutée un peu plus tard dans la soirée. Il n'y est pas seulement question de la destitution d'Ulises Ruiz, de la condamnation des violences et des abus de la police, du rejet des forces militaires, ou du refus des partis politiques ; la déclaration fait aussi allusion à un pacte social et à une profonde transformation de la société à la recherche de ses principes directeurs à travers le dialogue, la libre détermination et l'autonomie. […]

Il fut aussi décidé de fermer les délégations et les diverses administrations gouvernementales qui se trouvent dans la montagne et de s'emparer de la radio de Guelatao, Voz de la Sierra, qui est administrée actuellement par la Commission nationale du développement indigène (CNDI), afin de pouvoir informer les habitants sur la lutte, ou les luttes, en cours. Enfin il fut arrêté de participer à la grande manifestation du 25 novembre qui partira de Santa María Coyotepec, où se trouve le palais du

stratégiques étaient en général ouvertes la journée, sauf celles protégeant la radio communautaire, le *zócalo*, le siège de l'Assemblée ou des bâtiments publics désaffectés comme le tribunal, le siège du gouvernement, etc. Ces barricades ont été dressées spontanément par les habitants des *colonias* pour se protéger des opérations commandos des escadrons de la mort.

La commission de sécurité a été constituée sur le modèle des *topiles*, (la police communautaire telle qu'elle existe dans le Guerrero ou au Chiapas parmi les zapatistes). Ces derniers ont été désignés, ou plutôt acceptés (la plupart étant volontaires) par l'Assemblée. Les délinquants étaient remis à l'Appo, qui, en général, après leur avoir expliqué la situation, les condamnait à un travail d'intérêt collectif, comme balayer les rues. Quand il s'agit d'un assassin, d'un paramilitaire ou d'un franc-tireur, l'Assemblée le remet à la justice fédérale.



L'Appo s'est trouvée face à une union sacrée de l'ensemble des forces politiques capitalistes. Derrière ces objectifs du premier plan se sont dessinés d'autres objectifs plus généraux et plus pratiques à travers une réflexion sur un nouveau pacte social, à laquelle a été conviée la société d'Oaxaca (par l'Assemblée). Ce travail de réflexion et de proposition a commencé le 10 octobre et s'est prolongé par le moyen de tables de discussion

blée populaire des peuples d'Oaxaca est l'organe suprême des prises de décisions avec un fonctionnement démocratique communautaire : *« Qu'Oaxaca arrive à avoir dans un futur proche un pouvoir différent, non celui des seigneurs de potence et de coutelas (*señores de horca y cuchillo*) qui nous gouvernent maintenant, mais un modèle inspiré de la communauté indigène, car là se trouve l'embryon de la vraie démocratie. »* […]

Au cours du débat qui suit, plusieurs grands axes vont apparaître. La revendication de l'autonomie communale et, avec elle, le rejet de tous les partis politiques revient souvent sur le tapis. […]

L'idée de constituer formellement une Assemblée régionale des peuples de la Sierra Norte prend corps peu à peu : *« Nous devons une chose à URO (Ulises Ruiz Ortiz), il nous a secoué la tête et il nous a réunis ; pour la première fois nous sommes ensemble, les quatre districts de la Sierra. »* Il s'agit de reconstituer l'unité régionale à partir des assemblées communautaires et en relation avec les associations d'immigrés qui se trouvent aux États-Unis, dans la capitale de l'État ou du pays. Il faut profiter de cette occasion unique, avance Joel Aquino, et si certaines autorités municipales refusent par opportunisme de participer, il est toujours possible de créer des associations (comité de parents d'élèves, association culturelle) qui pourront nommer des délégués à cette Assemblée des peuples de la Sierra Norte : *« C'est une occasion unique que nous ne pouvons pas laisser passer parce qu'elle ne se représentera pas avant dix ou vingt ans. C'est vrai, nous ne sommes pas tous là, mais à mesure que nous avancerons, d'autres s'uniront à nous. Il n'y aura pas un pauvre qui refusera de participer à la lutte des pauvres. »*

Précisons que la Sierra Juarez comprend quatre districts, Ixtlán, Villa Alta, Mixe et Choapas, qui furent historiquement terres des grands caciques priistes – mais le PRI a perdu graduellement le pouvoir dans les communautés pour ne plus contrôler que 10 % des municipalités. Le grand moment de cette journée fut d'un plan d'actions. Plusieurs propositions sont retenues, dont celle d'une déclaration publique, ce sera la « Déclaration de Guelatao », lue et discutée un peu plus tard dans la soirée. Il n'y est pas seulement question de la destitution d'Ulises Ruiz, de la condamnation des violences et des abus de la police, du rejet des forces militaires, ou du refus des partis politiques ; la déclaration fait aussi allusion à un pacte social et à une profonde transformation de la société à la recherche de ses principes directeurs à travers le dialogue, la libre détermination et l'autonomie. […]

Il fut aussi décidé de fermer les délégations et les diverses administrations gouvernementales qui se trouvent dans la montagne et de s'emparer de la radio de Guelatao, Voz de la Sierra, qui est administrée actuellement par la Commission nationale du développement indigène (CNDI), afin de pouvoir informer les habitants sur la lutte, ou les luttes, en cours. Enfin il fut arrêté de participer à la grande manifestation du 25 novembre qui partira de Santa María Coyotepec, où se trouve le palais du gouvernement, pour le *zócalo*, mais avec les fanfares municipales et avec la présence des autorités avec leurs bâtons de commandement.

Avec la participation des peuples indiens de la Sierra, l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca passe dans une autre dimension du temps ; et la patience, le temps indien, prend le pas sur l'urgence et l'impatience « révolutionnaire » du monde occidental. C'est une partie d'échec, où les coups et les avancées sont mûrement réfléchis en fonction d'une stratégie à long terme, mais où il s'agit aussi de saisir l'occasion quand celle-ci se présente. Le 28 et le 29 novembre se tiendra dans la ville le forum des peuples indigènes d'Oaxaca.



Oaxaca, le 26 novembre 2006

NOUS SOMMES le samedi matin et nous nous préparons à aller à la manifestation. Le point de départ, Santa María Coyotepec, se trouve à plus de quinze kilomètres de la ville, cela en fait hésiter plus d'un et plus d'une autour de moi. Quinze kilomètres à pied sous le soleil de Satan, il y a de quoi hésiter en effet. Le tyranneau a pris soin de construire le nouveau et luxueux palais du gouvernement loin de la ville et de ses turbulences. De même, Calderón, le futur président du Mexique, va prendre possession du pouvoir, à San Lázaro, derrière des murailles d'acier élevées tout autour du bâtiment législatif et dans un quartier encerclé depuis plusieurs jours par les policiers et les militaires ; ce sont les images les plus délirantes et tordues de la science-fiction qui deviennent réalité. La manifestation doit se terminer par un encerclement effectif des forces d'occupation qui se trouvent sur le *zócalo* depuis 48 heures.

Nous sommes allés voir les jeunes qui tiennent la barricade de Cinco Señores. *El Cholo* et *el Conejo* ainsi qu'un troisième barricadier ont été fait prisonniers par un commando de la police ministérielle soutenue par la police fédérale préventive, ils ont été salement tabassés et torturés avant de se retrouver derrière les barreaux sous des inculpations grotesques, comme tentative d'homicide, mais qui peuvent leur coûter cher. Les gens de la barricade avaient retiré, sous la pression semble-t-il du conseil, certains véhicules pour « libérer le passage », ils ont libéré le passage au commando, finalement. Cela sent la provocation à plein nez. Deux réunions ont eu lieu avec les représentants des *colonias* pour parler de la manifestation et de l'idée de l'encerclement des forces militaires. L'intervention de celle qui est la porte-parole du conseil de la barricade de Cinco Señores a été très intéressante : *« Il faut être clair sur les buts… Chacun, que ce soit l'État ou l'Appo, fait valoir sa scénographie, la mise en spec-*mandants de la police fédérale préventive. Ils veulent chasser les flics du *zócalo*, or l'Appo a perdu une bonne opportunité de le faire, le 2 novembre, quand les porcs ont dû battre en retraite après la bataille de l'université. Ce souhait est-il réalisable ou non ? S'il est réalisable, donnons-nous les moyens de le réaliser, s'il ne l'est pas, à quoi riment la manifestation et cette idée d'encerclement ? Deux réunions ont été nécessaires pour ne pas répondre à cette question.

Je reprends cette chronique ce dimanche matin avec des sentiments mêlés et contradictoires dus au relâchement après les moments intenses de cette nuit insurrectionnelle. Tôt ce matin, des équipes de balayeurs tentaient d'effacer toute trace de l'émeute de la veille, des peintres recouvraient avec de la peinture blanche les slogans, des camions-bennes enlevaient les restes des barricades, en vain. Comment gommer les décombres des six immeubles – dont le Tribunal supérieur de justice, la Chambre des hôtels et motels, le ministère des Relations extérieures – qui ont été incendiés ? Des flics en civil rôdent, mêlés aux bourgeois, dans les rues autour du *zócalo* et des patrouilles, composées de quatre à cinq camionnettes remplies jusqu'à la gueule de flics en tenue anti-émeute, tournent les unes derrière les autres dans les rues adjacentes. Beaucoup de gens ont été appréhendés, on parle d'une centaine de disparus, d'autres ont pu trouver refuge, ce fut notre cas, dans des maisons amies. Ce ne fut pas une émeute, ce fut le premier pas d'une insurrection. À la jubilation de voir dans la nuit Oaxaca en flammes, se mêle le goût amer des massacres et assassinats perpétrés par les forces de l'ordre.

Nous avons rejoint la marche à mi-parcours, beaucoup de monde mais moins de monde que lors de la grande marche du dimanche 5 novembre, moins de slogans, absence des peuples indiens de la Sierra, qui devaient venir, des participants plus tendus, aussi. La rumeur avait couru qu'il allait y avoir des affrontements, que des snipers embusqués tireraient sur la foule, ou que des commandos de paramilitaires interviendraient. C'est Ulises Ruiz qui était à l'origine de ces rumeurs en laissant entendre qu'il ne contrôlait pas la situation (comme s'il l'avait contrôlée un jour !), cela signifiait en fait qu'il laissait carte blanche à ses tueurs. La marche sous le soleil de midi s'est déroulée sans incidents. À 3 h30, nous étions au centre-ville et les gens ont envahi les rues qui mènent au *zócalo*, foule bigarrée, assez silencieuse, fatiguée aussi par cette longue marche. Temps d'orage, mais nous ne savions pas si l'orage allait éclater ou non. Une longue file s'est formée où l'on distribuait de la nourriture, riz et haricots noirs, et puis rien, quelques groupes descendaient bien les rues pour aller défier la police fédérale préventive, mais sans trop de conviction, celle-ci était bien protégée derrière des murailles d'acier, le *zócalo* était devenu une place forte, à mon sens, imprenable.

Et puis comme un premier éclair, des gamins qui descendent la rue en courant avec un caddie rempli de caillasses, des femmes sur le parvis de l'église les encouragent à grands cris tout en leur demandant de ne pas céder à la provocation. Des pierres partent dans tous les sens, des fusées zigzaguent et éclatent, les cloches de l'église se mettent à sonner le tocsin, on arrache des palissades pour former des barricades, on monte sur la terrasse du bâtiment en construction, des brigades de secours se forment avec Coca, eau et vinaigre, des masques de Tampax imbibés de vinaigre sont proposés aux combattants, les rues se remplissent de tonnerre et de fumée : l'orage. Il est 4 heures de l'après-midi, l'offensive, on se jette à corps perdu contre la place forte en espérant la faire fléchir. Le parvis de Santo Domingo est devenu une carrière à fabriquer du caillou, tous s'activent.

La horde sauvage, la horde de la dignité, face à l'armée de l'Ordre, retran-

des forces d'occupation qui se trouvent sur le *zócalo* depuis 48 heures.

Nous sommes allés voir les jeunes qui tiennent la barricade de Cinco Señores. *El Cholo* et *el Conejo* ainsi qu'un troisième barricadier ont été fait prisonniers par un commando de la police ministérielle soutenue par la police fédérale préventive, ils ont été salement tabassés et torturés avant de se retrouver derrière les barreaux sous des inculpations grotesques, comme tentative d'homicide, mais qui peuvent leur coûter cher. Les gens de la barricade avaient retiré, sous la pression semble-t-il du conseil, certains véhicules pour « libérer le passage », ils ont libéré le passage au commando, finalement. Cela sent la provocation à plein nez. Deux réunions ont eu lieu avec les représentants des *colonias* pour parler de la manifestation et de l'idée de l'encerclement des forces militaires. L'intervention de celle qui est la porte-parole du conseil de la barricade de Cinco Señores a été très intéressante : *« Il faut être clair sur les buts… Chacun, que ce soit l'État ou l'Appo, fait valoir sa scénographie, la mise en spectacle de la confrontation, par exemple, ou du dialogue. Par contre, l'intention reste confuse et floue, on ne poursuit pas un objectif précis et immédiat ou, du moins, explicite, on se contente d'une mise en scène. »*

Notre première inquiétude au sujet de l'isolement de la barricade de Cinco Señores s'est dissipée au vu de ces réunions, les gens venus des barricades comme Brenamiel, Calicanto, et des *colonias* se sont reconnus sur des points de vue très proches. Les « dirigeants », du moins ceux qui aimeraient bien être reconnus comme dirigeants, craignent la réaction des quartiers et des barricades, c'est un monde qu'ils ne peuvent contrôler. Dialogue de sourds ? Quoi qu'il en soit, il y a là comme un hiatus qui affaiblit le mouvement. Les habitants des *colonias*, par exemple, ne veulent pas entendre parler de dialogue ou de négociation avec le gouvernement central ni avec les compromis… vain. Comment gommer les décombres des six immeubles – dont le Tribunal supérieur de justice, la Chambre des hôtels et motels, le ministère des Relations extérieures – qui ont été incendiés ? Des flics en civil rôdent, mêlés aux bourgeois, dans les rues autour du *zócalo* et des patrouilles, composées de quatre à cinq camionnettes remplies jusqu'à la gueule de flics en tenue anti-émeute, tournent les unes derrière les autres dans les rues adjacentes. Beaucoup de gens ont été appréhendés, on parle d'une centaine de disparus, d'autres ont pu trouver refuge, ce fut notre cas, dans des maisons amies. Ce ne fut pas une émeute, ce fut le premier pas d'une insurrection. À la jubilation de voir dans la nuit Oaxaca en flammes, se mêle le goût amer des massacres et assassinats perpétrés par les forces de l'ordre.

Nous avons rejoint la marche à mi-parcours, beaucoup de monde mais moins de monde que lors de la grande marche du dimanche 5 novembre, moins de slogans, absence des peuples indiens de la Sierra, qui devaient venir, des participants plus tendus, aussi. La rumeur



celle-ci était bien protégée derrière des murailles d'acier, le *zócalo* était devenu une place forte, à mon sens, imprenable.

Et puis comme un premier éclair, des gamins qui descendent la rue en courant avec un caddie rempli de caillasses, des femmes sur le parvis de l'église les encouragent à grands cris tout en leur demandant de ne pas céder à la provocation. Des pierres partent dans tous les sens, des fusées zigzaguent et éclatent, les cloches de l'église se mettent à sonner le tocsin, on arrache des palissades pour former des barricades, on monte sur la terrasse du bâtiment en construction, des brigades de secours se forment avec Coca, eau et vinaigre, des masques de Tampax imbibés de vinaigre sont proposés aux combattants, les rues se remplissent de tonnerre et de fumée : l'orage. Il est 4 heures de l'après-midi, l'offensive, on se jette à corps perdu contre la place forte en espérant la faire fléchir. Le parvis de Santo Domingo est devenu une carrière à fabriquer du caillou, tous s'activent.

La horde sauvage, la horde de la dignité, face à l'armée de l'Ordre, retranchée, bien protégée et supérieurement armée, ne cédant pas la place… Un espoir, pourtant, dans une rue parallèle : les forces armées, moins bien protégées auraient montré des signes de faiblesse. Nous nous y lançons, défiant les grenades de gaz, nous avons des bus à notre disposition, nous en manœuvrons un et nous avançons derrière ce tank improvisé, en vain, les grenades pleuvent de tous les côtés. Le bus devient alors une barricade derrière laquelle seuls ceux qui ont des masques à gaz peuvent encore résister. Mais l'idée était bonne et nous la renouvelons de l'autre côté, pour le même résultat. C'est alors que se déclenche la contre-attaque, elle nous a surpris et malgré une résistance acharnée, nous nous rendons vite compte que nos positions sont indéfendables : nous nous replions en vitesse vers la place Santo Domingo sous une grêle de grenades lacrymogènes.

et de dialogue, d'assemblées générales et de retour aux tables de discussion, jusqu'au congrès constituant de l'Appo.

La solidarité envers ce mouvement insurrectionnel a été diverse : il y a eu une solidarité proche et quotidienne des familles qui, à 2 heures du matin, vont apporter du café chaud à ceux qui se trouvent derrière les barricades, qui apportent des provisions aux campements, des communes (souvent très pauvres) qui font parvenir de l'argent à l'Assemblée. […]

Il y a eu ensuite une solidarité plus militante du fait de certaines organisations syndicales, politiques et sociales qui s'est exprimée au cours du Forum national et international qui a eu lieu à Oaxaca le 14 octobre et au cours duquel diverses propositions de soutien ont été avancées. En fait la solidarité s'est surtout manifestée par l'intermédiaire de petits groupes qui se sont constitués à cette fin et qui offrent un appui logistique et informent le public sur ce qui se passe à Oaxaca.

Dans ce domaine d'une solidarité effective c'est encore le monde indigène, et paysan, (70 % de la population d'Oaxaca est indienne) qui l'apporte par sa détermination à mettre fin à la domination des caciques. […]

Le mouvement insurrectionnel d'Oaxaca a été essentiellement empirique et pragmatique, les idéologies étaient à sa traîne et elles n'ont même pas cherché à le contrôler. Il était quelque peu désarmé face aux militaires, aux nervis et à la redoutable police préventive fédérale (PFP). Sa marge de manœuvre était donc très étroite dans sa confrontation

Un court moment de répit, on repart à l'assaut et puis tout se passe très vite après quatre heures de combat, c'est le soir maintenant. Une des filles est intoxiquée par les gaz, tout le centre-ville est devenu irrespirable, nous la conduisons à un poste de secours improvisé dans la bibliothèque publique du peintre Toledo, nous la laissons à l'intérieur et nous nous replions vers les rues perpendiculaires, des bataillons de choc de la police fédérale avancent derrière leurs tanks, nous avons juste le temps de passer. Nous allons faire un tour du côté des associations humanitaires pour rendre compte de la situation, mais surtout pour respirer.

Nous y restons peu de temps, il faut récupérer la copine, un repli des forces de police nous permet de revenir vers Santo Domingo, la copine n'est plus dans le poste de secours, nous la retrouverons plus tard chez des amis, saine et sauve. Les commandos de la police fédérale entrent à nouveau en action derrière leurs tanks, ils cherchent à prendre en tenaille les irréductibles qui se sont regroupés un peu plus bas, nous marchons vite, une porte amie s'ouvre, à quelques secondes près nous étions pris et matraqués. Impuissants nous assistons à une scène terrible, le croisement est noir de flics, les irréductibles ont pu s'échapper mais l'un d'eux est resté prisonnier du camion qu'il conduisait, je pense qu'il avait déjà été atteint et blessé, à la merci de la meute, qui balance des grenades lacrymogènes dans la cabine… (C'était le vrai conducteur du camion, je viens d'apprendre qu'il a réussi à s'échapper au dernier moment, bien que blessé, avec l'aide des jeunes, par quel miracle ? Les chiens ont rempli de gaz une cabine vide. Ouf !)

La ville brûle, tout autour rôdent les camions de la PFP à la recherche des derniers Mohicans, beaucoup vont pouvoir se cacher dans des maisons hospitalières, rôdent aussi les tueurs à gage d'Ulises Ruiz, nous entendons des coups de vent d'un mouvement insurrectionnel venu des profondeurs de l'État d'Oaxaca. Les communautés indiennes de la Sierra Norte n'y ont pas participé, ils se doutaient bien de ce qui allait se passer, ils ne voulaient pas affaiblir leur force dans une escarmouche.



Oaxaca, le 1er décembre 2006

OAXACA est une ville occupée par la soldatesque, vous n'ignorez pas ce que cela signifie : perquisitions sur délation, la radio dite « citoyenne », ou plutôt radio de la Haine, la seule désormais qui occupe les ondes, comme les forces armées occupent la ville, demande à la population de dénoncer son voisin et appelle à mettre le feu aux maisons qui hébergeraient des membres connus de l'Appo.

Arrestations arbitraires – seule la jeunesse dorée peut se déplacer sans crainte, les jeunes des quartiers populaires doivent prendre mille précautions pour aller d'un point à l'autre de la ville, mieux vaut ne pas être indien ou pauvre. Des maîtres et maîtresses d'école sont arrêtées avec la plus grande brutalité devant leurs élèves (je viens d'apprendre que la PFP a pénétré dans une école en lançant des grenades de gaz, ils étaient à la recherche d'un instit), sans qu'il y ait de réactions de la part du syndicat enseignant, du moins jusqu'à présent – une manière pour la direction de se débarrasser de ses opposants ?

Déportation des prisonniers et prisonnières, à qui est refusé tout droit de visite (de la famille, des avocats ou des humanitaires), dans des prisons de haute et moyenne sécurité du Nord sous le prétexte d'une extrême dangerosité… En quoi une jeune institutrice indienne enseignant dans un village de la montagne peut-elle être d'une extrême dangerosité ? Elle n'est pas la seule, elles

Forum national et international qui a eu lieu à Oaxaca le 14 octobre et au cours duquel diverses propositions de soutien ont été avancées. En fait la solidarité s'est surtout manifestée par l'intermédiaire de petits groupes qui se sont constitués à cette fin et qui offrent un appui logistique et informent le public sur ce qui se passe à Oaxaca.

Dans ce domaine d'une solidarité effective c'est encore le monde indigène, et paysan, (70 % de la population d'Oaxaca est indienne) qui l'apporte par sa détermination à mettre fin à la domination des caciques. […]

Le mouvement insurrectionnel d'Oaxaca a été essentiellement empirique et pragmatique, les idéologies étaient à sa traîne et elles n'ont même pas cherché à le contrôler. Il était quelque peu désarmé face aux militaires, aux nervis et à la redoutable police préventive fédérale (PFP). Sa marge de manœuvre était donc très étroite dans sa confrontation avec un gouvernement qui a la haine des pauvres pour programme et s'est montré disposé à toutes les atrocités pour rétablir « l'État de droit ».

G. L.



poste de secours, nous la retrouverons plus tard chez des amis, saine et sauve. Les commandos de la police fédérale entrent à nouveau en action derrière leurs tanks, ils cherchent à prendre en tenaille les irréductibles qui se sont regroupés un peu plus bas, nous marchons vite, une porte amie s'ouvre, à quelques secondes près nous étions pris et matraqués. Impuissants nous assistons à une scène terrible, le croisement est noir de flics, les irréductibles ont pu s'échapper mais l'un d'eux est resté prisonnier du camion qu'il conduisait, je pense qu'il avait déjà été atteint et blessé, à la merci de la meute, qui balance des grenades lacrymogènes dans la cabine… (C'était le vrai conducteur du camion, je viens d'apprendre qu'il a réussi à s'échapper au dernier moment, bien que blessé, avec l'aide des jeunes, par quel miracle ? Les chiens ont rempli de gaz une cabine vide. Ouf !)

La ville brûle, tout autour rôdent les camions de la PFP à la recherche des derniers Mohicans, beaucoup vont pouvoir se cacher dans des maisons hospitalières, rôdent aussi les tueurs à gage d'Ulises Ruiz, nous entendons des coups de feu, la radio signale qu'ils auraient tiré du côté de la barricade de Cinco Señores et qu'il y aurait des morts. Un commando vêtu de noir, armé jusqu'aux dents, se trouve dans les jardins de l'hôpital. Sept personnes en civil, armées de revolvers, sont entrées dans les urgences et ont menacés les personnes présentes. Le bilan est tragique, on parle de quatre morts, le nombre de blessé est incalculable, 149 détenus et 41 disparus. Ulises Ruiz et l'État fédéral entendent profiter de la situation pour perquisitionner les habitations, arrêter les leaders de l'Appo, et occuper militairement tout le centre touristique et pas seulement le *zócalo* ; leurs prochains objectifs seront la cité universitaire et la barricade de Cinco Señores.

Ils n'arrêteront pas le mouvement, qui, selon mon sentiment, va se reconstituer rapidement, c'est un simple coup feu aux maisons qui hébergeraient des membres connus de l'Appo.

Arrestations arbitraires – seule la jeunesse dorée peut se déplacer sans crainte, les jeunes des quartiers populaires doivent prendre mille précautions pour aller d'un point à l'autre de la ville, mieux vaut ne pas être indien ou pauvre. Des maîtres et maîtresses d'école sont arrêtées avec la plus grande brutalité devant leurs élèves (je viens d'apprendre que la PFP a pénétré dans une école en lançant des grenades de gaz, ils étaient à la recherche d'un instit), sans qu'il y ait de réactions de la part du syndicat enseignant, du moins jusqu'à présent – une manière pour la direction de se débarrasser de ses opposants ?

Déportation des prisonniers et prisonnières, à qui est refusé tout droit de visite (de la famille, des avocats ou des humanitaires), dans des prisons de haute et moyenne sécurité du Nord sous le prétexte d'une extrême dangerosité… En quoi une jeune institutrice indienne enseignant dans un village de la montagne peut-elle être d'une extrême dangerosité ? Elle n'est pas la seule, elles sont huit dans son cas avec des familles entières, père, mère et enfants… la dangerosité d'être indiens ?

Rondes continuelles dans toute la ville de camionnettes pleines de gardes mobiles de la PFP, fortement armés, suivies ou devancées par les pick-up des paramilitaires (police de l'État en civil) – certains ont grossièrement dessiné sur leur tee-shirt une croix gammée… Tabassage systématique, torture, violence sexuelle et, sans doute, assassinats – avec l'ordre de ramasser les corps de façon à ne pas laisser de preuves…

La Loi et l'Ordre sont de retour dans notre bonne ville d'Oaxaca. Le petit tyran tente de s'imposer par la terreur, il est le seul à avoir peur, les gens ne sont pas terrorisés, inutile de chercher un affrontement si inégal, on prend des précautions pour ne pas être arrêté, on se planque et on attend que passe l'ouragan.

Cette débauche de violence a été orchestrée et planifiée de longue date dans les sphères du pouvoir. C'est le moment où toute la presse et les médias portent leur attention sur les clowns de la Chambre des députés, qui se battent pour occuper la tribune, où Felipe Calderón dit Fecal doit faire son discours d'investiture comme président illégitime de la République. La manifestation du 25 novembre fut une aubaine : on provoque les jeunes les plus déterminés en arrêtant, tabassant et torturant trois des leurs ; des terrasses proches du *zócalo*, on leur balance des pierres et cela suffit pour réveiller une colère retenue et légitime et déclencher une confrontation à laquelle adhèrent non seulement les jeunes, mais l'ensemble des participants à cette manifestation.

La bataille a été intense et a duré plus de quatre heures, ce n'est que sous une pluie de grenades lacrymogènes que des commandos de la PFP ont pu avancer derrière leurs tanks et prendre en tenaille les combattants, tabasser et arrêter ceux qui leur tombaient sous la main, se retirer pour répéter ainsi l'opération plusieurs fois jusqu'à être maîtres du champ de bataille, en l'occurrence de la place Santo Domingo. Pendant ce temps, la police de l'État en civil, à laquelle s'étaient joints des membres du PRI occupait les jardins publics, les hôpitaux, la faculté de médecine (beaucoup d'étudiants en médecine avaient formé des groupes de secouristes durant les affrontements), la gare routière, le fortin, où pouvaient se réfugier les blessés et les fugitifs, ils étaient armés et ont fait feu plusieurs fois, ils ont fait le sale boulot en collaboration avec les gardes mobiles qui patrouillaient tout autour du centre. L'objectif de l'État est clair : arrêter le plus de monde possible, porter un coup fatal à l'Assemblée, châtier la population rebelle et la tenir sous la menace du fouet et de la geôle.

Pendant que j'écris ces lignes, me parviennent les mauvaises nouvelles des arrestations, des disparitions, ou la bonne



Depuis la tenue de son congrès, l'Assemblée des peuples, malgré ses failles, a désormais des assises solides dans la société. Il ne s'agit pas pour elle de prendre le palais du gouvernement mais de se construire et de se développer comme un nouveau mode d'organisation sociale. Plus de 300 participants au forum des peuples indigènes d'Oaxaca ont bravé Ulises Ruiz, ses sbires et l'odeur pestilentielle qui règne sur la ville depuis son retour, afin de se réunir, en présence des conseillers de l'Appo recherchés par la police, pour deux journées de réflexion et de débats, les 28 et 29 novembre.

Dans ces moments de persécution, de tragédies et de souffrances, dans ces heures cruciales de la lutte des peuples, cette rencontre prenait tout son sens, celui d'une résistance invincible puisant sa détermination non plus dans le passé mais dans le futur : *« Nous, les Indiens, avançons lentement parce que nous allons loin. »* Ces quelques mots dits par une autorité municipale lors de la cérémonie d'ouverture résumaient tout l'esprit du mouvement social apparu il y a peu au grand jour à Oaxaca et connu sous le nom de Commune libre d'Oaxaca.

Cette réunion fut un défi au déchaînement de la barbarie, au vent mauvais qui souffle sur la ville, à la guerre menée contre l'humanité. Elle marque une nouvelle étape de l'Assemblée : la participation des communautés indigènes, avec

cer son champ d'action à toute la société mexicaine. Cela ne se fera pas du jour au lendemain, les obstacles à cette émancipation, à cette reconquête de soi, sont nombreux et ils ne sont pas seulement extérieurs à l'Appo : partis politiques, syndicats, organisations civiles viennent en quelque sorte s'intercaler entre la source et son devenir. Ces éléments jouent un rôle important par leur capacité d'organisation et de convocation, leur aptitude et leur disposition à mobiliser la population des quartiers ou des villages. Ils devront pourtant s'effacer peu à peu devant l'initiative des assemblées de base, s'ouvrir à ces initiatives, en auront-ils la disposition ? Jusqu'à présent ils ont comblé un vide, mais en même temps qu'ils le comblent ne le créent-ils pas ?

Les autorités municipales, les organisations communautaires et régionales des peuples zapotèque, mixtèque, chinantèque, chatino, mazatèque, mixe, ikoot, cuicatèque, chontal, zoque, triqui, amuzgo, chochotelque et tacuate ont participé à ce forum.

Nous nous sommes partagés autour de quatre tables de réflexion : la libre détermination et l'autonomie ; la terre, le territoire et les ressources ; l'éducation et la communication indigène interculturelle ; la violation des droits de l'homme. Les communautés indiennes connaissent et vivent des agressions continuelles qui s'exercent en général sous le couvert des lois libérales : partis politiques au nom de la démocratie, sectes religieuses au nom de la tolérance, qui tentent d'intervenir dans la vie sociale du village et qui sèment le trouble, la division et le rejet.

Depuis la modification de l'article 27 de la Constitution, qui protégeait un tant soit peu les terres communales, tout le territoire, tout l'espace de la communauté, est devenu l'objet des convoitises privées : forêts, eau, biodiversité, centres cérémoniels – et toute la richesse du sous-sol. Les fonctionnaires forcent la main aux habitants par des menaces et par des

commandos de la PFP ont pu avancer derrière leurs tanks et prendre en tenaille les combattants, tabasser et arrêter ceux qui leur tombaient sous la main, se retirer pour répéter ainsi l'opération plusieurs fois jusqu'à être maîtres du champ de bataille, en l'occurrence de la place Santo Domingo. Pendant ce temps, la police de l'État en civil, à laquelle s'étaient joints des membres du PRI occupait les jardins publics, les hôpitaux, la faculté de médecine (beaucoup d'étudiants en médecine avaient formé des groupes de secouristes durant les affrontements), la gare routière, le fortin, où pouvaient se réfugier les blessés et les fugitifs, ils étaient armés et ont fait feu plusieurs fois, ils ont fait le sale boulot en collaboration avec les gardes mobiles qui patrouillaient tout autour du centre. L'objectif de l'État est clair : arrêter le plus de monde possible, porter un coup fatal à l'Assemblée, châtier la population rebelle et la tenir sous la menace du fouet et de la geôle.

Pendant que j'écris ces lignes, me parviennent les mauvaises nouvelles des arrestations, des disparitions, ou la bonne nouvelle de ceux qui ont pu quitter la ville sans dommages, nous nous appelons les uns les autres pour nous tenir au courant en espérant que l'ami que l'on appelle va répondre ou que nous ne serons pas les prochaines victimes. Entre soulagement et tristesse passent les heures.

des peuples indigènes d'Oaxaca ont bravé Ulises Ruiz, ses sbires et l'odeur pestilentielle qui règne sur la ville depuis son retour, afin de se réunir, en présence des conseillers de l'Appo recherchés par la police, pour deux journées de réflexion et de débats, les 28 et 29 novembre.

Dans ces moments de persécution, de tragédies et de souffrances, dans ces heures cruciales de la lutte des peuples, cette rencontre prenait tout son sens, celui d'une résistance invincible puisant sa détermination non plus dans le passé mais dans le futur : *« Nous, les Indiens, avançons lentement parce que nous allons loin. »* Ces quelques mots dits par une autorité municipale lors de la cérémonie d'ouverture résumaient tout l'esprit du mouvement social apparu il y a peu au grand jour à Oaxaca et connu sous le nom de Commune libre d'Oaxaca.

Cette réunion fut un défi au déchaînement de la barbarie, au vent mauvais qui souffle sur la ville, à la guerre menée contre l'humanité. Elle marque une nouvelle étape de l'Assemblée : la participation des communautés indigènes, avec leurs valeurs propres, leur expérience, à la construction d'un monde nouveau. Cette participation des communautés en donnant à l'Assemblée son assise concrète, pratique (une organisation sociale où l'Assemblée joue un rôle central), lui donne du coup son orientation fondamentale : étendre, élargir et renfor-

tèque, chatino, mazatèque, mixe, ikoot, cuicatèque, chontal, zoque, triqui, amuzgo, chochotelque et tacuate ont participé à ce forum.

Nous nous sommes partagés autour de quatre tables de réflexion : la libre détermination et l'autonomie ; la terre, le territoire et les ressources ; l'éducation et la communication indigène interculturelle ; la violation des droits de l'homme. Les communautés indiennes connaissent et vivent des agressions continuelles qui s'exercent en général sous le couvert des lois libérales : partis politiques au nom de la démocratie, sectes religieuses au nom de la tolérance, qui tentent d'intervenir dans la vie sociale du village et qui sèment le trouble, la division et le rejet.

Depuis la modification de l'article 27 de la Constitution, qui protégeait un tant soit peu les terres communales, tout le territoire, tout l'espace de la communauté, est devenu l'objet des convoitises privées : forêts, eau, biodiversité, centres cérémoniels – et toute la richesse du sous-sol. Les fonctionnaires forcent la main aux habitants par des menaces et par des promesses pour qu'ils acceptent la parcellisation et la privatisation des terres et plus généralement de l'ensemble des biens communaux. Une fois la privatisation des terres acquise, arrivent dans le village des banques de prêts qui proposent de l'argent sur la terre, que le paysan, appauvri par la concurrence des produits



Jamais plus un Mexique sans nous

Extrait de la déclaration pour le respect de la libre détermination et la reconstitution des peuples indigènes (Forum des peuples indigène d'Oaxaca 28-29 novembre 2006)



Ce profond et complexe conflit, douloureux comme un accouchement, a permis l'expression pleine et authentique des peuples d'Oaxaca. Il a laissé voir que dans l'État d'Oaxaca, désormais les lois en vigueur, les institutions et les pratiques autoritaires du régime politique ne correspondent pas aux exigences et aux aspirations de la société. En ce sens Oaxaca a changé et ne peut revenir à la situation antérieure. Nous aussi, les peuples indigènes d'Oaxaca, devons l'entendre de cette manière : ce mouvement nous a changés et nous ne pouvons revenir à notre situation antérieure… Nous voulons faire savoir à la société et au gouvernement d'Oaxaca, du Mexique et du monde que l'énorme abus de la force publique mis en pratique ces derniers jours ne nous intimide pas, ni nous paralyse comme nous l'avons montré avec la réalisation de ce forum… Nous sommes sous un état d'exception non déclaré donc illégal. Le fait nous préoccupe et nous amène à agir avec une extrême prudence. Mais cela ne nous arrête pas.



nord-américains, devra hypothéquer. Vieux et antique procédé mis en œuvre et soutenu, cette fois-ci, par toutes les forces de l'État. C'est une guerre pour s'emparer de l'espace, expulser les paysans de leurs terres (trois millions d'immigrés pour le seul État d'Oaxaca), expulser les habitants des villes des rues et des espaces publics, c'est ce qui se passe aussi en France, où les jeunes et, évidemment, les adultes, sont expulsés de leurs rues et même de leurs entrées d'immeubles, pour réserver tout l'espace au commerce et au profit que les grands marchands en tirent.



AUJOURD'HUI, dimanche 10 décembre, les filles se préparent pour se rendre à cette marche, qui doit partir de la statue de Benito Juarez à l'entrée de la ville. C'est la grande rigolade dans ces dernières minutes, consacrées aux essais de déguisements afin d'échapper à l'œil inquisitorial des caméras. Certains accoutrements sont particulièrement réussis et nous nous esclaffons de bon cœur. Ce

ouvraient la marche, on remarquait surtout la présence des leaders du PRD et du Frente amplio progresista ; ce sont eux qui vont se montrer les plus éloquents lors du meeting de clôture qui s'est tenu sur la place de la Danza avec le discours de la *pasionaria* et « sénatrice » Rosario Ibarra de Piedra, qui nous assurait du soutien de Lopez Obrador, lequel s'est autoproclamé président légitime du Mexique.

Une marche bien trop sage face à l'ampleur de la persécution, une façon de dire : « Nous sommes toujours là » – rien de plus… L'éloquence n'était pas de mise, elle a donc été laissée aux politiques. Les filles ont pu rencontrer quelques amis, qui tiennent le coup malgré l'énorme pression qu'ils subissent. Les habitants des quartiers et des *colonias* ne cachent pas leur inquiétude, c'est que la gente armée du PRI a désormais tout le loisir d'organiser la chasse à l'homme, silencieuse, furtive, un coup de feu dans la nuit, une voiture qui démarre sur les chapeaux de roue…

L'une des nôtres a ensuite assisté avec les maîtres indigènes à une réunion au sujet des prisonniers et prisonnières du Cefereso (Centre fédéral de réadaptation

institutions et les pratiques autoritaires du régime politique ne correspondent pas aux exigences et aux aspirations de la société. En ce sens Oaxaca a changé et ne peut revenir à la situation antérieure. Nous aussi, les peuples indigènes d'Oaxaca, devons l'entendre de cette manière : ce mouvement nous a changés et nous ne pouvons revenir à notre situation antérieure… Nous voulons faire savoir à la société et au gouvernement d'Oaxaca, du Mexique et du monde que l'énorme abus de la force publique mis en pratique ces derniers jours ne nous intimide pas, ni nous paralyse comme nous l'avons montré avec la réalisation de ce forum… Nous sommes sous un état d'exception non déclaré donc illégal. Le fait nous préoccupe et nous amène à agir avec une extrême prudence. Mais cela ne nous arrête pas. Notre chemin est tracé et nous allons le suivre à notre manière avec nos temps et nos rythmes. Ce chemin comprend la transformation de toutes les normes et institutions qui, actuellement, régissent notre cohabitation. Nous n'allons pas le faire seuls. Mais nous ne serons plus jamais exclus de la conception et de la mise en œuvre de ces normes et institutions.





Vieux et antique procédé mis en œuvre et soutenu, cette fois-ci, par toutes les forces de l'État. C'est une guerre pour s'emparer de l'espace, expulser les paysans de leurs terres (trois millions d'immigrés pour le seul État d'Oaxaca), expulser les habitants des villes des rues et des espaces publics, c'est ce qui se passe aussi en France, où les jeunes et, évidemment, les adultes, sont expulsés de leurs rues et même de leurs entrées d'immeubles, pour réserver tout l'espace au commerce et au profit que les grands marchands en tirent.



AUJOURD'HUI, dimanche 10 décembre, les filles se préparent pour se rendre à cette marche, qui doit partir de la statue de Benito Juarez à l'entrée de la ville. C'est la grande rigolade dans ces dernières minutes, consacrées aux essais de déguisements afin d'échapper à l'œil inquisitorial des caméras. Certains accoutrements sont particulièrement réussis et nous nous esclaffons de bon cœur. Ce sera l'occasion de retrouver les amis, de renouer avec tous ceux qui ont échappé au piège mortel tendu par le gouvernement, d'armer à nouveau les solidarités nationales et internationales autour de la Commune d'Oaxaca.

Retour de manif : du monde, manifestation imposante mais tout de même moins importante que celle du 25 novembre, plutôt des gens de la ville. *Los valientes*, les Indiens, ne sont pas descendus en nombre de la montagne, mais les Zapotèques, les Triquis, les Mazatèques, les Mixes, les Chinantèques, les Mixtèques étaient bien présents. Les personnes « activement recherchées » ne sont pas venues, les jeunes libertaires particulièrement persécutés ne s'y sont pas risqués, quelques *chavos* [lascars] cependant, faisaient discrètement des bombages sur les murs, mais rien à voir avec les autres manifs… Les familles des prisonniers tout la présence des leaders du PRD et du Frente amplio progresista ; ce sont eux qui vont se montrer les plus éloquents lors du meeting de clôture qui s'est tenu sur la place de la Danza avec le discours de la *pasionaria* et « sénatrice » Rosario Ibarra de Piedra, qui nous assurait du soutien de Lopez Obrador, lequel s'est autoproclamé président légitime du Mexique.

Une marche bien trop sage face à l'ampleur de la persécution, une façon de dire : « Nous sommes toujours là » – rien de plus… L'éloquence n'était pas de mise, elle a donc été laissée aux politiques. Les filles ont pu rencontrer quelques amis, qui tiennent le coup malgré l'énorme pression qu'ils subissent. Les habitants des quartiers et des *colonias* ne cachent pas leur inquiétude, c'est que la gente armée du PRI a désormais tout le loisir d'organiser la chasse à l'homme, silencieuse, furtive, un coup de feu dans la nuit, une voiture qui démarre sur les chapeaux de roue…

L'une des nôtres a ensuite assisté avec les maîtres indigènes à une réunion au sujet des prisonniers et prisonnières du Cefereso (Centre fédéral de réadaptation social) de Nayarit. Celle qui parlait a pu s'entretenir avec 17 des 34 femmes et quelques hommes. Ces femmes ont été frappées au moment de leur détention. Puis, quand elles ont été emmenées dans les prisons d'Oaxaca et au cours de leur transfert en hélicoptère à Nayarit, elles avaient les yeux bandés et ont été menacées d'être violées et jetées dans le vide. Ce ne fut que le mercredi 28, trois jours après leur détention, qu'elles ont su qu'elles se trouvaient à Nayarit – elles n'avaient aucune idée où elles étaient après ce rapt de la part des autorités. Elles sont deux par cellule (les hommes sont trois par box et seront observés toute la journée pendant plus d'un mois avant que l'on décide de leur sort en fonction de leur personnalité) et n'ont pas la possibilité de communiquer avec les autres détenues. Les hommes ont aussi été torturés et se trouvent dans une autre section de la

prison. On sait maintenant que bien des prisonniers et prisonnières appartiennent à la même famille, il y a ici l'épouse, la sœur, la fille ou la cousine, mais ils n'ont aucune possibilité de communiquer entre eux. Ils sont considérés comme des prisonniers de *alta peligrosidad* (de haute dangerosité) et la prison d'El Rincón est, dit-on, parmi les plus dures du Mexique. Les prisonniers se déplacent à l'intérieur de la prison, menottés, la tête baissée, les yeux rivés au sol, ils ne peuvent se parler, même dans leur box. Les femmes comme les hommes ont eu les cheveux coupés, petite humiliation ajoutée à toutes les autres – il faut dire que cette prison est une prison d'hommes et que les femmes ne sont pas censées s'y trouver. Les visites sont strictes dans cet univers kafkaïen : ce ne fut que le 3 décembre que les parents purent voir leurs proches, à condition, évidemment, d'avoir fourni tous les papiers exigés. Pourtant trois hommes jeunes ont été libérés très rapidement, sans autre forme de procès – les incendiaires d'Ulises Ruiz, pris malencontreusement dans les filets ?

Quand les autorités ont décidé de transférer les prisonniers à Nayarit, elles ont parfaitement mesuré les impacts sociaux que cela allait avoir. Les gens, pour se trouver près des leurs et les accompagner durant leur détention, vont abandonner leur travail, immigrer dans le Nord, tenter d'y survivre. Pour leur premier voyage, certains se sont endettés, d'autres ont été aidés par leurs voisins, qui se sont cotisés pour payer le billet de car ; il y a des époux, des épouses, des mères, prêts à tout quitter pour se rapprocher des êtres qui leur sont chers. Les autorités avaient très bien évalué les conséquences de cette déportation, le déchirement qu'elle signifiait pour de nombreuses familles.

Dans leur acharnement à dévaster la vie des gens, elles ont oublié, ces autorités, une répercussion possible de leur mesure infâme : alors qu'elles prétendaient frapper les figures les plus en vue comme Flavio Sosa, et c'est la base la plus déterminée ou la plus radicale qui se construit et se renforce dans une semi-clandestinité. Les partisans de Lopez Obrador, le PRD et toute la gauche molle tentent de récupérer le mouvement social : certains conseillers qui font partie de la direction collective de l'Appo, désormais hors du contrôle de l'Assemblée, font et disent n'importe quoi. Il s'agit de sauter sur l'occasion, le dragon est blessé, sinon à l'agonie, pensent-ils, ils ne voient pas dans leur empressement à vendre la peau du dragon que le dragon est ailleurs, qu'il a mué et qu'il leur a laissé une enveloppe vide. Serait-il devenu zapatiste ?

Dans ma dernière lettre, je vous avais rapporté la réflexion de Carlos Fazio selon laquelle la classe au pouvoir impose à l'État une double manière d'agir : une, publique et soumise aux lois, l'autre, clandestine appliquant une « terreur bénigne » en marge de toute égalité formelle. Nous devons pousser un peu plus loin le raisonnement. Nous avons pu nous rendre compte au cours de tous ces événements que l'État organisait une véritable mise en scène du conflit. Face à un mouvement social qui avait des revendications précises à faire valoir, l'État a répondu par une mise en spectacle d'un affrontement tragique, mise en spectacle qui avait évidemment des conséquences terribles pour les gens (nous en sommes sans doute à plus de 20 morts, tous du côté de l'Appo). L'État traduisait un mouvement social complexe en scènes de violence, en images choc. Le message est clair – tout mouvement social engendre la terreur – et s'adresse à la partie molle et soumise, à la partie décomposée de la société.

L'État joue sur deux tableaux à la fois : d'un côté, il est celui qui organise le spectacle de la violence et à cette fin il doit, d'une façon plus ou moins clandestine, user de moyens terroristes ; de l'autre, il se présente comme celui qui avait au préalable organisé la représentation. Où est le droit ? Il n'y a pas de droit dans cette affaire, ou alors seulement comme justification du terrorisme d'État par la mise en scène d'une paix sociale rompue par les insurgés.

Il faut reconnaître que l'État-Janus a joué sa partition avec un certain brio : la tâche d'organiser le spectacle de la violence par des moyens terroristes est revenue à Ulises Ruiz et à ses hommes de main, en l'occurrence la police de l'État d'Oaxaca, habillée en civil, ce sont eux qui ont constitué les escadrons de la mort, qui ont assassiné en toute impunité et mis le feu à certains bâtiments publics ou autres au cours de l'opération du 25 novembre dite opération *hierro* ; la tâche de mettre un terme à la violence en faisant usage d'une terreur légitime, après la mise en scène du dialogue et du droit, revenait au ministre de l'Intérieur du gouvernement fédéral, avec l'aide de la police fédérale préventive, en uniforme cette fois-ci.

L'État-Janus, emporté par son élan et la facilité avec laquelle il a pu mettre en place sa stratégie, nous a offert, dans une mise en scène grandiose, un dernier spectacle : celui du glaive de la justice impartiale à l'œuvre. À 4 heure de l'après-midi, sous l'œil des caméras de la télévision convoquée pour la circonstance, la Police fédérale préventive sur son trente-et-un, aidée par l'armée (excusez du peu !) a fait une descente dans l'antre des paramilitaires (de la police ministérielle). À cette heure là, il n'y a plus personne, mais elle a pu tout de même mettre la main sur quatre pelés, qu'elle s'est empressée de libérer deux jours plus tard quand les caméras n'étaient plus là … La perquisition, nous dit-on, a duré deux heures, elle a passé au crible les voitures volées dont se servent les paramilitaires pour leur opérations meurtrières, et elle a emporté les quelques armes qu'elle a trouvées sur place pour les analyser.

tous les papiers exigés. Pourtant trois hommes jeunes ont été libérés très rapidement, sans autre forme de procès – les incendiaires d'Ulises Ruiz, pris malencontreusement dans les filets ?

Quand les autorités ont décidé de transférer les prisonniers à Nayarit, elles ont parfaitement mesuré les impacts sociaux que cela allait avoir. Les gens, pour se trouver près des leurs et les accompagner durant leur détention, vont abandonner leur travail, immigrer dans le Nord, tenter d'y survivre. Pour leur premier voyage, certains se sont endettés, d'autres ont été aidés par leurs voisins, qui se sont cotisés pour payer le billet de car ; il y a des époux, des épouses, des mères, prêts à tout quitter pour se rapprocher des êtres qui leur sont chers. Les autorités avaient très bien évalué les conséquences de cette déportation, le déchirement qu'elle signifiait pour de nombreuses familles.

Dans leur acharnement à dévaster la vie des gens, elles ont oublié, ces autorités, une répercussion possible de leur mesure infâme : alors qu'elles prétendaient désarticuler la mobilisation, elles sont en train de l'étendre dans tout le pays. Le gouverneur de Nayarit commence à faire la gueule, c'est que les familles manifestent dans la ville et expliquent aux gens leur situation. Cette décision de transfert est parfaitement arbitraire comme vous pouvez vous en douter, mais Ulises Ruiz, le petit roi soleil d'Oaxaca, a du monde derrière lui via les sectes évangélistes et la CIA – toute la puissante Amérique du nord. Soutenu par la clique de Bush, il reste le satrape des lieux.

Tout ce qu'a tenté l'État a eu jusqu'à présent un effet en retour : quand il a cherché à réprimer la grève des instits le 14 juin, est apparue l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca ; et quand il a essayé d'intimider la population avec les escadrons de la mort, sont apparues les barricades. Il arrête les « dirigeants » les l'autre, clandestine appliquant une « terreur bénigne » en marge de toute égalité formelle. Nous devons pousser un peu plus loin le raisonnement. Nous avons pu nous rendre compte au cours de tous ces événements que l'État organisait une véritable mise en scène du conflit. Face à un mouvement social qui avait des revendications précises à faire valoir, l'État a répondu par une mise en spectacle d'un affrontement tragique, mise en spectacle qui avait évidemment des conséquences terribles pour les gens (nous en sommes sans doute à plus de 20 morts, tous du côté de l'Appo). L'État traduisait un mouvement social complexe en scènes de violence, en images choc. Le message est clair – tout mouvement social engendre la terreur – et s'adresse à la partie molle et soumise, à la partie décomposée de la société.

L'État joue sur deux tableaux à la fois : d'un côté, il est celui qui organise le spectacle de la violence et à cette fin il doit, d'une façon plus ou moins clandestine, user de moyens terroristes ; de l'autre, il se présente comme celui qui met fin à la violence par l'exercice d'une terreur légitime. La terreur de l'État est présentée comme légitime parce qu'elle met fin à une violence sociale, dont l'État du gouvernement fédéral, avec l'aide de la police fédérale préventive, en uniforme cette fois-ci.

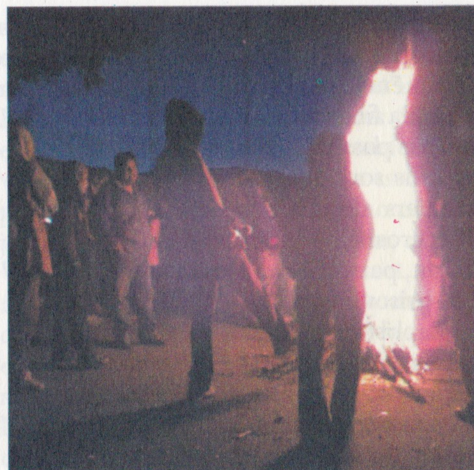
L'État-Janus, emporté par son élan et la facilité avec laquelle il a pu mettre en place sa stratégie, nous a offert, dans une mise en scène grandiose, un dernier spectacle : celui du glaive de la justice impartiale à l'œuvre. À 4 heure de l'après-midi, sous l'œil des caméras de la télévision convoquée pour la circonstance, la Police fédérale préventive sur son trente-et-un, aidée par l'armée (excusez du peu !) a fait une descente dans l'antre des paramilitaires (de la police ministérielle). À cette heure là, il n'y a plus personne, mais elle a pu tout de même mettre la main sur quatre pelés, qu'elle s'est empressée de libérer deux jours plus tard quand les caméras n'étaient plus là … La perquisition, nous dit-on, a duré deux heures, elle a passé au crible les voitures volées dont se servent les paramilitaires pour leur opérations meurtrières, et elle a emporté les quelques armes qu'elle a trouvées sur place pour les analyser.

L'État metteur en scène a peut-être été un peu trop loin cette fois-ci ; en tout cas, à Oaxaca, tout le monde en rit encore.

George Lapierre



12 novembre 2006
une nuit à Cinco Señores



Bien qu'on la connaisse sous le nom de « la barricade Cinco Señores », il s'agit en fait de plusieurs barricades situées sur un même carrefour, à seulement une centaine de mètres du campus universitaire. Elles sont constituées de plusieurs bus mis en travers des avenues qui y convergent. Certains sont couverts de graffitis, d'autres sont complètement brûlés, depuis les combats du jour des Morts. Autour du rond-point se trouve « l'armement » pour la défense : des boîtes et des boîtes de soda, prêtes à être remplies et converties en cocktails Molotov, une table de matériaux pour faire des pétards, des morceaux de métal, des caddies remplis de pierres. Les « *bazuqueros* » exhibent leurs légendaires armes, des tubes de PVC qui leur permettent de lancer les « fusées » (*cohetones*) qu'ils portent sur le dos dans leurs musettes. Cette nuit, plusieurs bus de la caravane de Mexico et quelques personnes, en majorité des jeunes de l'université, sont venus renforcer la défense de cette barricade. Rapidement on leur apprend comment utiliser les pétards et les cocktails Molotov. Incrédules, ils tiennent les bouteilles graisseuses à la main, les regardant avec de grands yeux. Puis viennent les instructions sur ce que l'on doit faire lorsqu'on leur tire dessus avec une arme à feu, comment réagir en cas d'urgence. Il est très clair que, pour ceux qui gardent le rond-point, ce n'est pas un jeu.

L'Appo avait décidé de rendre cette position, en signe d'apaisement. Cependant, les défenseurs de la barricade n'avaient pas été consultées. C'est ici qu'avec des pierres, des fusées et des bouteilles incendiaires, les défenseurs du campus universitaire ont contenu l'attaque de la PFP, obligeant cette dernière à se replier après 7 heures de combats. L'importance de ce site n'est pas seulement stratégique, elle est aussi fortement symbolique – et sa défense a coûté cher. Réunis en assemblée, les participants de cette barricade ont décidé de ne pas l'abandonner.

« Vous savez déjà que cette barricade est la barricade de la mort. » Les visiteurs approuvent de la tête. Les *compañeros* ne blaguent pas. Les sicaires les ont constamment attaqués avec des fusils AK-47 et R-15. Certains de ceux qui défendent Cinco Señores sont des étudiants. Et d'autres sont des enfants des rues. Avant l'incursion de la PFP ils « habitaient » ce croisement. Aujourd'hui ce sont ses plus farouches défenseurs. Ils ont tous participé aux affrontements du 2 juin. Nous sommes en train de parler de la jeunesse d'un des États les plus pauvres du pays, à laquelle se joignent les dépossédés, ceux qui n'ont plus rien à perdre et tout à gagner. Sous leurs

La barricade

« Face à face se trouvent les deux défenses ennemies : la barricade du peuple et la tranchée militaire. La barricade montre au soleil son énorme masse irrégulière et paraît fière de sa difformité. La tranchée militaire fait valoir ses lignes géométriques et sourit de sa rivale contrefaite. Derrière la barricade se tient le peuple insurgé, derrière la tranchée se trouve la milice.

Quelle horrible chose qu'une barricade ! s'exclame la tranchée, aussi horrible que les gens qui se trouvent derrière, on sait bien qu'il y a seulement des gens perdus derrière ce machin encombrant et inutile. Je n'ai jamais vu qu'un truc aussi mal fichu et si ridicule puisse servir à autre chose qu'à protéger d'une mort méritée la canaille. Des gens crasseux, qui sentent mauvais, des bandits, la plèbe turbulente, c'est tout ce que peut protéger une chose si moche. Par contre derrière moi se trouvent les défenseurs de la loi et de l'ordre, les piliers des institutions républicaines, gens disciplinés et corrects, garants de la tranquillité publique, bouclier de la vie et des intérêts des citoyens.

Les barricades ont de l'amour-propre et la barricade dont on parle ne peut faire exception à la règle. Elle sent que ses entrailles de bois, de vêtements, de tessons, d'ustensiles divers, de carcasses, de pierres, tressaillent d'indignation et dans le ton de sa voix il y a la solennité des suprêmes résolutions et la sévérité des déterminations populaires.

N'en dis pas plus, refuge de l'oppression, réduit du crime, tu es en présence du bastion de la liberté ! Moche et contrefaite comme je suis, je suis grande parce que je n'ai pas été fabriquée par des gens à gages,

autre chose qu'à protéger d'une mort méritée la canaille. Des gens crasseux, qui sentent mauvais, des bandits, la plèbe turbulente, c'est tout ce que peut protéger une chose si moche. Par contre derrière moi se trouvent les défenseurs de la loi et de l'ordre, les piliers des institutions républicaines, gens disciplinés et corrects, garants de la tranquillité publique, bouclier de la vie et des intérêts des citoyens.

Les barricades ont de l'amour-propre et la barricade dont on parle ne peut faire exception à la règle. Elle sent que ses entrailles de bois, de vêtements, de tessons, d'ustensiles divers, de carcasses, de pierres, tressaillent d'indignation et dans le ton de sa voix il y a la solennité des suprêmes résolutions et la sévérité des déterminations populaires.

N'en dis pas plus, refuge de l'oppression, réduit du crime, tu es en présence du bastion de la liberté ! Moche et contrefaite comme je suis, je suis grande parce que je n'ai pas été fabriquée par des gens à gages, par des mercenaires au service de la tyrannie. Je suis fille de la désespérance populaire, je suis le produit de l'âme tourmentée des humbles et de mes entrailles naissent la liberté et la justice.

Il y a un moment de silence, la barricade paraît méditer. Elle est difforme et belle tout à la fois. Difforme de par sa constitution, belle par sa signification. Elle est un hymne fort et robuste à la liberté, elle est la protestation formidable de l'opprimé.

Une barricade dans chaque ville au même moment, et la liberté jaillira de mes entrailles, lumineuse, rayonnante comme la respiration d'un volcan ! Obscure comme je suis, j'illumine. Quand le pauvre m'aperçoit, il soupire et dit : Enfin !



Ricardo Flores Magón, *Regeneración*, n° 213, 20 nov.1915

rond-point se trouve « l'armement » pour la défense : des boîtes et des boîtes de soda, prêtes à être remplies et converties en cocktails Molotov, une table de matériaux pour faire des pétards, des morceaux de métal, des caddies remplis de pierres. Les « *bazuqueros* » exhibent leurs légendaires armes, des tubes de PVC qui leur permettent de lancer les « fusées » (*cohetones*) qu'ils portent sur le dos dans leurs musettes. Cette nuit, plusieurs bus de la caravane de Mexico et quelques personnes, en majorité des jeunes de l'université, sont venus renforcer la défense de cette barricade. Rapidement on leur apprend comment utiliser les pétards et les cocktails Molotov. Incrédules, ils tiennent les bouteilles graisseuses à la main, les regardant avec de grands yeux. Puis viennent les instructions sur ce que l'on doit faire lorsqu'on leur tire dessus avec une arme à feu, comment réagir en cas d'urgence. Il est très clair que, pour ceux qui gardent le rond-point, ce n'est pas un jeu.

L'Appo avait décidé de rendre cette position, en signe d'apaisement. Cependant, les défenseurs de la barricade n'avaient pas été consultées. C'est ici qu'avec des pierres, des fusées et des bouteilles incendiaires, les défenseurs du campus universitaire ont contenu l'attaque de la PFP, obligeant cette dernière à se replier après 7 heures de combats. L'importance de ce site n'est pas seulement stratégique, elle est aussi fortement symbolique – et sa défense a coûté cher. Réunis en assemblée, les participants de cette barricade ont décidé de ne pas l'abandonner.

« Vous savez déjà que cette barricade est la barricade de la mort. » Les visiteurs approuvent de la tête. Les *compañeros* ne blaguent pas. Les sicaires les ont constamment attaqués avec des fusils AK-47 et R-15. Certains de ceux qui défendent Cinco Señores sont des étudiants. Et d'autres sont des enfants des rues. Avant l'incursion de la PFP ils « habitaient » ce croisement. Aujourd'hui ce sont ses plus farouches défenseurs. Ils ont tous participé aux affrontements du 2 juin. Nous sommes en train de parler de la jeunesse d'un des États les plus pauvres du pays, à laquelle se joignent les dépossédés, ceux qui n'ont plus rien à perdre et tout à gagner. Sous leurs





masques improvisés, on devine leur jeunesse, certains sont presque des enfants. Toutes les nuits, ils risquent de recevoir une rafale de mitraillette et pourtant ils ne doutent pas lorsqu'ils sortent de la barricade à l'approche d'une voiture suspecte. Ils crient pour que le conducteur s'arrête et éteigne ses phares. S'il n'obtempère pas, une bouteille incendiaire ou une fusée éclairante explose à coté du véhicule en signe d'avertissement.

Au fond de la barricade il y a une cuisine improvisée avec du café et de la nourriture. C'est là qu'officie habituellement la « Doctora », une des voix de Radio Universidad. Mais en ce moment, elle accomplit son premier devoir au poste de secours. Les dernières attaques ont été faites avec des armes de longues portées. Quelles chances aurait ce groupe armé de pétards et de bouteilles contre un groupes de camionnettes remplis de sicaires armés de Kalachnikov ?

Personne ne dort. A la moindre alerte, tout le monde court, les *bazuqueros* devant, derrière eux d'autres avec des cocktails Molotov et des fusées éclairantes, beaucoup de cris : il ne se passe rien, ils reviennent à leurs positions jusqu'à ce qu'il y ait une autre voiture suspecte ou des personnes qui ne s'identifient pas… Et de nouveau le vacarme, une fois puis une autre… C'est ainsi qu'arrive le matin alors que la ville d'Oaxaca commence à se réveiller, si du moins elle a pu dormir.

Les barricades sont devenues un symbole de résistance, de lutte, d'organisation, de camaraderie. C'est pourquoi ils sont nombreux ceux qui ne veulent pas les démanteler, et bien sûr aussi pour des raisons de sécurité. La « caravane de la mort » continue son action impunément, sans que rien ne lui coupe la route. Dans les rues où les barricades ont été retirées, les habitants ont été harcelés et ont été menacés.

Ceux de la barricade

Chant de la Commune d'Oaxaca

**En ce quatorze juin de l'année deux mille six,
Sur la place d'Oaxaca, le monde est à l'envers.
Personne, le matin quand le jour s'est levé
N'aurait imaginé ce qui est arrivé…**

**Les professeurs en grève occupaient la grand-place,
Et le gouverneur félon avait tendu son piège.
Mais avant l'aube, ils ont quitté cette nasse,
Aux cris de rage des flics qui en faisaient le siège.**

Refrain
**Mais d'où sont-ils donc ? Mais d'où sont-ils donc ?
Ils sont de la barricade.
Et d'où sont-ils ? Et d'où, et d'où, et d'où sont-ils ?
Ils sont de la barricade.**

**Alerte dans la rue d'où vient le régiment !
Derrière la barricade s'est dessé le campement.
Aussitôt arrivés, ils ont fui à toutes jambes
Parce qu'ici sur la place nous savons nous défendre,**

**Surgissant de partout avec bâtons et pierres,
Maudissant la flicaille, la vouant à la merde.
Puis vient la contre-attaque par terre et dans les airs,
Nous arrosant de gaz et d'injures policières.**

[au refrain]

**Envole-toi, ma colombe, va raconter partout
Que le sang du maïs arrose la terre sacrée,
Que mensonges et coups ne nous ferons pas taire,
Que la paix doit être juste pour éviter la guerre.**

**Qu'ils s'en aillent, les lâches qui sont sans dignité
Et que restent ceux qui veulent changer de société
Car ici le cœur ne veut plus de leurs saletés
Le peuple veut la justice, le peuple est révolté.**

[au refrain]

**Le gaz n'a pas suffi contre notre bravoure,
Les forces de l'État vite ont dû reculer.
Ceux qui attaquent à l'aube ont été repoussés
Car les gens dans la rue sont sur les barricades.**

[au refrain]

éteigne ses phares. S'il n'obtempère pas, une bouteille incendiaire ou une fusée éclairante explose à coté du véhicule en signe d'avertissement.

Au fond de la barricade il y a une cuisine improvisée avec du café et de la nourriture. C'est là qu'officie habituellement la « Doctora », une des voix de Radio Universidad. Mais en ce moment, elle accomplit son premier devoir au poste de secours. Les dernières attaques ont été faites avec des armes de longues portées. Quelles chances aurait ce groupe armé de pétards et de bouteilles contre un groupes de camionnettes remplis de sicaires armés de Kalachnikov ?

Personne ne dort. A la moindre alerte, tout le monde court, les *bazuqueros* devant, derrière eux d'autres avec des cocktails Molotov et des fusées éclairantes, beaucoup de cris : il ne se passe rien, ils reviennent à leurs positions jusqu'à ce qu'il y ait une autre voiture suspecte ou des personnes qui ne s'identifient pas… Et de nouveau le vacarme, une fois puis une autre… C'est ainsi qu'arrive le matin alors que la ville d'Oaxaca commence à se réveiller, si du moins elle a pu dormir.

Les barricades sont devenues un symbole de résistance, de lutte, d'organisation, de camaraderie. C'est pourquoi ils sont nombreux ceux qui ne veulent pas les démanteler, et bien sûr aussi pour des raisons de sécurité. La « caravane de la mort » continue son action impunément, sans que rien ne lui coupe la route. Dans les rues où les barricades ont été retirées, les habitants ont été harcelés et ont été menacés.

Aussitôt arrivés, ils ont fui à toutes jambes
Parce qu'ici sur la place nous savons nous défendre,

Surgissant de partout avec bâtons et pierres,
Maudissant la flicaille, la vouant à la merde.
Puis vient la contre-attaque par terre et dans les airs,
Nous arrosant de gaz et d'injures policières.

[au refrain]

Envole-toi, ma colombe, va raconter partout
Que le sang du maïs arrose la terre sacrée,
Que mensonges et coups ne nous ferons pas taire,
Que la paix doit être juste pour éviter la guerre.

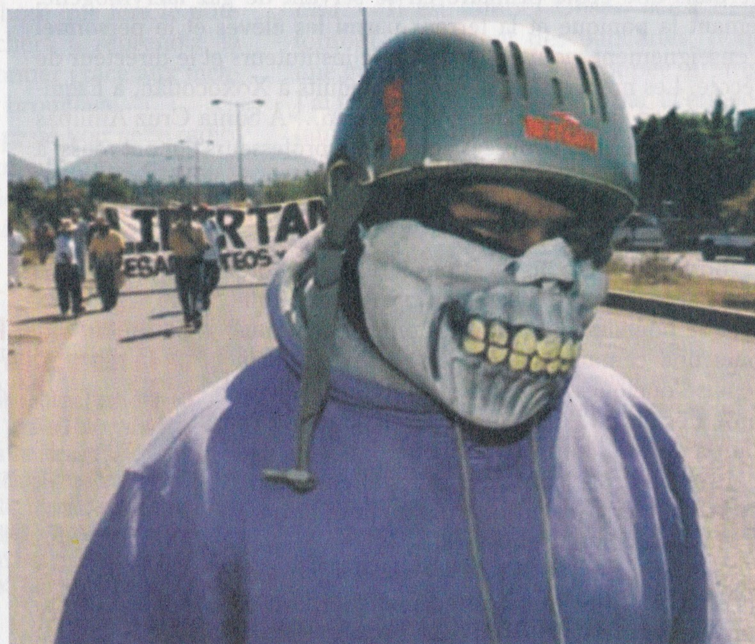
Qu'ils s'en aillent, les lâches qui sont sans dignité
Et que restent ceux qui veulent changer de société
Car ici le cœur ne veut plus de leurs saletés
Le peuple veut la justice, le peuple est révolté.

[au refrain]

Le gaz n'a pas suffi contre notre bravoure,
Les forces de l'État vite ont dû reculer.
Ceux qui attaquent à l'aube ont été repoussés
Car les gens dans la rue sont sur les barricades.

[au refrain]





Le vent mauvais

Depuis l'entrée de la troupe à Oaxaca, décideurs et gouvernants y expérimentent des méthodes répressives, applicables au reste du pays, si besoin… Un habitant nous les décrit.

NOUS VIVONS à Oaxaca un véritable état de siège. Les convois de la PFP tournent en tous sens à travers la ville. Le centre est occupé par les flics qui ont installé un campement au parc du Llano. Depuis samedi, il y a eu plus de 300 arrestations : toutes et tous se sont fait copieusement tabasser, la plupart des raflés ont été sauvagement torturés. Les familles et les avocats n'ont pas accès aux prisonniers, qui ont commencé à être, dès le lundi, transférés vers des prisons de haute sécurité du nord du Mexique.

Depuis la répression de la marche de samedi dernier, nous subissons l'arbitraire et la brutalité de l'État : perquisition de domiciles et arrestations extrajudiciaires. La ville est cernée par des barrages où l'on fouille les véhicules, où l'on retient les gens qui paraissent suspects. Les femmes qui s'aventurent dans le centre-ville subissent les obscénités des forces d'occupation. Quotidiennement, des flics en civil et des groupes de *sicarios* enlèvent en pleine rue, arme au poing, des personnes impliquées dans le mouvement de l'Appo.



Chaque jour le nombre d'arrestations et de disparitions augmente (plus de trois cents détenus et plus de cent disparus). Il semble bien que le gouvernement se soit offert une semaine d'impunité pour faire le ménage dans la ville et en finir une fois pour toutes avec le mouvement de l'Appo avant la prise de fonction de Càlderon.

De son côté, Radio Ciudadana, aux ordres de Ruiz, continue ses appels aux lynchages en donnant les noms et les adresses de certains adhérents de l'Appo, et appelle de la même manière à la délation de ses voisins s'ils sont supposés être sympathisants du mouvement. Des étudiants en médecine ont été enlevés en début de semaine, les ravisseurs n'ont pas hésité à tirer sur la façade de l'université de Médecine pour faire fuir des étudiants qui accouraient pour tenter de délivrer un des leurs.

Depuis maintenant 3 jours, la PFP, en coordination avec des policiers de l'État en civil, pénètre dans les écoles et arrête des profs qui ont participé au mouvement. À Ocotlán la police a péné-

libération des prisonniers et le retrait de la PFP d'Oaxaca, puis, certaines d'entre elles se sont déplacées jusqu'à la lointaine prison de Nayarit où elles ont renforcé un *plantón* (occupation permanente d'un espace public) devant le palais du gouverneur de l'État. Les autorités pénitentiaires refusent toujours aux familles et aux avocats d'avoir accès aux détenus pour éviter un scandale sur les méthodes qu'utilise le gouvernement fédéral pour en finir avec les luttes sociales. Peu à peu nous parviennent des témoignages et nous savons que les détenus ont été cruellement torturés : plusieurs d'entre eux ont eu les doigts brisés, d'autres encore ont subis des violences sexuelles, ou ont été menacés d'être tués, de disparaître sans laisser de traces… En totale violation des traités internationaux qu'a signés le Mexique, les autorités pénitentiaires de Nayarit refusent les soins aux détenus blessés (certains sont dans un état grave et ont besoin d'assistance médicale).

Parmi les 141 détenus qui ont été déportés jusqu'à Nayarit se trouvent trois mineurs qui y ont été incarcérés en infraction avec les lois qui les protègent, de même que les 34 femmes détenues dans cet établissement exclusivement masculin. Bref, les autorités se contrefoutent des lois et des règlements qu'elles ont elles-mêmes conçus. Les trois juges du Centre Fédéral de Réadaptation Social de Nayarit ont fixé des cautions jusqu'à 4 millions de pesos pour la libération des prisonniers qui ont été accusés, sans investigation sérieuse sur leur culpabilité, de sédition, d'association de malfaiteurs, incendie, etc. Des charges qui peuvent entraîner jusqu'à 20 ans de prison…

Si on te frappe, tend l'autre joue… En début de semaine, à l'initiative de l'artiste bien connu Francisco Toledo, des écrivains, des intellectuels, des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme, des avocats et des représentants de l'Église catholique ont créé le Comité de Libération 25-Novembre, lequel se propose d'aider à la libération des prisonniers qui n'auraient pas commis d'acte de vandalisme, et qui n'auraient

Depuis la répression de la marche de samedi dernier, nous subissons l'arbitraire et la brutalité de l'État : perquisition de domiciles et arrestations extrajudiciaires. La ville est cernée par des barrages où l'on fouille les véhicules, où l'on retient les gens qui paraissent suspects. Les femmes qui s'aventurent dans le centre-ville subissent les obscénités des forces d'occupation. Quotidiennement, des flics en civil et des groupes de *sicarios* enlèvent en pleine rue, arme au poing, des personnes impliquées dans le mouvement de l'Appo.



Chaque jour le nombre d'arrestations et de disparitions augmente (plus de trois cents détenus et plus de cent disparus). Il semble bien que le gouvernement se soit offert une semaine d'impunité pour faire le ménage dans la ville et en finir une fois pour toutes avec le mouvement de l'Appo avant la prise de fonction de Càlderon.

De son côté, Radio Ciudadana, aux ordres de Ruiz, continue ses appels aux lynchages en donnant les noms et les adresses de certains adhérents de l'Appo, et appelle de la même manière à la délation de ses voisins s'ils sont supposés être sympathisants du mouvement. Des étudiants en médecine ont été enlevés en début de semaine, les ravisseurs n'ont pas hésité à tirer sur la façade de l'université de Médecine pour faire fuir des étudiants qui accouraient pour tenter de délivrer un des leurs.

Depuis maintenant 3 jours, la PFP, en coordination avec des policiers de l'État en civil, pénètre dans les écoles et arrête des profs qui ont participé au mouvement. À Ocotlàn la police a pénétré dans une école primaire en se servant de gaz lacrymogène, semant la panique et la terreur parmi les élèves et le personnel d'enseignement, pour enlever quatre instituteurs et le directeur de l'école. Les mêmes faits se sont reproduits à Xoxocotlàn, à Esquipulas, à San Javier, à Etla, à Miahuatlàn… À Santa Cruz Amilpas les familles se sont opposées au rapt des professeurs qui ont réussi à s'enfuir. Hier, les responsables de la mort du journaliste Bradley Will : deux policiers municipaux, ont été remis en liberté pour erreur de procédure…

Bon, voilà où nous en étions le 1er décembre à Oaxaca. Depuis la chasse au prof et aux militants se poursuit. Les autorités recherchent toujours une centaine d'étrangers et en ont déjà expulsé quelques-uns… Après l'incursion violente des flics à l'école primaire de San Isidro Zautla dans la commune de Soledad Etla, des maîtres d'école ont été appréhendés. À Oaxaca, là encore, trois profs de la région de la Mazateca ont été capturés…

Les familles des détenus se sont organisées en comité et ont manifesté dimanche dernier dans le centre-ville d'Oaxaca pour exiger la les détenus ont été cruellement torturés : plusieurs d'entre eux ont eu les doigts brisés, d'autres encore ont subis des violences sexuelles, ou ont été menacés d'être tués, de disparaître sans laisser de traces… En totale violation des traités internationaux qu'a signés le Mexique, les autorités pénitentiaires de Nayarit refusent les soins aux détenus blessés (certains sont dans un état grave et ont besoin d'assistance médicale).

Parmi les 141 détenus qui ont été déportés jusqu'à Nayarit se trouvent trois mineurs qui y ont été incarcérés en infraction avec les lois qui les protègent, de même que les 34 femmes détenues dans cet établissement exclusivement masculin. Bref, les autorités se contrefoutent des lois et des règlements qu'elles ont elles-mêmes conçus. Les trois juges du Centre Fédéral de Réadaptation Social de Nayarit ont fixé des cautions jusqu'à 4 millions de pesos pour la libération des prisonniers qui ont été accusés, sans investigation sérieuse sur leur culpabilité, de sédition, d'association de malfaiteurs, incendie, etc. Des charges qui peuvent entraîner jusqu'à 20 ans de prison…

Si on te frappe, tend l'autre joue… En début de semaine, à l'initiative de l'artiste bien connu Francisco Toledo, des écrivains, des intellectuels, des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme, des avocats et des représentants de l'Église catholique ont créé le Comité de Libération 25-Novembre, lequel se propose d'aider à la libération des prisonniers qui n'auraient pas commis d'acte de vandalisme, et qui n'auraient pas agressé les forces de l'ordre…

Lundi soir, à Mexico, quelques heures après que l'Appo a annoncé que le lendemain se tiendrait le premier contact avec le gouvernement fédéral de Calderón par l'intermédiaire du tout nouveau secrétariat du gouvernement, quatre conseillers de l'Appo, venus pour négocier, ont été appréhendés en sortant d'une réunion : Flavio Sosa, que les médias persistent à présenter comme le « leader » de l'Appo, son frère Horacio, Ignacio Gracia Maldonado et Marcelino Coache Verano. Le message que fait passer le gouvernement est qu'il se sent suffisamment fort et qu'il réglera les problèmes sociaux et les protestations populaires en les criminalisant, en les réprimant et en persécutant tous ceux qui n'adhéreront pas aux projets néolibéraux du pouvoir.

Le leitmotiv du gouvernement et de ses amphitryons résonne comme une menace : *« Rien ni personne au-dessus des lois »* (sauf pour eux-mêmes, leurs complices et pour leurs chiens de garde bien entendu…).

Victor Battle

Oaxaca, vendredi 8 décembre 2006

Comment aider les victimes de la répression à Oaxaca ?

Comité des familles de détenus et de disparus de Oaxaca (COFADAPPO)
Virements bancaires au nom de Deysi Santiago Hernández
numéro de compte : 120-7895381
numéro de SWIF : BNMXMXMM
Banque : Sucursal 120 de Banamex
Calle Hidalgo # 821 Colonia Centro
CP 68000 Oaxaca



Les faits d'armes de la PFP

• **Expulsion et occupation de l'UNAM.** Le 20 avril 1999, des étudiants de l'Université Nationale Autonome de Mexico (UNAM) entament une grève en défense de l'éducation publique et gratuite qui se prolonge pendant plus de neuf mois, sans parvenir à un accord avec les autorités universitaires. Le 6 février 2000, le gouvernement fédéral décide d'employer la PFP pour expulser brutalement les étudiants.

• **Fermeture d'une radio communautaire à Oaxaca.** Le 7 janvier 2005, 50 éléments de la PFP, accompagnés de fonctionnaires du ministère de la Communication et des Transports (SCT) ont violemment fermé la radio communautaire San Jacinto 88.5 FM dans l'État d'Oaxaca, piétinant la liberté d'expression et l'autonomie municipale.

• **Expulsion des mineurs de Sicartsa.** Le 20 avril 2006, la PFP et la police de l'État ont délogé les mineurs de l'entreprise sidérurgique Sicartsa, à Lazaro Cárdenas, dans l'État du Michoacán, qui étaient en grève depuis le 2 avril. Deux mineurs sont tués et 54 blessés (dont 21 par arme à feu). En octobre, un rapport de la Commission nationale des droits de l'homme présente les preuves que la PFP a planifié et dirigé l'opération sans mandat judiciaire, usant illégalement de la force et de ses armes à feu.

• **Expulsion à San Salvador Atenco.** Le 4 mai 2006, la PFP intervient en force dans cette localité de la grande banlieue de Mexico, à la suite d'une fronde locale en défense de marchands ambulants. Perquisitions et arrestations illégales, actes de tortures et abus sexuels sur les personnes détenues. Bilan : 2 morts, des dizaines de blessés, plus de 200 arrestations.

• **Occupation de la ville d'Oaxaca.** Le

La PFP, garde prétorienne de l'oligarchie mexicaine

La Police fédérale préventive (PFP) a été créée en décembre 1998, dans le cadre du Système national de sécurité publique (un concept contre-insurrectionnel imposé à l'État mexicain par les États-Unis), théoriquement pour « assainir » les corps policiers qui avaient été infiltrés et débordés par le crime organisé. La PFP a depuis été renforcée par des éléments de l'armée et de la marine, ce qui en fait une force militaire effectuant des opérations de sécurité publique (ce qui est anticonstitutionnel au Mexique). Elle est pourvue d'équipements et d'armements de pointe fournis par la France et les États-Unis. Elle est réputée pour son extrême brutalité.

La PFP n'a pas résolu les problèmes de sécurité que pose l'expansion vertigineuse du trafic de cocaïne au Mexique et n'a pas non plus démantelé les réseaux mafieux qui opèrent jusqu'aux sein des administrations douanière, policière et judiciaire. Bien au contraire, des études confidentielles du ministère fédéral de l'Intérieur ont démontré que certains officiels, et en particulier des gradés de la PFP, sont liés au crime organisé et au narcotrafic. En fait, la PFP n'utilise les gros moyens dont elles dispose que pour réprimer et criminaliser les mouvements sociaux lorsque les instances fédérales échouent sur le terrain politique.



taire San Jacinto 88.9 FM dans l'État d'Oaxaca, piétinant la liberté d'expression et l'autonomie municipale.

- **Expulsion des mineurs de Sicartsa.** Le 20 avril 2006, la PFP et la police de l'État ont délogé les mineurs de l'entreprise sidérurgique Sicartsa, à Lazaro Cárdenas, dans l'État du Michoacán, qui étaient en grève depuis le 2 avril. Deux mineurs sont tués et 54 blessés (dont 21 par arme à feu). En octobre, un rapport de la Commission nationale des droits de l'homme présente les preuves que la PFP a planifié et dirigé l'opération sans mandat judiciaire, usant illégalement de la force et de ses armes à feu.
- **Expulsion à San Salvador Atenco.** Le 4 mai 2006, la PFP intervient en force dans cette localité de la grande banlieue de Mexico, à la suite d'une fronde locale en défense de marchands ambulants. Perquisitions et arrestations illégales, actes de tortures et abus sexuels sur les personnes détenues. Bilan : 2 morts, des dizaines de blessés, plus de 200 arrestations.
- **Occupation de la ville d'Oaxaca.** Le 6 août 2006, près de 500 agents de la PFP sont transférés à Oaxaca, dans des locaux de l'armée. À partir du 7 août, des agents de la PFP participent aux « caravanes de la mort », formées de nervis et de policiers en civil. Le 29 octobre, la PFP envahit la ville avec le soutien logistique de l'armée et de l'infanterie de marine. Elle occupe le *zócalo* de la ville. Le 2 novembre, dans une tentative de prise de contrôle du campus universitaire, la PFP affronte des milliers d'habitants au carrefour de Cinco Señores et est repoussée. Le 20 novembre, la PFP disperse avec des gaz lacrymogènes une manifestation sur le *zócalo*. Le 25 novembre, la PFP réprime avec férocité une marche de protestation contre sa présence à Oaxaca : elle utilise du gaz piment, tire dans la foule et rafle sans discrimination manifestants et passants, pour peu qu'ils aient l'air pauvres ou indiens.

La PFP, garde prétorienne de l'oligarchie mexicaine

La Police fédérale préventive (PFP) a été créée en décembre 1998, dans le cadre du Système national de sécurité publique (un concept contre-insurrectionnel imposé à l'État mexicain par les États-Unis), théoriquement pour « assainir » les corps policiers qui avaient été infiltrés et débordés par le crime organisé. La PFP a depuis été renforcée par des éléments de l'armée et de la marine, ce qui en fait une force militaire effectuant des opérations de sécurité publique (ce qui est anticonstitutionnel au Mexique). Elle est pourvue d'équipements et d'armements de pointe fournis par la France et les États-Unis. Elle est réputée pour son extrême brutalité.

La PFP n'a pas résolu les problèmes de sécurité que pose l'expansion vertigineuse du trafic de cocaïne au Mexique et n'a pas non plus démantelé les réseaux mafieux qui opèrent jusqu'aux sein des administrations douanière, policière et judiciaire. Bien au contraire, des études confidentielles du ministère fédéral de l'Intérieur ont démontré que certains officiels, et en particulier des gradés de la PFP, sont liés au crime organisé et au narcotrafic. En fait, la PFP n'utilise les gros moyens dont elles dispose que pour réprimer et criminaliser les mouvements sociaux lorsque les instances fédérales échouent sur le terrain politique.



Amnésie en temps réel

À de très rares exceptions près, les médias français se sont distingués par leur occultation, assortie parfois de gros mensonges, des événements d'Oaxaca – malgré leur portée sociale et stratégique. Or c'est justement en raison de leur importance que les maîtres de la désinformation les ont passés sous silence, ne consentant à les évoquer que pour les dénigrer.

LES TÉLÉS et radios françaises ont été muettes ou presque. Le tiers-mondiste Mermet a attendu la défaite de l'Appo pour lui consacrer une de ses émissions sur France-Inter. Et l'ineffable Alexandre Adler a étalé, lors d'une chronique sur France-(in) Culture, son ignorance crasse du sujet tout en rabâchant son catéchisme néolibéral*.

Le Monde, a attendu le 26 août pour mentionner la situation à Oaxaca, encore était-ce pour déplorer que le mouvement populaire ait gâché la saison touristique… Il faut patienter jusqu'au 6 octobre pour que le sujet revienne dans ses colonnes : c'est toujours la baisse d'activité économique qui inquiète la rédactrice, mais aussi la « justice sommaire » censée être exercée par la plèbe des barricades, qui semble lui répugner beaucoup plus que les méthodes des autorités locales – enlèvements, tortures, viols, assassinats. Ce n'est que lorsque la réaction semble avoir triomphé, début décembre, que *Le Monde*, visiblement soulagé, reparle d'Oaxaca. De l'actualité récente au Mexique, ses lecteurs n'auront su que les palinodies et rodomontades des politiciens de gauche et de droite se disputant le fauteuil présidentiel, aussi inconséquentes que celles de leurs homologues européens.

Ce traitement minimal et biaisé de l'information, on le retrouve à *Libération*. Ses lecteurs n'apprendront l'existence du mouvement que le 26 septembre, et n'en sauront pas plus, avant l'arrestation du « dirigeant » de l'Appo Flavio Sosa, après plus de deux mois de silence sur l'intensification tragique du conflit – malgré les protestations de lecteurs mieux informés par d'autres canaux*.

Or ce silence de plomb n'était pas dû au manque d'informations disponibles : elles étaient recueillies à la source par de nombreux journalistes à commencer par ceux du quotidien local *Noticias*, plutôt favorable aux insurgés ou ceux du quotidien national *La Jornada*, plus neutre. En outre, la presse hispanophone du monde entier en a amplement parlé, tandis que des photographes et journalistes indépendants, à présent pourchassés par les nervis, se trouvaient sur place pendant toute la durée du conflit et leurs images et témoi-

cette multinationale du béton qui fournit en infrastructures et en pots-de-vin les régimes autoritaires et corrompus des pays « émergents »… tel le Mexique. Et les médias que contrôle l'État (l'AFP, France Télévision et Radio France) sont par nature enclins à la censure, ou du moins à servir les intérêts économiques des grands conglomérats basés en France. Ces immixtions ont toujours été pratiquées, dans ce pays et dans bien d'autres, mais la concentration dans l'industrie de la communication semble avoir accru leur impact : en 1994 encore, les zapatistes du Chiapas – peut-être plus pittoresques mais non moins lointains que les communards d'Oaxaca – avaient pu faire connaître du monde entier leur audace et leur rejet des vieilles idéologies.

En outre, la douce France ne vend pas seulement des armes et du BTP, elle exporte son savoir-faire policier éprouvé par des siècles de mouchardage et de répression anti-insurrectionnelle, longuement affiné par son expérience des révoltes ouvrières ou anti-coloniales. Et elle l'exporte notamment au Mexique où la sinistre police anti-émeute nommée PFP a été formée par des instructeurs français aussi bien qu'américains, et est équipée en partie par des firmes françaises.

Dans ces conditions, les faiseurs d'opinion ont tout fait pour que le public français ne sache à peu près rien de cette ample et longue rébellion qui avait justement besoin de la solidarité internationale – sinon pour s'étendre et durer, du moins pour éviter un bain de sang. Même silence sur les réactions extrêmement violentes des autorités mexicaines depuis la fin du mois d'octobre. Cette « guerre sale » n'a pas été sanctionnée par l'indignation humanitaire que s'attirent sélectivement d'autres régimes de l'Afrique « sauvage » ou de l'Orient « mystérieux ».

C'est qu'en l'occurrence, à Oaxaca, le mystère du soulèvement se nomme lutte des classes, dignité humaine et affirmation des cultures ancestrales. Et la sauvagerie des policiers et des nervis, si elle avait été hautement dénoncée, n'aurait pas manqué de susci-

LUNDI 4 DÉCEMBRE 2006 ✦ N° ZÉRO ✦ WWW.LEROTHSCHILD.FR

La fin d'une époque — Serge July toujours entre la vie et la mort après son overdose de foie gras

LeRothschild



Aujourd'hui Oaxaca, demain les banlieues

c'est toujours la baisse d'activité économique qui inquiète la rédactrice, mais aussi la « justice sommaire » censée être exercée par la plèbe des barricades, qui semble lui répugner beaucoup plus que les méthodes des autorités locales – enlèvements, tortures, viols, assassinats. Ce n'est que lorsque la réaction semble avoir triomphé, début décembre, que *Le Monde*, visiblement soulagé, reparle d'Oaxaca. De l'actualité récente au Mexique, ses lecteurs n'auront su que les palinodies et rodomontades des politiciens de gauche et de droite se disputant le fauteuil présidentiel, aussi inconséquentes que celles de leurs homologues européens.

Ce traitement minimal et biaisé de l'information, on le retrouve à *Libération*. Ses lecteurs n'apprendront l'existence du mouvement que le 26 septembre, et n'en sauront pas plus, avant l'arrestation du « dirigeant » de l'Appo Flavio Sosa, après plus de deux mois de silence sur l'intensification tragique du conflit – malgré les protestations de lecteurs mieux informés par d'autres canaux*.

Or ce silence de plomb n'était pas dû au manque d'informations disponibles : elles étaient recueillies à la source par de nombreux journalistes à commencer par ceux du quotidien local *Noticias*, plutôt favorable aux insurgés ou ceux du quotidien national *La Jornada*, plus neutre. En outre, la presse hispanophone du monde entier en a amplement parlé, tandis que des photographes et journalistes indépendants, à présent pourchassés par les nervis, se trouvaient sur place pendant toute la durée du conflit et leurs images et témoignages étaient aisément disponibles. En tuant Brad Wil, journaliste new-yorkais d'Indymédia, les sicaires du gouverneur Ruiz visaient précisément à terroriser ces témoins gênants pour que règne à Oaxaca le silence des cimetières et ici, celui des pantoufles.

L'information est une arme. Il n'est donc pas étonnant que, les marchands d'armes cherchent à la contrôler. Tout particulièrement en France, troisième exportateur mondial de matériel militaire, dont le Mexique est un bon client. Lagardère et Dassault possèdent leurs journaux et disposent de réseaux d'influence dissuasifs. Il y a aussi la télé-trash de Bouygues, moins lointains que les communards d'Oaxaca – avaient pu faire connaître du monde entier leur audace et leur rejet des vieilles idéologies.

En outre, la douce France ne vend pas seulement des armes et du BTP, elle exporte son savoir-faire policier éprouvé par des siècles de mouchardage et de répression anti-insurrectionnelle, longuement affiné par son expérience des révoltes ouvrières ou anti-coloniales. Et elle l'exporte notamment au Mexique où la sinistre police anti-émeute nommée PFP a été formée par des instructeurs français aussi bien qu'américains, et est équipée en partie par des firmes françaises.

Dans ces conditions, les faiseurs d'opinion ont tout fait pour que le public français ne sache à peu près rien de cette ample et longue rébellion qui avait justement besoin de la solidarité internationale – sinon pour s'étendre et durer, du moins pour éviter un bain de sang. Même silence sur les réactions extrêmement violentes des autorités mexicaines depuis la fin du mois d'octobre. Cette « guerre sale » n'a pas été sanctionnée par l'indignation humanitaire que s'attirent sélectivement d'autres régimes de l'Afrique « sauvage » ou de l'Orient « mystérieux ».

C'est qu'en l'occurrence, à Oaxaca, le mystère du soulèvement se nomme lutte des classes, dignité humaine et affirmation des cultures ancestrales. Et la sauvagerie des policiers et des nervis, si elle avait été hautement dénoncée, n'aurait pas manqué de susciter quelque sympathie dans une population qui a conservé un penchant pour l'indocilité. Les médias – comme les politiques et intellectuels de renom tous muets sur ces lointains événements – n'ont donc pas voulu gêner une répression jugée nécessaire puisque les fondements mêmes de tous les gouvernements se trouvaient ébranlés à Oaxaca.

Et puis cette belle aventure d'une assemblée populaire, combative et représentative, qui contrôle pendant des mois une grande ville et sa région, qui met le monde à l'envers… N'était-ce pas un très mauvais exemple à divulguer dans un pays qui, dans ses banlieues et ses écoles, vient de connaître deux vagues de révolte successives ?

Julius Van Daal

LUNDI 4 DÉCEMBRE 2006 ✦ N° ZÉRO ✦ WWW.LEROTHSCHILD.FR

La fin d'une époque — **Serge July toujours entre la vie et la mort après son overdose de foie gras**

LeRothschild

organe de la classe dirigeante

Oaxaca : il faut savoir occulter une insurrection

Ouf ! la dernière barricade est tombée. La ville du sud mexicain, insurgée depuis le printemps est tombée aux mains des forces de l'ordre. Les séditieux sont traqués, séquestrés, liquidés. La population de Oaxaca se terre.

Mater les révoltes sans troubler les digestions.

Peuh ! les petites gens de cette ville rebelle, envieux et archaïques, poussaient l'indocilité un peu loin : ils prétendaient faire leurs affaires eux-mêmes, décider de leur mode de vie, chasser leurs dirigeants.

Youpi ! force reste aux pouvoirs établis. Les caciques et les touristes vont revenir. Les incontournables lois de l'économie triomphent et l'exploitation des ressources locales va redevenir rentable.

Chut ! les médias occidentaux n'ont pas démérité : c'est grandement grâce à leur silence et à leurs omissions que la police fédérale mexicaine peut rafler, torturer, violer et tuer à son aise.

Aujourd'hui Oaxaca, demain les banlieues françaises ?

Le Rothschild a confronté les avis de trois sages : Alain Finkelkraut plaide pour l'édification d'un mur infranchissable autour des quartiers à risque, une solution expérimentée en Israël. Alain Minc préfère le travail forcé, qui a fait la preuve de son efficacité en Chine. Jacques Attali est partisan de l'incarcération massive (et privatisée) des pauvres comme aux « States ». Le débat est ouvert. Page 22

VALEURS
78 % des Français approuvent le combat de Ségolène pour le rétablissement des châtiments corporels à l'école maternelle P. 6

TENDANCES
Enfin ! le bracelet électronique relooké pour tous P. 16

STYLES
Sarko-Doc Gynéco : les affinités électives de deux stars de la prosodie urbaine P. 20

---

* Voir CQFD n° 40, décembre 2006.

** Voir CQFD, n° 38, octobre 2006

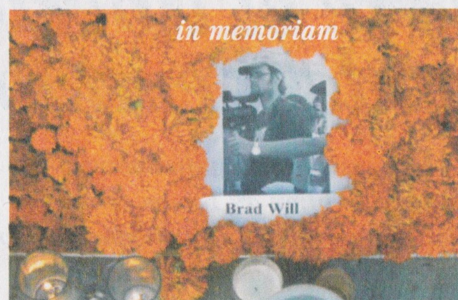
Guerre de l'info à Oaxaca

Un vidéaste mexicain relate comment des journalistes indépendants ont contribué à faire connaître la Commune d'Oaxaca. La désinformation acharnée des médias officieux et officiels, au Mexique comme à l'étranger, est tombée sur un os : la libre communication.

Les mass-medias au Mexique, plus encore qu'en Europe, servent le pouvoir et restreignent considérablement l'accès à la communication et à l'information de la grande majorité des Mexicains. Cet accès limité aux médias a entraîné des actions locales, comme la création de nombreuses radios communautaires dans plusieurs régions du Mexique, et particulièrement dans l'État d'Oaxaca. Ces efforts se sont souvent heurtés aux persécutions et à la censure De nombreux animateurs ont été poursuivis, certains emprisonnés. Pourtant, les radios communautaires continuent d'émettre, et leur nombre ne cesse d'augmenter.

La vidéo et Internet ont aussi amplement servi de support à la communication indépendante. Plusieurs organisations ont, depuis de nombreuses années, conseillé et formé des vidéastes, journalistes, animateurs de radio et webmasters afin d'offrir des alternatives à ce que le grand capital et le gouvernement proposent dans ce domaine. Ce sont ces médias indépendants qui ont été les acteurs de la communication et de l'information de la lutte des peuples d'Oaxaca. Ce sont eux qui sont aujourd'hui traqués par les forces de l'ordre.

Plusieurs années avant le début du conflit, la section d'Oaxaca du Syndicat National des Travailleurs de l'Éducation animait déjà Radio Plantón. Cette radio, qui émettait depuis la ville d'Oaxaca, s'adressait à de très nombreux auditeurs, séduits par ses voix, ses idées, ses propositions et ses informations. Ils pouvaient ainsi se coordonner dans leurs luttes – et entendre des points de vue critiques sur le gouvernement au pouvoir.



la même rapidité que l'Appo. Il est formé d'individus et de collectifs autonomes, déterminés à documenter les luttes populaires et à les défendre. Son objectif est de faire contrepoids, depuis la base, à l'information – ou plutôt la désinformation – diffusée par les médias qui sont aux mains de ceux qui ont le pouvoir et l'argent.

Nos premiers enregistrements concernent les agressions de la police, la mobilisation de centaines de milliers de personnes en colère. Nous avons aussi donné la parole aux blessés, torturés, frappés et nous avons mis en évidence les manipulations mensongères que le gouvernement diffusait dans les médias qu'il contrôle.

Où glaner des infos sur Oaxaca ?

Sites mexicains et en castillan

http://www.asambleapopulardeoaxaca.com/
http://mexico.indymedia.org

Indymedia Oaxaca :

http://mexico.indymedia.org/oaxaca
http://www.radioplanton.net
Ke huelga radio : http://www.kehuelga.org

Vidéos, reportages radio, photos et documents écrits ont ainsi pu circuler sur Internet. Des copies ont aussi été faites en DVD et largement diffusées, de la main à la main et sur les étals des marchands de rue. La vérité sur le conflit d'Oaxaca a pu de la sorte être connue dans le monde entier. À notre grande surprise, nous avons découvert que les commerçants qui écoulent des vidéos piratées avaient commencé à vendre (et à pirater) nos DVD par centaines, voire par milliers. Les habitants d'Oaxaca se regroupaient autour de leurs stands dans la rue pour regarder, sur les téléviseurs, ces images qui ne se voyaient pas ailleurs.

Les médias sont en train de jouer un rôle extrêmement important dans la lutte populaire à Oaxaca. D'un côté, le gouverneur d'Oaxaca et le gouvernement fédéral cherchent à minimiser le conflit en donnant l'impression que les gens de l'Appo sont un petit groupe d'extrémistes et de délinquants. De l'autre, les médias indépendants contredisent ces calomnies. Nous savons que des communautés indigènes, qui se fiaient à la propagande d'Ulises, étaient disposées à le soutenir jusqu'à ce que, ayant vu nos documentaires et reportages, ils changent d'avis et se joignent à la lutte populaire.

Ces médias indociles se sont avérés si efficaces que les acolytes d'Ulises ont décidé de riposter de la même manière. Ils ont d'abord ouvert un site web qui publiait les noms, les photographies et les adresses des personnes les plus impliquées dans le mouvement, appelant à les frapper et à brûler leurs maisons. Ils ont ensuite créé une « radio libre », Radio Ciudadana, qui

vent heurtés aux persécutions et à la censure De nombreux animateurs ont été poursuivis, certains emprisonnés. Pourtant, les radios communautaires continuent d'émettre, et leur nombre ne cesse d'augmenter.

La vidéo et Internet ont aussi amplement servi de support à la communication indépendante. Plusieurs organisations ont, depuis de nombreuses années, conseillé et formé des vidéastes, journalistes, animateurs de radio et webmasters afin d'offrir des alternatives à ce que le grand capital et le gouvernement proposent dans ce domaine. Ce sont ces médias indépendants qui ont été les acteurs de la communication et de l'information de la lutte des peuples d'Oaxaca. Ce sont eux qui sont aujourd'hui traqués par les forces de l'ordre.

Plusieurs années avant le début du conflit, la section d'Oaxaca du Syndicat National des Travailleurs de l'Éducation animait déjà Radio Plantón. Cette radio, qui émettait depuis la ville d'Oaxaca, s'adressait à de très nombreux auditeurs, séduits par ses voix, ses idées, ses propositions et ses informations. Ils pouvaient ainsi se coordonner dans leurs luttes – et entendre des points de vue critiques sur le gouvernement au pouvoir.

Quand la police de l'État a tenté d'expulser par la force les enseignants en grève dans le centre-ville d'Oaxaca, une des principales cibles de sa stratégie d'attaque a été les installations de Radio Plantón. Mais avant qu'elle y parvienne, ses animateurs ont eu le temps de prévenir toute la population que les enseignants étaient en train d'être agressés. De nombreux groupes et organisations ont répondu immédiatement à l'appel et les ont rejoints. Grâce à cet appel populaire, diffusé par Radio Plantón, la population a réussi à repousser les policiers hors du centre-ville. La destruction de la radio et le saccage de ses locaux n'ont cependant pu être évités. Le matériel a été anéanti, et les animateurs ont été tabassés. La police a aussi introduit des armes dans les locaux pour faire croire qu'elles y étaient déjà, et arrêter ainsi les principaux collaborateurs de Radio Plantón.

Notre collectif « Mal de Ojo Televisión » s'est constitué, avec la même spontanéité et la même rapidité que l'Appo. Il est formé d'individus et de collectifs autonomes, déterminés à documenter les luttes populaires et à les défendre. Son objectif est de faire contrepoids, depuis la base, à l'information – ou plutôt la désinformation – diffusée par les médias qui sont aux mains de ceux qui ont le pouvoir et l'argent.

Nos premiers enregistrements concernent les agressions de la police, la mobilisation de centaines de milliers de personnes en colère. Nous avons aussi donné la parole aux blessés, torturés, frappés et nous avons mis en évidence les manipulations mensongères que le gouvernement diffusait dans les médias qu'il contrôle.

(et à pirater) nos DVD par centaines, voire par milliers. Les habitants d'Oaxaca se regroupaient autour de leurs stands dans la rue pour regarder, sur les téléviseurs, ces images qui ne se voyaient pas ailleurs.

Les médias sont en train de jouer un rôle extrêmement important dans la lutte populaire à Oaxaca. D'un côté, le gouverneur d'Oaxaca et le gouvernement fédéral cherchent à minimiser le conflit en donnant l'impression que les gens de l'Appo sont un petit groupe d'extrémistes et de délinquants. De l'autre, les médias indépendants contredisent ces calomnies. Nous savons que des communautés indigènes, qui se fiaient à la propagande d'Ulises, étaient disposées à le soutenir jusqu'à ce que, ayant vu nos documentaires et reportages, ils changent d'avis et se joignent à la lutte populaire.

Ces médias indociles se sont avérés si efficaces que les acolytes d'Ulises ont décidé de riposter de la même manière. Ils ont d'abord ouvert un site web qui publiait les noms, les photographies et les adresses des personnes les plus impliquées dans le mouvement, appelant à les frapper et à brûler leurs maisons. Ils ont ensuite créé une « radio libre », Radio Ciudadana, qui calomnie et menace physiquement les militants et activistes, ainsi que les membres de leurs familles. Les noms de certains journalistes indépendants sont mentionnés à l'antenne, des messages incitent à liquider toute personne porteuse d'une caméra, surtout les étrangers… Ces menaces ont été mises à exécution : un journaliste indépendant new-yorkais, Brad Will, a été flingué par des sbires d'Ulises ; plusieurs autres ont été frappés, et l'un d'entre eux est emprisonné pour avoir filmé les affrontements entre la police et le peuple.

Aujourd'hui nous craignons ce qui peut nous arriver, à nous et à nos familles. Cependant, nous sommes convaincus que nous devons continuer ce travail, grâce auquel les yeux se tournent vers nos peuples – pour renforcer la solidarité et finalement obtenir les changements que nous désirons, non seulement pour Oaxaca, mais pour le monde entier.

Enrique Villa

Où glaner des infos sur Oaxaca ?

Sites mexicains et en castillan

http://www.asambleapopulardeoaxaca.com/
http://mexico.indymedia.org
Indymedia Oaxaca :
http://mexico.indymedia.org/oaxaca
http://www.radioplanton.net
Ke huelga radio : http://www.kehuelga.org
Centro de medios libres du DF :
http://cml.vientos.info/
http://oaxacalibre.net/oaxlibre/index.php
http://zapateando.wordpress.com/
http://www.pangea.org/ellokal/chiapas/home/mexp.htm

Radios

http://1400am.radiolivre.org/<http://radioplanton.net >
http://radioplanton.net
http://sabotaje.blogsome.com/
http://zapote.radiolivre.org/
Archives Radio Universidad :
http://baderna.birosca.org/appo/
http://radio.indymedia.org/publish.php

Sites et contacts en français

Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte : http://cspcl.ouvaton.org
Indymedia Paris : http://paris.indymedia.org
[et tous les sites indymédias de France]
http://risal.collectifs.net/mot.php3?id_mot = 778
http://www.sipaz.org/
collectifsolidariteoaxaca@no-log.org

$-4

1° Nous sommes nés de la terre mère, nous sommes en elle et nous nous abritons en son sein ; nos peuples, nos communautés sont établis sur la terre mère depuis leur origine : en elle s'enracinent et croissent nos vies, nos cultures et nos savoirs.

2° La terre mère, irriguée par le sang de nos ancêtres, abrite la parole, la mémoire et l'histoire de nos peuples, en elle vit notre culture et en elle reposent nos morts ; aussi n'est-elle pas une marchandise qui s'achète et se vend.

3° Pour nos peuples, les éléments qui composent la terre mère, comme l'eau, les terres, les monts, le vent, les bois, les déserts, les forêts, les animaux, les plantes, les pierres, les sources, les rivières, les lacs, les côtes et les mers ne sont pas non plus des marchandises ; parce que, comme notre mère, ce sont nos ancêtres et ils sont sacrés.

4° Nous sommes peuples de maïs et nous exigeons le respect de cette plante la plus sacrée, fondement de notre vie et de notre culture.

terre et liberté mode d'emploi

Considérants préliminaires à la déclaration du Forum en défense de la terre mère et de l'autonomie indigène qui s'est tenu à Mezcala du 17 au 19 novembre 2006

5° Nos territoires sont sacrés et nous saurons les défendre et les reprendre, même contre les grands intérêts des entreprises et les politiques gouvernementales néfastes.

6° Le capitalisme a un esprit différent de celui de nos peuples : il cherche la destruction de notre terre mère en la convertissant en marchandise qui s'achète et se vend au seul profit de quelques-uns, qui se nomment capitalistes, et des politiciens qui les servent.

7° Les politiques néolibérales de l'État mexicain font partie de l'interminable guerre de conquête contre nos peuples ; ce sont des politiques qui cherchent à tuer la terre et à faire disparaître nos cultures par le saccage et le dépouillement de nos territoires et de nos savoirs traditionnels, par la contamination des maïs originels, par la privatisation de tous les éléments que comporte la terre mère et par le déni des modes d'organisation qui nous sont propres.



QUE VIVE OAXACA !

un appel de Raoul Vaneigem

Il existe aujourd'hui, dans un monde dominé par la lâcheté, la résignation et la servitude volontaire, une ville et une région résolues de résister à un gouvernement local et mondial qui ne connaît d'autre loi que celle de la corruption et du profit. Depuis plusieurs mois, la population d'Oaxaca refuse les diktats d'une administration corrompue, qui n'hésite pas à

millions d'êtres humains du cauchemar que fait peser sur eux le totalitarisme économique.

Il faut empêcher que le gouverneur Ulises Ruiz et ses tueurs, soutenus par Fecal (Felipe Calderón), le nouveau président du Mexique, n'écrasent l'expérience d'autonomie régionale – urbaine et paysanne – qui s'esquisse dans la lignée de la Commune de Paris et des collectivités andalouses,

comme notre mère, ce sont nos ancêtres et ils sont sacrés.

4° Nous sommes peuples de maïs et nous exigeons le respect de cette plante la plus sacrée, fondement de notre vie et de notre culture.

nos savoirs traditionnels, par la contamination des maïs originels, par la privatisation de tous les éléments que comporte la terre mère et par le déni des modes d'organisation qui nous sont propres.



QUE VIVE OAXACA !

un appel de Raoul Vaneigem

Il existe aujourd'hui, dans un monde dominé par la lâcheté, la résignation et la servitude volontaire, une ville et une région résolues de résister à un gouvernement local et mondial qui ne connaît d'autre loi que celle de la corruption et du profit. Depuis plusieurs mois, la population d'Oaxaca refuse les diktats d'une administration corrompue, qui n'hésite pas à tuer les opposants à sa politique de malversation. Le mouvement n'a cessé de se développer et a donné naissance à une Assemblée populaire, encore noyautée par la vieille politique clientéliste, mais qui s'oriente de plus en plus vers un refus de tout pouvoir et vers une priorité : améliorer la vie quotidienne des enfants, des femmes et des hommes. J'appelle à se manifester en faveur d'Oaxaca celles et ceux qui n'ont d'autre force que leur volonté de vivre, car c'est de là que vient aujourd'hui la seule pensée qui ne soit pas à la botte des commanditaires du marché planétaire.

Je les appelle à défendre par tous les moyens de leur inventivité la libre Commune d'Oaxaca afin qu'en son Assemblée populaire se développent la démocratie directe et la pratique autogestionnaire que les barricadiers, la population urbaine et les communautés paysannes indigènes sont en train de consolider. Je les appelle à alerter toutes les forces vives, qui peu à peu s'éveillent pour sortir des millions d'êtres humains du cauchemar que fait peser sur eux le totalitarisme économique.

Il faut empêcher que le gouverneur Ulises Ruiz et ses tueurs, soutenus par Fecal (Felipe Calderón), le nouveau président du Mexique, n'écrasent l'expérience d'autonomie régionale – urbaine et paysanne – qui s'esquisse dans la lignée de la Commune de Paris et des collectivités andalouses, aragonaises et catalanes des années 1936-1938. Ce qui se passe à Oaxaca est un espoir pour tous ceux qui désespèrent d'accéder à une existence digne de ce nom, sous le joug du capitalisme financier réduisant la vie et l'environnement à une marchandise. Souvenons-nous !

C'est une prise de conscience mondiale qui a aidé le mouvement zapatiste encore fragile à échapper à la répression du gouvernement et de son armée, en janvier 1994 et en février 1995. Ce que les zapatistes ont réussi pour les communautés paysannes indigènes du Chiapas, la population d'Oaxaca est en train de le tenter en milieu urbain. L'enjeu est considérable. Faisons en sorte que se conforte la chance d'instaurer la Commune d'Oaxaca, car cette chance est la nôtre, celle de l'émancipation existentielle et sociale qui nous tient à cœur.

En toute autonomie individuelle, Raoul Vaneigem
le 26 novembre 2006